IMT Nuremberg Archives

H – 5078

International Court of Justice

H5078 – 0002

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation franaçaise au
Ministère Public
- Section économique -

EXPOSE DU MINISTERE PUBLIC

Le PILLAGE des OEUVRES D'ART dans les PAYS OCCUPES de l'EUROPE OCCIDENTALE

JANVIER 1946.

H5078 - 0003

LISTE DES DOCUMENTS CITES EN REFERENCES

PILLAGE DES OEUVRES D'ART DANS LES PAYS OCCUPES DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Page	Document	Référence
4.	- Ordre KEITEL au Général von BOKELBERG du 30 juin 1940	FA 1
5.	- Ordre REINECKE du 5 juillet 1940	137 PS
.	- Ordre REINECKE du 30 octobre 1940	139 PS
	- Ordre REINECKE du 10 octobre 1940	140 PS
	- VO du 15 juillet 1940	FA 2
6.	- Lettre du Secrétaire d'Etat français aux Finances du 18 décembre 1941	FA 3
	- Annexe à la lettre précédente	FA 4
7.	- Ordre HITLER du 29 janvier 1940 (Hohe Schule)	136 PS
8.	- Annexe à la lettre du Secrétaire d'Etat français aux Finances	FA 4
11.	- Ordre GOERING du 5 novembre 1940 (167 PS)	-141 PS
12.	- Ordre KEITEL du 30 juin 1940	FA 1
	- Ordre KEITEL du 17 septembre 1940	138 PS
13.	- Ordre REINECKE du 30 octobre 1940	139 PS
	- Ordre REINECKE du 10 octobre 1940	140 PS
14.	- Mémorandum ROSENBERG au FUEHRER du 18 décembre 1941	001 PS
15.	- Lettre du Commandant militaire en France du 28 février 1942	FA 5
16.	- Lettre du Commandant militaire en France du 7 avril 1942	FA 6
17.	- Lettre ROSENBERG du 18 juin 1942	FA 7
18.	- Lettre du Secrétaire d'Etat français aux Finances du 25 octobre 1941	FA 8

H5078 - 0004

Page	Document	Référence
19.	- Lettre ROSENBERG du 18 juin 1942	FA 7
22.	- Lettre du Secrétaire d'Etat français aux Finances du 25 octobre 1941	FA 8
24.	- Rapport du 15 avril 1943	172 PS
26.	- Ordre KEITEL du 30 juin 1940	FA 1
27.	- Interrogatoire Gustav ROECHLITZ	FA 18
(bis)	- Rapport du 15 avril 1943	172 PS
29.	- Rapport METTERNICH	FA 9
30.	- Lettre ROSENBERG du 18 juin 1942	FA 7
	- Prise de position de l'Etat Major Spécial ROSENBERG	FA 10
	-	FA 11
		FA 12
31.	- VO du 5 novembre 1940	141 PS
32.	- Lettre ROSENBERG à SCHWARZ du 14 novembre 40	1736 PS
33.	- Rapport SCHOLZ du 14 juillet 1944	1015 PS/b
36.	- Rapport du 12 juillet 1943	171 PS
37.	- Rapport E.R.R. Hollande	176 PS
	- Rapport E.R.R. Hollande du 18 août 1943	1772 PS
	- Ordre enlèvement archives ROTHSCHILD	178 PS
	- Rapport du 12 juillet 1943	171 PS
	- Note "Action M" (3 octobre 1942)	FA 15
38.	- Rapport ROSENBERG du 4 novembre 1943	1737 PS/b
	- Tableau récapitulatif "Action M"	L. 188
	- Rapport von BEHR sur l'action M	FA 16
	- Rapport action M (Hollande)	1772 PS
39.	- Document ECH 25 - p. 170/1	FA 19
	- Rapport von BEHR sur l'action M	FA 16
42.	- Ordre du 30 juin 1940	FA 1
43.	- Ordre du 30 juin 1940	FA 1

H5078 – 0005

Page	Document	Référence
44. -	Rapport SCHOLZ - p. 4	1015 PS/b
	- Interrogatoire Alfred ROSENBERG 26 et 28 septembre 1945	FA 17
45. -	Interrogatoire Gustav ROECHLITZ	FA 18
47. -	Interrogatoire ROSENBERG	FA 17
48. -	Ordre GOERING du 5 novembre 1940	141 PS
49. -	Lettre ROSENBERG du 18 juin 1942	FA 7
50. -	Notes GOERING	FA 21
52. -	Prise de position de l'Etat Major spécial ROSENBERG	FA 12
54. -	Annexe à la lettre du Secrétaire d'Etat français aux Finances du 18 décembre 1941	FA 4
56. -	Ordre KEITEL du 30 juin 1940	FA 1
	- Lettre ABETZ du 1er juillet 1940	FA 20
57. -	Lettre GOERING du 21 novembre 1940	1651 PS
	- Ordonnance du 1er novembre 1941	1015 PS/k
	- Ordre du 5 juillet 1942	154 PS
58. -	Directives au sujet Kommandos RR	FA 22
	- Ordre KEITEL du 28 février 1942	486 PS
	- Ordre du 30 septembre 1942	1015 PS/n
59. -	Rapport (L.188)	FA 16
60. -	Télétypes SEYSS-INQUART	FA 23
	- Lettres SEYSS INQUART des 4 août, 15 septembre et 14 novembre 1942	FA 24
61. -	" " " " " "	FA 24
64. -	Ordre du 6 juin 1944	159 PS
	- Ordre du 18 août 1944	160 PS

Je, soussigné Emmanuel HANDRICH, Professeur agrégé, certifie que les traduction des documents ci-dessus énumérés sont conformes aux originaux.

Nuremberg, le 12 janvier 1946

Handrich

1301

Real 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 1

Ordre de KEITEL

en date du 30 juin 1940

H5078 – 0006

Read 6/2/46

TRADUCTION DU DOCUMENT FA 1

(Copie)

Chef de l'O.K.W. le 30 juin 1940

Le Führer a, après rapport du Ministre des Affaires étrangères, donné ordre de mettre la main - à côté des objets d'art en possession de l'Etat français - sur les objets d'art et valeurs historiques en possession privée, surtout possession juive.

Ce ne doit pas être une expropriation, mais un transfert sous notre garde comme garantie pour les négociations de paix.

Monsieur le Ministre ABETZ a été informé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

Le Chef du Haut Commandement
de la Wehrmacht

(signé)KEITEL

Au Commandant de PARIS
Monsieur le Général fon BOCKELBERG
P a r i s.

Après expédition :

Au Quartier Maitre Général de l'Armée

H5078 - 0007

H5078 - 0008

DOCUMENT FA 1

Abschrift

Chef O.K.W. 30.6.1940

Der Fuehrer hat nach Vortrag des Herrn Reichsaussenministers angeordnet, dass - neben den im franzoesischen Staatsbesitz befindlichen Kunstschaetzen - auch die in privatem, vornehmlich juedischen Besitz befindlichen Kunst- und Altertumswerte vor Verschleppung bezw. gegen Verbergung einstweilen in Verwahrung der Besatzungsmacht sichergestellt werden unter Kenntlichmachung des bisherigen franzoesischen Besitzers. Es soll zwar keine Enteignung, wohl aber Ueberfuehrung in unser Gewahrsam stattfinden als Pfand fuer die Friedensverhandlungen.

Der Gesandte Abetz ist durch den Reichsaussenminister unterrichtet.

Der Chef des Oberkommandos der Wehrmacht

gez. K e i t e l

An

den Militaerbefehlshaber von Paris,
Herrn General der Artl. von Bockelberg
Herrn

P a r i s

Nach Abgang:

O.K.H. Gen.Quartiermeister.

1302

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 137-PS

Ordre KEITEL du 5 juillet 1940

H5078-0009

Read 6/2/46

TRADUCTION DU DOCUMENT 137-PS

Der Chef des Oberkommandos
der Wehrmacht

Berlin W 35, le 5 juillet 1940
Tirpitzufer 72-76

N° 2850/40 g. adj. Chef OKW

tel: service local 21 81 91
longue dist. 21 80 91

Au
Chef du Haut Commandement de l'Armée,
Chef des forces armées dans les Pays-Bas,

Le Reichsleiter ROSENBERG a suggéré au Führer ce qui suit :

- 1°) Les bibliothèques d'état et archives seront fouillées pour trouver des documents de valeur pour l'Allemagne.

- 2°) Les Chancelleries et hautes autorités de l'Eglise et les Loges seront fouillées pour rechercher la preuve des manoeuvres politiques dirigées contre nous, et le matériel en question sera saisi.

Le Führer a ordonné que cette suggestion soit suivie et que la Gestapo aidée par les archivistes du Reichsleiter ROSENBERG aient là charge des recherches. Le chef de la police de sécurité S.S. Gruppenführer HEYDRICH a été informé, il se mettra en rapport avec le Commadant militaire compétent pour exécuter cet ordre.

Ces mesures seront éxécutées dans toutes les régions des Pays-Bas, Belgique, de Luxemburg, et France occupées par nous.

Il est demandé que les services subordonnés soient informés.

Le Chef du Haut Commandement de l'armée

signé : Keitel

Copie pour information au Reichsleiter ROSENBERG

signé : illisible

Capitaine de Cavalerie et adjudant

H5078 - 0010

1303
Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 139-PS

Ordre REINECKE
du 30 octobre 1940

H5078-0011

Read 6/2/46

TRADUCTION DU DOCUMENT 139-PS

COMMANDEMENT SUPERIEUR DE LA WEHRMACHT

Az. 2225 J(Ia)
Nr. 1838 /40 g.

Berlin W 35, le 30 octobre 1940
Tirptssuser 72-76
Fernsprecher : urbain 21 81 91
inter 21 80 91

Référence : Chef OKW 2 f 28.14
NR.3812/40 g WZ v.17.9.40

Au :

Commandant supérieur de l'Armée

Comme suite à la lettre citée en référence, adressée à l'Administration militaire en France occupée, je vous prie de donner des instructions nécessaires à l'Administration militaire en Belgique.

Le Chef du Commandement supérieur de
la Wehrmacht
Par ordre :
signé REINECKE

A titre d'information :

Chef d'Etat-Major du Reichsleiter Rosenberg
Référence : 2606/Ma

H5078 – 0012

1304

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 140 - PS

Ordre REINECKE
du 10 octobre 1940

H5078 - 0013

Read 6/2/46

TRADUCTION DU DOCUMENT I40 PS

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

Oberkommando der Wehrmacht

A z. 2 f. 28 J. (Ia)

Nº I838/40 g.

Berlin W.35. 30/IO/I940
Tirpitzufer 72-76

tel : service local 2I 8I 9I
Longue dist. 2I 80 9I

AU Commandant de l'Armée dans les Pays-Bas.

En supplément à l'ordre du Fuhrer Nº 2850/40 (Secret), daté du 5 Juillet I940, adressé au Reichsleiter ROSENBERG par l'intermédiaire de l'Adjudant chef du Haut Commandement de l'Armée, dans le but que les loges, bibliothèques et archives dans les territoires occupés de l'Ouest soient fouillés pour la recherche du matériel pouvant servir à l'Allemagne et pour sauvegarder ce matériel avec l'aide de la Gestapo ; le Fuhrer a décidé :

Les statuts de propriété, d'avant la guerre, seront le critérium; en France, le statut antérieur à la déclaration de guerre du Ier Septembre I939. Les transferts de propriété à l'Etat Français, ect. faits après cette date ne sont pas valables légalement et sont inapplicables (par exemple, les bibliothèques polonaises et slovaques de Paris, les biens du Palais Rotschild ou autres biens juifs sans propriétaire).

Des réserves concernant la fouille, la saisie et le transport en Allemagne sur les bases des raisons ci-dessus ne seront pas reconnues.

Le Reichsleiter ROSENBERG et/ou/ son adjoint le reichshauptstellenleiter EBERT, ont reçu des instructions précises du Fuhrer en personne concernant le droit de saisie ; il est habilité à transporter en Allemagne les biens culturels qui lui semblent de valeur et de les mettre en sécurité. Le Fuhrer s'est réservé pour lui-même la décision de leur emploi.

Il est demandé que les services en question soient informés parallèlement.

Le Chef du Haut Cimmandement
de l'Armée

par ordre
signé : REINECKE

Pour information
à l'attention de l'adjudant du Reichsleiter ROSENBERG

Ref : 2606 m/a.

H5078 – 0014

1305

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 2

Ordonnance

du 15 juillet 1940

H5078 – 0015

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art :.....

Document :.....

V E R O R D N U N G S B L A T T

für die Besetzten französischen

Gebiete

N° 3 PARIS, le 15 juillet 1940

1.

Ordonnance
concernant la protection des objets d'art
dans le territoire occupé de la France.

15 juillet 1940.

- 49 - Dans l'intention de conserver les objets d'art dans le territoire occupé de la France et de ne
- 50 - pas laisser endommager ni dérober, je décrète ce qui suit, en vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer et Chef suprême de l'armée :

§ 1.

Les objets d'art mobiles ne seront pas éloigné du lieu où ils se trouvent actuellement, ni modifiés d'une manière quelconque, sans l'autorisation par écrit d'un commandement supérieur de la "Militärverwaltung" (administration militaire allemande) en France.

H5078 - 0016

H5078 - 0017

§ 2.

Les opérations juridiques ayant pour sujet l'aliénation d'objets d'arts mobiles, pour être valables, doivent être autorisées par moi, ainsi que toutes les mesures administratives ou juridiques relatives à telle alienation.

§ 3.

Des objets d'art mobiles dont la valeur surpasse les 100.000 francs doivent être signalés par leurs propriétaires ou détenteurs, par écrit, jusqu'au 15 août 1940 à la "Feldkommandantur" (commandanture de camp) compétente ou à une autorité désignée par celle-ci.

Ce signalement devra contenir :

1° Une description exacte de chaque objet d'art (il faudra indiquer en outre : dimensions, matériel, date d'origine, l'artiste créateur)

2° La valeur de chaque objet d'art;

3° Le nom et l'adresse du propriétaire

4° Le nom et l'adresse du détenteur

5° L'indication exacte du lieu où se trouvent les objets d'art signalés.

§ 4.

Les propriétaires et détenteurs d'objets d'art mobiles sont tenus à donner les soins nécessaires à ces objets, ainsi que de les préserver d'endommagements causés par préméditation, temps et intempéries.

§ 5.

Les officiers et employés chargés d'inspecter des objets d'art doivent être aidés dans l'accomplissement de leut tâche en tout temps, pourvu qu'ils puissent produire une autorisation signée par moi.

§ 6.

Celui qui en sa qualité de propriétaire ou détenteur d'un objet d'art mobile commettra des infractions à cette ordonnance sera passible d'emprissonnement et d'une amende ou d'une des deux peines.

H5078 - 0018

§ 7.

Une indemnisation de dommage résultant de l'application de cette ordonnance ne sera pas accordée.

§ 8.

Cette ordonnance entre en vigueur au jour de sa proclamation.

Le Commandant en chef de l'Armée.

1306
1307
Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère
Public - Section Economique

L.D.Art Documents F.A. 3
F.A. 4

Lettre du secrétariat
général
du Ministère des finances
du I8 Décembre I94I
et annexe.

- - - - - - - - - - - - -

H5078 - 0019

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

DELEGATION FRANCAISE au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art. : F.A. 3

Annexe au document F.A. 3

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Paris, le 18 décembre 1941

Coordination
des Services Fiscaux

2° Bureau

N° 124 E.

LE MINISTRE
SECRETAIRE D'ETAT à l'ECONOMIE NATIONALE
ET AUX FINANCES?

à Monsieur le DELEGUE GENERAL du GOUVERNEMENT
pour les RELATIONS ECONOMIQUES FRANCO-ALLEMANDES

- TRES URGENT -

Objet : Biens mis en liquidation par mesure de sûreté générale. - Saisies d'oeuvres d'art effectuées par les autorités d'occupation

L'Administration des Domaines a été chargée par la loi du 5 octobre 1940 de la gestion et, le cas échéant, de la réalisation des biens mis sous séquestre ou en liquidation par mesure de sûreté générale. Elle a reçu, à ce titre, la mission de liquider le patrimoine des personnes déchues de la nationalité française, en exécution de la loi du 23 juillet 1940, pour avoir quitté irrégulièrement le territoire métropolitain.

Les biens dépendant de ces patrimoines doivent être vendus à l'expiration d'un délai de six mois couru de la date de l'insertion au journal officiel de l'ordonnanee de mise sous séquestre; il est également procédé au paiement du passif, et le produit net de la liquidation est versé à la caisse de l'Oeuvre du Secours National conformément à l'article 2 de la loi précitée.

H5078 – 0020

H5078 – 0021

Le délai de six mois prévu ci-dessus est expiré pour la plupart des patrimoines importants, notamment les patrimoines des membres de la famill Rothschild déchus de la nationalité française. Il a en conséquence été mis fin, en ce qui les concerne, à la période de séquestre, et le Domaine a entamé immédiatement les opérations de réalisation des biens, en vertu d'ordonnances du président du tribunal civil de la Seine prononçant l'ouverture des liquidations.

Or les personnes déchues de la nationalité française, en particulier les consorts de Rothschild, ont laissé une grande partie des oeuvres d'art qui leur appartenaient dans leurs propriétés (hôtels particuliers à Paris, châteaux dans les départements occupés). Un grand nombre de ces propriétés a été utilisé immédiatement par les troupes allemandes.

Dans la mesure très réduite où ils ont été autorisés à pénétrer dans les lieux, les agents du Domaine, ont pu se rendre compte que les autorités occupantes avaient puisé largement dans les tableaux et objets d'art qui se trouvaient ainsi à leur portée. Cette manière d'opérer ne parait pas avoir tendance à se modifier.

La nomenclature des principaux objets qui ont été enlevés par les autorités allemandes est contenue dans la note ci-jointe, mais il est certain qu'étant donné, pour plusieurs propriétés l'absence d'un inventaire et l'interdiction de pénétrer dans les lieux, le Domaine n'a eu que partiellement connaissance des saisies opérées.

Les agents de l'Administration des Domaines ont insisté, souvent en vain, auprès des autorités occupantes pour être admis à dresser inventaire, et ils ont élevé les protestations qui s'imposaient à l'occasion des enlèvements d'objets qu'ils constataient.

Ces protestations sont demeurées sans effet, de même que les pressantes démarches effectuées auprès du Commandant Militaire allemand en France.

Dès le mois de décembre 1940, le Général de la Laurencie, alors délégué général du Gouvernement français dans les territoires occupés, m'a informé qu'il était intervenu à ce sujet auprès du Commandement allemand. Aucune suite n'a été donnée à cette intervention.

Une note remise au Général allemand Best, au mois d'août 1941, par M. le Commissaire général aux Questions juives, sur la demande de M. l'Ambassadeur de Brinon, n'a jamais reçu de réponse.

H5078 - 0022

Les démarches effectuées par le Service des Beaux-Arts sont également restées sans résultat.

A la date du 25 octobre dernier, j'ai porté cette situation à la connaissance de M. le Vice-Président du Conseil, en lui indiquant que, si une solution satisfaisante n'était pas obtenue rapidement, il serait indispensable de soumettre de nouveau la difficulté à la Commission d'armistice qui en a déjà été saisie par le Département de la Guerre.

J'ai demandé également à M. Benoist-Méchin, à la date du 28 novembre dernier, d'intervenir auprès des autorités occupantes.

Or, je viens d'être informé qu'agissant en vertu d'ordres supérieurs, un officier du Devisenschutzkommando a fait procéder, le 4 décembre courant, à l'enlèvement d'objets d'art déposés dans une chambre forte de la Société générale à Paris, pour le compte du séquestre de M. Eugène de Rothschild, déchu de la nationalité française. Les circonstances de cet enlèvement sont relatées, in fine, dans la note ci-jointe.

Aussi j'estime qu'une action énergique et immédiate du Gouvernement s'impose pour faire cesser au plus tôt les faits signalés, en raison du grave préjudice dont ils sont la source. Outre qu'ils appauvrissent, au profit de l'étranger, le patrimoine artistique français, ils privent le Secours National de ressources importantes qui lui ont été attribuées par la loi du 23 juillet 1940.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien effectuer une démarche à ce sujet auprès de la Commission d' armistice ou de telle autorité que vous jugerez à propos et de demander :

1°) que des instructions soient données sur tout le territoire occupé pour empêcher tout nouvel enlèvement d'objets à liquider par l'Administration des Domaines, objets qui ont cessé d' être des biens juifs,

2°) qu'il soit procédé dès maintenant aux recherches nécessaires en vue de la restitution à cette Administration des oeuvres saisies, afin qu'elles soient préemptées, par l'Etat français ou mises en vente, le Secours National bénéficiant du prix dans l'un et l'autre cas.

Le Secrétaire Général pour les
Finances Publiques
(signé) DEROY

H5078 - 0023

DOKUMENT:FA 3

B 13

C/B

Paris, den 18. Dezember 1941.

Finanzministerium

Generalsekretariat

Beiordnung

der Dienststellen fuer Steuerwesen

2.Buero

Nr. 124 E.

DER MINISTER

STAATSSEKRETAER DER NATIONALEN WIRTSCHAFT UND DER FINANZEN.

an den Herrn REGIERUNGSGENERALBEVOLLMAECHTIGTEN

fuer die FRANZOESISCH-DEUTSCHEN WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

BETRIFFT: Liquidation von Vermoegen als allgemeine Sicherheitsmassnahme.- Beschlagnahme von Kunstwerken durch die Besatzungsbehoerden

Laut Gesetz vom 5. Oktober 1940 ist die Domaenenverwaltung mit der Verwaltung oder, eintretendenfalls, mit der Veraeusserung der sequestrierten in Liquidation befindlichen Guetern als allgemeine Sicherheitsmassnahme beauftragt worden. In dieser Eigenschaft wurde sie damit beauftragt, laut dem Gesetze vom 23. Juli 1940, das Familienvermoegen der der franz.Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaerten Personen zu liquidiren, die gesetzwidrig das Staatsgebiet des Mutterlandes verlassen haben.

Die diesem Familienvermoegen als Bestandteil gehoerenden Guetern sollen nach Verlauf einer als Veroeffentlichung im "Journal Officiel" der Sequestrierungsverordnung, 6 monatlichen Frist veraeussert werden. Zur gleichen Zeit werden die Passiva begleichen und der Nettoerloes der Liquidierung wird, laut Artikel 2 des obenerwaehnten Gesetzes, in der Kasse des Secours National" eingezahlt.

Fuer die Mehrzahl der wichtigsten Familien-

H5078 – 0024

Vermoegen und namentlich fuer diejenigen der Angehoerigen der Familie Rothschild, die die franzoesische Staatsangehoerigkeit verloren haben, ist die vorgesehene Frist von 6 Monaten verstrichen. Infolgedessen, und was sie betrifft, wurde der Sequestrierungszeit ein Ende gesetzt und laut Verordnungen des Praesidenten des Seine-Zivilgerichtes, die den Anfang der Liquidation verkuenden, hat die Domanenverwaltung unverzueglich mit den Veraeusserungsoperationen begonnen.

In sehr geringem Masse, in dem es den Domanenbeamten gestattet wurde, die Raeume zu betreten, haben diese feststellen koennen, dass die Besetzungsbehoerden eine weitgreifende Absuchung der Gemaelde und Kunstgegenstaende, die in ihre Haende fielen, vorgenommen haben. Dieses Vorgehen scheint keine Aenderung zu erfahren.

Das Verzeichnis der wichtigsten Gegenstaende, welche durch die deutschen Behoerden erfasst wurden, sind in der beigefuegten Note enthalten.- Aber es kann versichert werden, dass in mehrere Besitzer kein Inventar vorhanden ist oder keine Erlaubnis fuer das Betreten der Raeume gegeben worden ist, die Domanenverwaltung nur teilweise Kenntnis der vorgenommenen Beschlagnahmungen besass.

Die Domanenverwaltungsbeamten haben, oft vergebens, die Besetzungsbehoerden dringend ersucht, ein Inventar aufnehmen zu koennen und haben wegen der von ihnen festgestellten Entfernungen von Kunstgegenstaenden Einspruch erhoben.

Diese Einsprueche sind erfolglos geblieben -- genau so wie die ausdruecklichen, unternommenen Schritte beim Militaerbefehlshaber in Frankreich. -

Seit Monat Dezember 1940 hat mein General de la Laurencie, seinerzeit Generalbevollmaechtigter der franzoesischen Regierung in den besetzten Gebieten benachrichtigt, dass er beim deutschen Oberkommando in dieser Beziehung vorstellig geworden war. Diese Intervention ist erfolglos geblieben.

H5078 – 0025

Eine Note, die im August 1941 der Herr Generalkommissar fuer die Judenfrage auf Wunsch des Herrn Botschafters de Brinon dem deutschen General Best unterbreitete, ist unbeantwortet geblieben.

Ebenso erfolglos sind die vom "Service des Beaux-Arts" unternommenen Schritte geblieben.

Am 25. Oktober dieses Jahres habe ich diesen Zustand dem Herrn Vize-Praesidenten des Kabinets zur Kenntnis gebracht und bemerkt, dass die Schwierigkeiten erneut der Waffenstillstandskommission, welche darueber schon von der Abteilung fuer Krieg unterrichtet wurde, unterbreitet werde, falls eine guenstige Loesung nicht schnell genug getroffen werden koennen.

Am 28. November dieses Jahres habe ich auch Herrn Benoist-Méchin gebeten, bei den deutschen Behoerden einzuschreiten.

Aber es wird mir soeben mitgeteilt, dass ein Offizier des Devisenschutzkommandos, welcher im Sinne hoeherer Befehle handelte, am 4. Dezember dieses Jahres die Entfernung von Kunstgegenstaenden eingeleitet hat, welche in einer Stahlkammer der "Société générale" in Paris untergebracht waren, fuer Rechnung des Sequesters des Herrn Eugène de Rothschild, der der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert war. Die Umstaende, unter welchen dieser Vorfall ausgefuehrt wurde, sind in fine in der beiliegenden Note berichtet.

Deshalb bin ich der Ansicht, eine sofortige und energische Aktion der Regierung ist notwendig, die obenerwaehnten Tatsachen sobald als moeglich zu verhindern, da sie die Quellen des schwereren Schadens darstellen. Ausser der Verarmung des kulturellen Vermoegens Frankreichs, zu unsten des Auslandes, entziehen sie dem "Secours National" erhebliche Geldmittel, die ihm, laut Gesetz vom 23. Juli 1940, zugeteilt wurden.

Deshalb bitte ich Sie, diese Frage der deutschen Waffenstillstandskommission, oder einer anderen Behoerde, welche Sie als zustaendig ansehen, vorzulegen und sie zu ersuchen:

1) dass in saemtlichen besetzten Gebieten die noetigen An-

H5078 – 0026

weisungen gegeben werden, um jede erneute Entfernung von Gegenstaenden, die die Domaenenverwaltung liquidieren soll, zu verhindern, Gegenstaende, welche tatsaechlich aufgehoert haben, juedische Gueter zu sein.

2) dass die noetigen Untersuchungen unverzueglich vorgenommen werden, um die Wiedererstattung der beschlagnahmten Kunstwerke an diese Verwaltung zu ermoeglichen, die dann entweder vom franzoesischen Staate zurueckgekauft oder zum Verkauf kommen; in jedem Falle wird der Erloes dem "Secours National" des einen oder anderen Falls zugute kommen.

Der Generalsekretaer
der Staatsfinanzen
gez. Deroy

1307

L.D. Art : F.A. 4

NOMENCLATURE

des oeuvres d'art saisies par les autorités d'occupation dans les propriétés ayant appartenu à des personnes déchues de la nationalité française

---

Domaine de Château Lafite (Gironde) ancienne propriété de MMrs. Edouard, Robert, Maurice de ROTHSCHILD

Décembre 1940 - enlèvement d'objets entreposés dans une pièce du chateau et dirigés sur une destination inconnue.

Hôtel Edouard de ROTHSCHILD, 2 rue St-Florentin, à Paris

15 janvier 1941 - enlèvement d'une vingtaine de caisses d'argenterie et de deux pendules.

En octobre et novembre 1940, de nombreuses oeuvres d'art ont été enlevées et déposées vraisemblablement au Musée du Louvre, et dans une salle du Jeu de Paume aux Tuileries.

Il en a été ainsi des oeuvres contenues dans :

1° - 367 caisses numérotées qui avaient été déposées au château Edouard de ROTHSCHILD à Reux (Calvados)

2° - un certain nombre de caisses provenant du Château Henri de ROTHSCHILD, dit château de la Muette, 2 rue André Pascal à Paris.

Les enlèvements se poursuivent, mais aucune caisse n'est reçue désormais au Musée du Louvre dans la salle dont disposent les autorités allemandes. Bien plus, les collections sont expédiées en gare du Nord. Ainsi 400 caisses parvenues à Paris jusqu'en Mars 1941 n'ont pas été entreposées au Louvre, ces caisses contenant d'ailleurs également des collections d'israélites non déchus de la nationalité française.

De nombreux enlèvements continuent à être signalés :

1° - objets en cristal de roche, vases, services de Sèvres, statues, etc..., entreposés dans trois chambres fortes de l'hôtel Maurice de ROTHSCHILD, 41 rue du Faubourg St-Honoré enlevés par camions les 24 et 25 septembre 1940.

2°- Bibliothèque et deux tableaux se trouvant au château d'Armainvilliers et appartenant à la même personne, emportés par M. le Major WENDTS,

H5078 – 0027

H5078 - 0028

3° - Caisses de livres, tableaux, etc... enlevés entre le 22 août et le 6 septembre 1940, date de l'installation du général HANESSE, dans l'hôtel Robert de ROTHSCHILD, 25 avenue de Marigny.

Le 11 mars 1941, enlèvement par l'Oberleutnant MEWE du Devisenschutzkommando, de 4 malles et 1 coffre remis en dépôt par M. Maurice de ROTHSCHILD à la Banque de Paris et des Pays-Bas et contenant des bijoux en or sertis de pierres précieuses, des émeraudes, perles fines, saphirs, brillants, miniatures, manuscrits rares.

Le 26 février 1941, M. BRAUMULLER, agissant pour le compte de M. ROSENBERG, fait enlever deux caisses remplies d'objets d'art inventoriés, en dépôt à l'agence de la Société générale à Arcachon, au nom du séquestre de M; Philippe de ROTHS CHILD, non encore relevé de la déchéance de la nationalité française.

Le 6 mai 1941, le docteur WUNDER, agissant en vertu d'un ordre du Marèchal GOERING, et assisté de plusieurs officiers allemands, fait procéder au déménagement du mobilier garnissant l'hôtel Eugène de ROTHSCHILD, 3 rue Michel-Ange à Paris.

Le 7 mai 1941, enlèvement de 6 caisses d'argenterie, 3 grands tableaux, dont un Nattier et un Boucher déposés à l'Hôtel Edouard de ROTHS-CHILD, 2 rue St-Florentin à Paris.

Le 18 août 1941, le Directeur des Domaines de la Seine reçoit deux chèques tirés sur la caisse de Crédit du Reich à Paris et s'élevant à 995.640 frs. et 233.200 frs. en payement des objets d'art enlevés 41 rue du Faubourg St-Honoré à l'Hotel Maurice de ROTHSCHILD et chez Mme MEDEVILLE à Bordeaux, dépositaire de M; JONAS (opérations dirigées par M. SUGERER GRITZBACH et le Docteur SCHMIDT attachés à la personne du Maréchal GOERING)

Un expert avait été désigné par les autorités allemandes mais n'avait pu fixer librement ses évaluations. Etant donné l'insuffisance du prix le service local des Domaines a encaissé les chèques en s'abstenant de faire régulariser l'opération par l'autorité judiciaire comme le prévoit l'arrêté interministériel du 23 Novembre 1940.

H5078 – 0029

Une commission allemande, présidée par le docteur LHOSE, de Einsatz-stab Rosenberg, hotel Commodore à Paris, charge les établissements PUSEY et BEAUMONT-CHASSIER de déposer, en vue d'un déménagement ultérieur, les statues, socles, vasques, fontaine du hall d'entrée du grand escalier, dans l'hôtel Edouard de ROTHSCHILD, rue St-Florentin, Paris. Les travaux sont effectués le 24 septembre 1941, on constate que de nombreux objets tels que vases, potiches, pendules, cartels, candélabres so sont déjà munis d'étiquettes.

Le 20 septembre, des meubles ont été également enlevés par camions.

Enfin le 4 décembre courant, le lieutenant MEWES, déclarant agir en vertu d'ordres supérieurs dont il n'a d'ailleurs pas justifié, fait procéder de force à l'enlèvement de 21 paquets déposés par la Banque ROTHSCHILD frères dans une chambre forte de la Société générale à Paris, et appartenant à Mme Alexandrine de ROTHSCHILD ainsi qu'au séquestre de M. Eugène de ROTHSCHILD, déchu de la nationalité française. (La banque en liquidation de ROTHSCHILD frères dépend elle-même à concurrence des 29 trentièmes, des séquestres de MM. Edouard et Robert de ROTHSCHILD déchus de la nationalité française.) Ces paquets renferment des tableaux et des bijoux.

Le lieutenant MEWES exige que lui soit remise l'une des deux clés de la chambre forte, qui doit être utilisée pour l'ouverture de la porte, simultanément avec le clé laissée à la disposition de l'établissement de crédit. Il refuse de donner décharge au personnel de la banque de ROTHSCHILD.

M. HARTMANN, chef du Devisenschutzkommando, auprès duquel une protestation est immédiatement formulée, confirme qu'il a effectivement reçu des ordres supérieurs et promet de remettre à la Banque de ROTHSCHILD un ordre écrit de décharge. Il doit examiner la possibilité de restituer la clé à cette banque ou; à défaut, de donner décharge de tout le contenu de la chambre forte.

H5078 – 0030

DOKUMENT: FA 4

VERZEICHNIS

der von den Besetzungsbehoerden beschlagnahmten Kunstwerke in den Guetern, die den der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklarten Personen gehoert hatten.

Gut des Schlosses Lafite (Gironde): frueheres Eigentum der Herren Edouard, Robert und Maurice de ROTHSCHILD.

Dezember 1940: Entfernung von Gegenstaenden, die in einem Zimmer des Schlosses untergebracht waren, und die nach einem unbekannten Bestimmungsort gefuehrt worden sind.

Haus Edouard de ROTHSCHILD, 2, rue St. Florentin in Paris.

15. Januar 1941: Entfernung von ungefaehr 20 Kisten Silbergeschirr und von zwei Wanduhren.

Im Oktober und November 1940 wurden zahlreiche Kunstwerke entfernt und vermutlich in den Museum "Jeu de Paume" in den Tuilerien untergebracht.

Dies war das Schicksal der Kunstgegenstaende, welche in:

1) 367 nummerierten Kisten im Schloss Edouard ROTHSCHILD in Reux (Calvados) untergebracht waren.

2) einer gewissen Anzahl aus dem Schloss Henri de ROTHSCHILD, genannt "Chateau de la Muette" 2, rue Andre Pascal in Paris, stammenden Kisten verpackt waren.

Die Entfernungen werden fortgesetzt, aber keine Kiste wird kuenftig in den Saal, ueber welchen die deutschen Behoerden im Musée du Louvre verfuegen, ueberfuehrt. Vielmehr werden die Sammlungen von Nordbahnhof ab weiter befoerdert. Auf diese Weise wurden 400 Kisten, die bis Maerz 1941 in Paris eingetroffen sind, nicht im Louvre untergebracht. Zudem enthielten auch diese Kisten Sammlungen von Juden, welche nicht der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden waren.

H5078 – 0031

Zahlreiche Entfernungen werden weiterhin angezeigt:

1) Gegenstaende aus Bergkristall, Gefaesse, Geschirr von Sevres, Statuen, u.s.w..... die in drei Stahlkammern des Hauses Maurice de ROTHSCHILD, 41, Faubourg St-Honore untergebracht warenwurden in Lastkraftwagen am 24. und 25. September 1940 weg gefuehrt.
2) Eine im Schloss von Armainvilliers untergebrachte Buecher - Sammlung und zwei Gemaelde, die demselben Besitzer gehoerten, wurden von Major WENDTS fortgetragen.
3) Kisten mit Buechern, Gemaelde u.s.w. entfernt, zwischen den 22. August und dem 6. September 1940. Datum des Einzuges des Generals HANESSE im Haus Robert de ROTHSCHILD, 25 avenue de MARIGNY.

Am 11. Maerz 1941 hat Oberlautnant MEWE vom Devi Gensehutzkommando 4 Reisekoffer und 1 Kasten entfernt, die von Herrn MAURICE de ROTHSCHILDzweck Aufbewahrung bei der Banque de Paris et des Pays - Bas hinterlegt worden sind und Goldschmuck mit eingesetzten Edelsteinen, Smaragde, Kostbare Perlen, Saphire, Brillanten, Miniaturen, und seltene Handschriften enthielten.

Am 26. September 1941, hat Herr BRAUMUELLER in ROSENBERGS Auftrage handelnd zwei im Inventar aufgenomene mit Kunstgegenstaenden gefuellten Kisten wegschaffen lassen, welche bei der Agentur der Societe Generale in Aachen hinterlegt worden sind, im Namen des Sequesters " Philippe de ROTHSCHILD " dem die franzsoesische Staatsangehoerigkeit noch nicht zurueckgegeben worden ist.

Am 6. Mai 1941
Am 6. Mai 1941, hat Doktor WUNDER, auf Befehl des Generalfeldmarschalls Goering handelnd und in Begleitung von mehreren deutschen Offizierenden Abtransport der Wohnungseinrichtung des EUGENE de ROTHSCHILD, #3 rue Michel - Ange

H5078 - 0032

in Paris durchfuehren lassen.

Am 7. Mai 1941, Entfernung von 6 Kisten Silbergeschirr, 3 grossen Gemaelden, unter welchen sich ein " Nattier" und ein Boucher befand. Diese Gegenstaende waren im Haus Eduard de ROTHSCHLID, 2 rue St - Florentin in Paris untergebracht.

Am 18. August 1941, hat der Direktor der DOMAENEN im Departement Seine zwei auf die Reichskreditkasse in Paris ausgestellte Schecks in der Hoehe von 995.640 franken, und 233.200 franken als Bezahlung der Kunstgegenstaende erhalten die aus dem Hause 41, MAURICE de ROTHSCHLID , 41, FAUBURG St - HONORE und von Frau MEDEVILLE in BORDEAUX entfernt worden sind. (Diese Aktionen wurden durch die Herrn SUGERER, GRITZBACH und Dr. SCHMIDT geleitet, die zum Gefolge des Generalfeldmarschalls Goerings gehoerten).
Die deutschen Behoerden haben einen Sachverstaendigen ernannt dieser konnte aber keine freie Schaetzung vorlegen.

Da der Preis ungenuegend war, hat die oertliche Domaenendienststelle die Schecks einkassiert, ohne die Verrichtung (operation) durch die Justizbehoerde unterzeichnen (regularisez) zu lassen. Laut Bestimmungen des zwischenministeriellen Erlasses vom 23. November 1940.

Eine deutsche Kommission. unter Vorsitz des Herrn Dokter LHOSE, vom Ersatzstab Rosenberg Hotel Commodore in Paris- hatte die Fa. PUSEY - und BEAUMONT -Crassier beauftragt die Statuen , Sockel, Wasserschalen, Springbrunnen, der Diele des grossen Treppenhauses im Hause Eduard de ROTHSCHILD rue St- FLORENTIN in Paris, mit Ruecksicht auf einen weiteren Umzug unterzubringen, Die Arbeiten, wurden am 24. September 1941 durchgefuehrt, man kann feststellen, dass zahlreiche Gegenstaende, wie zum Beispiel Gefaesse, Potiche, Standuhren, Wanduhren, Armleuchter, schon mit Zettel versehen sind.

H5078 - 0033

Am 20. September wurden Moebelebenfalls durch Lastwagen abgefuehrt.

Schliesslich am 4. Dezember dieses Jahres hat Oberleutnant MEWENS, gemaess seinen Erklaerungen im hoeheren Auftrage handelnd, den er aber nicht beweisen konnte, mit Gewalt die Entfernung von 21 Paketen durchfuehren lassen, die seitens d Bank " ROTHSCHLID Freres " in eine Stahlkammer der Societe Generale in Paris untergebracht waren, und die Frau Alexandrine de ROTHSCHILD und auch dem Sequester von Eugenie von ROTHSCHILD, der die franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert war, gehoerten, (Die in Liquitation stehende Bank der " ROTHSCHILD FRERES " gehoert selbst bis zu 29/ 30 stel dem Sequester von Eduard und Robert de ROTHSCHILD, die der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden sind.
Diese Pakete enthielten Gemaelde und Schmuck.....

Oberleutnant MEWES verlangt, dass einer der beiden Schluessel der Stahlkammer der gleichzeitig mit dem Schluessel der Kreditanstalt zur Verfuegung gelassen wird, de zur Oeffnung der Tuere dient, ihm ueberlassen werde.

Er weigert sich dem Personal der Bank ROTHSCHILD eine Entlastung zu geben.

Herr HARTMANN, Leiter des Devisenschutzkommandos, bei dem sofort ein Einspruch eingereicht worden ist, bestaetigt, dass er tatsaechlich hoehere Befehle erhalten hat und versichert, der Bank ROTHSCHILD eine schriftliche Entlastung zukommen zu lassen. Er wird die Moeglichkeit, der Bank den Schluessel zurueck-zuerstatten, oder minde stens eine Entlastung ueber den ganzen Inhalt der Stahlkammer zu geben pruefen.

1308

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 136-PS.

Ordre d'Hitler du 29 janvier 1940

H5078-0034

H5078 - 0035

TRADUCTION DU DOCUMENT 136 PS

A LA CONNAISSANCE DES SERVICES DU PARTI ET DE L'ETAT

L' "Ecole Supérieure" (Hohe Schule) doit être un jour le centre même de la recherche de la doctrine et l'éducation nationales-socialistes. Sa création aura lieu après la guerre. Aussi pour hâter la mise en train du travail préparatoire commencé, j'ordonne que le Reichsleiter Alfred ROSENBERG continue à diriger ces travaux préparatoires, en premier lieu dans le domaine de la recherche et de l'établissement de la bibliothèque. Les services du Parti et de l'Etat sont tenus à lui donner leur appui dans cette tâche .

Adolf HITLER

Berlin, le 24 janvier 1940

1309

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 141-PS

Ordonnance de Göring du
5 novembre 1940

H5078 – 0036

H5078 - 0037

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au Ministère
Publis - Section économique

Dossier :..... Document :.....

TRADUCTION DU DOCUMENT 167 PS

S E C R E T

I

13 Nov. 1940
2905/R/Dt. g

Personnel

Monsieur le Reichsleiter Martin BORMANN
BERLIN W. 8 Wilhelmstrasse 64.

Cher camarade de Parti Bormann,

En très grande hâte, le rapport au Führer ci-inclus, qui va, je crois, lui causer une très grande joie. Le Maréchal d'Empire GOERING fera, dans les prochains jours, au Führer un compte-rendu sur ce qu'il a vu.

Je tiens de plus à avertir le Führer de ce que le tableau de Jan VERMEER van DELFT, auquel il avait fait allusion, se trouve parmi les oeuvres d'art qui ont été confisquées aux Rothschild.

Heil Hitler !

(pas de signature)

Annexes : Rapport, Photostat du décret GOERING, proposition de règlement soumis au Führer.
P.S.- Vous trouverez joint à ma lettre un projet que je vous prie de présenter au Führer et lui faire agréer.

II

RAPPORT AU FUHRER.-

En exécution de l'ordre du Führer transmis par le Chef de l'O.K.W, relatif à la mise sous séquestre et l'utilisation de la fortune appartenant à des Juifs ou à des francs-maçons, (matériaux d'ordre scientifique, archives, bibliothèques, objets présentant un intérêt pour la culture), mon Etat-Major spécial a entrepris, au cours des derniers mois, des recher-

H5078 - 0038

ches à Paris, Bruxelles puis Amsterdam pour garantir aux universités et par delà à toute l'Allemagne les grandes oeuvres d'art en possession de Juifs ou de francs-maçons. Tout ce que possèdait le Grand-Orient de France, la Grande Loge de France, la Grande Loge des Indépendants, l'alliance israélite universelle, l'Académie rabbinique, la bibliothèque Rothschild, le Grand Orient de Belgique, du Conseil Suprême de la Maçonnerie belge, etc...est déjà en partie emballé et pour une autre part, déjà arrivé en Allemagne. Une bibliothèque polonaise comprenant 130.000 volumes consacrés à l'Histoire de l'Est, 80 petites bibliothèques de Belgique et un nombre très important d'objets en provenance de Hollande, complètent la liste de ces saisies, et représentent pour les recherches de l'avenir une valeur absolument inestimable.

Ces mois derniers est apparu de plus, à la suite de découvertes de fiches et de catalogues d'archives abandonnées, la nécessité d'entreprendre des recherches dans les parties de France les plus diverses (La Rochelle, Bordeaux, Deauville, etc...) De la sorte, à côté de matériaux scientifiques présentant une très grande valeur, des objets d'art de la plus grande rareté ont été ainsi mis en sécurité grâce à l'Etat-Major spécial ROSENBERG et mis sous séquestre par l'autorité militaire. L'Etat-Major spécial a déposé comme j'en ai rendu compte oralement au Führer, tous ces objets au Louvre. Un inventaire en a été dressé de concert avec le représentant du Chef de l'Administration militaire, en s'entourant des plus grandes précautions quant à leur garde. Ces objets ont été examinés à de nombreuses reprises par le Maréchal d'Empire, qui a promulgué à leur sujet l'ordonnance jointe à ce rapport. Il se trouve là une réunion des trésors les plus rares du Moyen-Age, plusieurs Rembrandt, plusieurs Rubens, un grand nombre d'autres peintres hollandais, des oeuvres d'art anciennes françaises, un grand nombre des Français les plus célèbres du XIX° et même une assez grande quantité d'oeuvres d'art décadentes du XX° siècle. D'après des estimations d'experts la valeur des objets qui ont été mis en sureté grâce à l'Etat-Major spécial ROSENBERG, s'élève déjà, à la date de ce jour, à un demi-milliard de mark. Un bordereau détaillé et complet de toutes les saisies sera adressé incessamment au Führer.

J'ai la prière suivante à adresser : que le Führer veuille bien donner l'ordre relatif à l'etablissement d'un inventaire (pour les saisies faites en exécution de l'ordre de l'OKW et la règlementation provisoire du Maréchal d'Empire) par les soins de l'Etat-Major spécial ROSEMBERG, à l'empaquetage et au transport immédiat des plus précieuses de ces oeuvres d'art dans un train spécial dont la protection et la sécurité seront assurées par l'aviation. J'ai l'honneur de proposer comme entrepôt de ces objets, soit les salles souterraines du Deutschen Museum à MUNICH, soit les caves du château de Wilhelmshöhe près de CASSEL. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, seraient assurées la conservation et éventuellement la restauration de certaines oeuvres qui à la suite d'une longue station dans les entrepôts humides de ports français ont souffert, plusieurs peintures s'y sont ter-

H5078 - 0039

nies. C'est la raison pour laquelle je propose au Führer ce qui suit :

En exécution des instructions données sur mon ordre par le Chef de l'OKW en date du 5/7/40 (N°2850/40 g Adj. Chef OKW) et 17/9/40 (2 f 28.14 W.Z. N° 3812/40 g) l'Etat-Major spécial du Reichsleater ROSENBERG reçoit pleins pouvoirs pour dresser l'inventaire des biens présentant un intérêt pour la culture, en accord avec l'administration militaire en France, pour constituer un train spécial qui assurera, sous la protection de l'aviation, le transport en Allemagne.

Lieu de destination des objets d'art.....

Berlin, le 13 novembre 1940.

III

Le Maréchal d'Empire du Grand Reich allemand.

En poursuite des mesures qui ont été jusqu'à ce jour prises par le Chef de l'Administration militaire de Paris et par l'Etat-Major spécial ROSENBERG, (Mesures du Commandant en Chef de L'Armée 2 f 28.14 W.Z. N° 3812/40 g) pour assurer la conservation des objets d'art possédés par des Israëlites, les objets d'art déposés au Louvre feront l'objet des mesures suivantes :

1°)-Ceux des objets d'art dont le Führer s'est réservé le droit de disposer quant à leur affectation ultérieure,
2°)-Ceux des objets d'art qui peuvent servir à compléter les collections du Maréchal d'Empire,
3°)-Ceux des objets d'art ou des collections de bibliothèques qui semblent pouvoir être utilisés par les universités dans le plan général du Reichsleiter ROSENBERG,
4°)-Ceux des objets d'art qui semblent être propres à figurer dans des musées allemands,

feront l'objet d'un inventaire établi par les soins de l'Etat-Major spécial ROSENBERG, sans délai; ils seront mis en caisses et expédiés sur l'Allemagne sous la protection de l'aviation.

5°)-Ceux des objets d'art qui semblent propres à être livrés aux mussées français ou au commerce d'art français et allemand, seront à une époque qui sera déterminée ultérieurement mis en vente qux enchères publiques. Le produit de leur eliènation sera abandonné à l'Etat français au profit des orphelins et veuves de guerre (Kriegshintrbliebenen) français.
6°)-Les saisies de biens juifs en France continueront dans la forme usitée jusqu'à présent par le canal de l'Etat-Major spécial ROSENBERG en liaison avec le chef d'administration militaire de Paris.

Paris, 5 novembre 1940

H5078 - 0040

Je présenterai ce projet à l'agrément du Führer. Jusqu'à la décision de ce dernier il a force règlementaire.

Signé : GOERING

1310

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 138-PS

Letcre da KEITEL du 17 septembre 1940

H5078-0041

H5078 - 0042

TRADUCTION DU DOCUMENT 138 - PS

Berlin W 35, le 17-9-40

Der Chef des Oberkommandos
der Wehrmacht

2 f 28.14 W.Z. N° 3812/40 g

Monsieur le Commandant en Chef
pour l'administration militaire
de la France occupée

En supplément à l'ordre du Führer, alors transmis au Reichsleiter ROSENBERG, de fouiller les loges les bibliothèques et les archives des pays occupés pour les objets précieux pour l'Allemagne et de sauvegarder ces derniers par l'intermédiaire de la Gestapo, le Führer a décidé

Les statuts de propriétés en vigueur en France, avant la guerre, antérieurs à la déclaration de guerre du 1er septembre 1939, restent inchangés.

En conséquence, les cessions faites après ce jour à l'Etat français ou à d'autres personnes sont inapplicables et illégales (par exemple les bibliothèques slovaques et polonaises de Paris, les biens du Palais Rothschild ou d'autres objets en possession juive, sans définition du propriétaire). Des réserves concernant la perquisition, la saisie et le transport en Allemagne, basées sur les raisons ci-dessus, ne seront pas reconnues.

Le Reichsleiter ROSENBERG ou son représentant le Reichshauptstellenleiter EBERT ont reçu du Führer personnellement, des instructions précises concernant le droit de confiscation.

Il est autorisé à transporter, en Allemagne les objets qui lui semblent précieux et à les mettre en sécurité. Le Führer s'est réservé pour lui-même la décision de leur futur emploi.

On est prié d'informer les services compétents.

Signé : KEITEL

1311

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.

Document 001 - PS

Mémorandum de ROSENBERG
au Führer
du 18 décembre 1941

(Extrait)

H5078 - 0043

H5078 - 0044

TRADUCTION DU DOCUMENT 001 - PS
(Extrait)

S E C R E T

Memorandun pour le Führer

18 Décembre 1941

SUJET : Propriété juive en France

En consèquence des ordres du Führer concernnnt la sauvegarde des possessions culturelles juives, un grand nombre d'habitations juives sont restées libres. Le Résultat en fut que, pendant ce temps, du mobilier a disparu étant donné qu'une garde ne pouvait naturellenent pas être assurés.

Partout dans l'EST, l'Administration a trouvé des conditions de vie effroyables et les possibilités d'approvisionnement sont si limitées qu'il est pratiquement impossible d'acheter plus. C'est pourquoi je requiers du Führer son approbation pour la saisie de tous les mobiliers appartenant à des juifs qui ont fui ou de ceux qui sont sur le point de fuir, à Paris comme dans tous les territoires occupés de l'Ouest pour fournir en mobilier, autant qu'il est possible, l'Administration de l'Est.

2.-.....

BERLIN, le 18 Décembre 1941

Signé : ROSENBERG

1312

lead 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 5

Lettre

du Commandant militaire en France
en date du 28 février 1942

H5078 – 0045

H5078 – 0046

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art.: [illegible] 5

Le Commandant Militaire en France

Etat-Major administratif

Paris, le 28 février 1942

Verw. Vju 88/42 geh.

Hôtel Majestic
Téléphone : 6800/09

S E C R E T

A la

Délégation allemande d'Armistice de W i e s b a d e n

Objet : Réquisition de l'installation de l'appartement Sylvain Levy à Paris

Référence : Note de la Délégation française auprès de la Délégation allemande d'Armistice en date du 29-5-1941 N° 19778/AE

Votre lettre du 19-11-41 - Groupe Wehrmacht - Section Ib. Az. 4311/42

Notre lettre du 16-1-1942 - Wi 1/2 - 7536/41

Les nouveaux renseignements ont confirmé que les objets de l'appartement de la famille du Professeur Sylvain Levy, de Paris, décédé, ont été enlevés par l'Etat-Major Rosenberg.

Prenant en considération la mission spéciale dont est chargée l'Etat-Major spécial Rosenberg et qui consiste à saisir les biens artistiques des juifs, des protestations du Gouvernement français contre l'activité de l'Etat-Major spécial sont toujours présentées à

H5078 - 0047

l'O.K.H. et il est simplement répondu au Gouvernement français par une décision intermédiaire, c'est-à-dire que la demande est transmise au service intéressé à Berlin pour examen et décision.

On doit signaler que l'Etat-Major spécial Rosenberg a été récemment chargé de réquisitionner le mobilier des appartements abandonnés par des juifs en fuite et ce pour aider à l'installation de l'Administration à l'Est. Les objets désignés dans la note du 29-5-1941 auraient pu être, en plus grande partie, réquisitionnés dans le cadre de ces opérations.

Les missions de l'Etat-Major spécial Rosenberg doivent être, comme toujours tenues secrètes vis à vis des services français.

Pour le Commandant en Chef
Le Chef de l'Etat-Major administratif
Par ordre : (signé) BEST

1313

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 6

Décision

du Commandant militaire en France
en date du 7 avril 1942

H5078 – 0048

H5078 – 0049

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art. : F.A. 6

Le Commandant Militaire en France

Etat-Major administratif — Paris, le 7 avril 1942

Az. : Vju 37/42 geh.

S E C R E T !

D é c i s i o n

Aux

Chefs des sections A, B et C de l'Administration militaire

Commandant du "Grand-Paris"

Commandants de Feld et de Kreis

A titre d'information :

- à l'Etat-Major spécial Ouest

- à l'Ambassade d'Allemagne

- au Chargé de missions du Chef de la Police de Sûreté et du S.D. pour la Belgique et la France

- au Directeur général de la Police en Allemagne près le Commandant militaire en France

- à la section de propagande en France

- au chargé de mission du Commandant militaire en France pour les fortunes allemandes

Objet : Réquisition de mobilier d'appartements juifs en faveur de l'Administration à l'Ouest.

Pièce jointe : 1

- Pour le Commandant du Grand-Paris : comme suite aux décisions du 5-2, 13-2, et 3-3-42

H5078 - 0050

1.) l'Einsatzstab Westen (Etat-Major spécial Rosenberg), 54 avenue d'Iéna à Paris, est chargé de réquisitionner et de faire parvenir à l'Administration de l'Est les mobiliers des appartements laisés vacants par les juifs en fuite ou encore absent, ainsi que les mobiliers meublants de juifs se trouvant dans les garde-meubles. Les mobiliers appartenant à des juifs de nationalité anglaise et américaine ne seront pas réquisitionnés pour le moment, mais uniquement les mobiliers des juifs de nationalité allemande, de ceux qui sont nationaux des Etats occupés partiellement ou totalement ou de ceux qui sont apatrides. Les objets réquisitionnés deviennent propriété du Reich. Aucun reçu ne sera délivré. Les droits de tiers, surtout ceux des locataires et de propriétéires de garde-meubles sont considres comme éteints. Le paiement des frais de dépôt non encore règlés a été, en principe, ordonné. Rien n'a encore été prévu pour le règlement des frais en cours et quant à la position à prendre au sujet du paiement de loyers en retard.

2.) Le mobilier d'un appartement juif sera réquisitionné même si l'appartement [illegible] inhabité au moment du commencement des opérations ([illegible] février 1942) et n'a été occupé que plus tard dans l'intention de soustraire ainsi le mibilier aux mains allemandes. Aucune vente aux enchères d'installations mobilières complètes ou de meubles isolés appartenant aux Juifs ne peut être autorisée; le délégué général du Gouvernement français a été prié d'en informer les autorités

H5078 - 0051

interessées et le personnel de bureau". L'ordonnance relative à la "Judenbusse", en date du 17-12-1941, VOBIF.S.325- a déjà interdit aux juifs de disposer librement de leur fortune, ce qui comprend également leurs installations mobilières. D'après cette ordonnance l'interdiction vise aussi bien la disposition effective de leur fortune (changement de domicile) d'après la 6ème ordonnance relative aux mesures anti-juives et datant du 7-2-1942 - VOBIF.S. 340 - l'interdiction vise de même tout changement de domicile. En tant que propriété privée, ces installations mobilières ne peuvent être gérées par les administrateurs du Commissariat aux Affaires juives et ne peuvent être aliéniées par eux. La saisie des mobiliers meublants juifs dans les garde-meubles, a été directement règlée par l'Etat-Major spécial, dans des directives particulières adressées au syndicat français des garde-meubles

3.) Les chargés de missions de l'Etat-Major spécial doivent être munis de laisser-passez du modèle joint à la présente. Pour l'estampillage il y a lieu d'utiliser le cachet "Feldpostnummer 43071".

4.) L'Etat-Major spécial commence tout d'abord ses opérations à Paris. Bientôt il entreprendra des opérations en dehors de Paris. Les chefs de section, qui exercent leurs fonctions dans chaque circonscription de l'administration militaire, se présenteront, avant de commencer leur activité au chef de la circonscription de l'administration militaire. Ils entreront

H5078 – 0052

en relation avec les Commandants de Feld et Kreis dans la circonscription et y représenteront les dirigeants des troupes d'action (Einsatztrupps)

5.) Les services de l'administration militaire doivent fournir aux chargés de missions de l'Etat-Major spécial l'aide nécessaire et, en cas de danger imminent, faire le nécessaire de leur propre initiative afin d'assurer la réalisation de leur mission de l'Etat-Major spécial.

6.) L'exécution des opérations doit être aussi discrète que possible. Aux demandes de principe émanant de services français locaux quant aux opération il faut répondre verbalement qu'il s'agit d'une mesure punitive ordonnée par des autorités supèrieures, toutes explications supplèmentaires sont supperflues. Des plaintes isolées doivent être transmises à l'Etat-Major spécial. Les explications par la voix de la presse sur l'emploi de locaux juifs laissés vacants ne sont, pour le moment, pas opportunes.

7.) L'ordonnance sur la réquisition des installations mobilières juives par l'Etat-Major spécial prend le pas sur les diverses ordonnances relatives à l'évaluation des fortunes juives. En ce qui concerne les installations mobilières, rentrant dans les biens antérieurement séquestrés de juifs ayant la nationalité allemande, il y a lieu de se réferer à la décision du chargé de missions du Commadant militaire en France pour les biens allemands, en date du 7 avril 1942 MBF XIII Tgb. Nr.10/42 geh.

H5078 - 0053

8.) Les mobiliers des appartements juifs, qui sont réquisitionnés par la Wehrmacht ne peuvent pas être appréhendés par l'Etat-Major spécial. Après entente locale avec l'Etat-Major spécial, désignation sera faite des objets de ces appartements qui peuvent être mis à sa disposition. La Kommandantur de la Place de Paris permet de disposer des objets d'installation qui ne sont pas utilisés pour le logement et qui se trouvent dans les appartements juifs réquisitionnés, déjà occupés ou servant de cantonnement de réserve.

9.) L'Etat-Major spécial veillera à ce que les objets trouvés dans ces appartements, et qui ne rentrent pas dans le cadre des installations mobilières, donc ne peuvent de ce fait pas être réquisitionnés par l'Etat-Major spécial (par exemple les vêtements, linge) soient mis à l'abri pour éviter leur destruction et leur vol. Les provisions de ravitaillement qui se trouvent dans ces appartements, surtout les matières premières, les produits demi-finis, les vins et spiritueux seront signalés aux FK du Commandant du Grand-Paris. Elles doivent être mises en sureté et signalés au rapporteur du Commandant militaire qui décidera de leur emploi.

Le Commandant Militaire

(signé) von STULPNAGEL

1314

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 7

Lettre

de ROSENBERG à GOERING en date
du 18 juin 1942

H5078 – 0054

H5078 - 0055

TRADUCTION DU DOCUMENT F. .. 7

LE FONDE DE POUVOIR DU FUEHRER
chargé de la surveillance de l'
entrainement et de l'éducation
spirituelle et idéologique to-
tale du parti national-socialiste

Berlin-Charlottenburg 2, 18 juin 19
Bismarckstrasse 1
Fernruf :34 00 18

U/Sz 1073/42

Au
Reichsmarschall des Grossdeutschen Reiches
B e r l i n W 8
Leipziger Str. 3

Honorable Reichsmarschall,

J'apprends par votre lettre du 30 mai 1942 que le DRK Oberfeldführer von Behr vous a informé de certaines affaires qui me sont encore inconnues. Je suis très heureux d'apprendre que vous avez exprimé votre appréciation en ce qui concerne mon Einsatzstab pour les territoires occupés. Il va sans dire que les collaborateurs de mon Einsatzstab continueront, autant que possible, à être à votre disposition comme auparavant.

Comme la nouvelle action M pour la sauvegarde des mobiliers provenant d'habitations juives, dans le but d'équiper les bureaux de l'Administration à l'Est --une mesure d'Etat -- a été ajoutée aux travaux précédents de mon Einsatzstab, il a été nécessaire, pour ce qui touche l'organisation, de diviser le travail correspondant entre mon bureau du parti et mon bureau d'Etat. Pour protéger les intérêts de l'Einsatzstab dans le cadre de l'action M, j'ai placé le DRK Oberfeldführer von Behr à la tête du Dienstelle Westen du Ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est, tandis qu'un autre chef de l'Einsatzstab à Paris (bureau du Parti) sera nommé.

H5078 – 0056

Considérant l'importance que le travail de l'Einsatzstab aura pour l'histoire et pour soulager mes collaborateurs, j'ai ordonné que tous les documents soient révisés en vue de procéder à des inventaires corrects d'objets d'art saisis précédemment. Ce travail est en cours d'accomplissement.

J'ai donné ces ordres pour cette révision étant donné qu'il a été dit dans certains cercles que l'un de mes bureaux est accusé de faire du commerce d'objets d'art. J'ai chargé de ce travail le chef de mon bureau pour la peinture, le Bereichsleiter Scholz, et le Ritterkreuzträger Abschnittsleiter von Ingram. Il y a déjà quelque temps, j'ai approuvé les instructions données par le Chef de mon Einsatzstab, le Stabsführer Pg. Utikal, au Docteur Lohse, de l'office de la Peinture, pour qu'il soit à votre disposition pour l'éxécution de vos désirs personnels. Cet arrangement vaudra pour l'avenir. Je désire vous faire remarquer expréssément que vos désirs ne seront contrariés d'aucune manière par ce nouvel arrangement fait avec mes bureaux de l'Ouest et que les Messieurs de mon Einsatzstab seront à votre disposition comme précédemment. Mais puis-je vous demander de considérer dans l'avenir les travaux de mon Einsatzstab de la même façon parfaite que vous l'avez fait jusqu'ici. En particulier, je vous demande de continuer à donner au Chef d'Etat-major de mon service le Reichsamtsleiter Utikal l'occasion de vous tenir au courant dans les cas très importants. J'ai chargé le Pg. Utikal de vous faire un rapport concernant les difficultés qui se sont élevées à la suite de l'ordre du Führer du 1er mars 1942. Il est tellement ridicule qu'à cause de cet ordre du Führer des difficultés se soient élevées pour mon Einsatzstab, qu'il est indispensable que vous en connaissiez les circonstances. Si vous voulez bien vous occuper de mon Einsatzstab, en cette occurence, je vous en serai très obligé.

Etant donné que vous avez déjà déposé à un compte spécial des sommes pour les objets d'art que vous avez acquis, je vous serais très obligé si vous pouviez me donner des précisions sur la façon dont l'argent doit être dépensé. J'espère que vous ne le prendrez pas mal, ni ne l'interprèterez dans un mauvais sens, mais je crois, et vous serez d'accord avec moi, que les charges de mon Einsatzstab pouvaient et peuvent encore être assumées seulement dans la lumière de la bataille du N.S.D.A.P. De plus le Reichsschatzmeister a généreusement pourvu aux moyens nécessaires à l'exécution de ces charges. Je pense donc et vous serez d'accord avec moi sur ce point, que les biens artistiques saisis à des juifs doivent être regardés comme étant saisis pour le compte du N.S.D.A.P. En ce qui concerne les matériaux de documentation, le Führer a déjà décidé que le

H5078 - 0057

matériel saisi par l'Einsatzstab doit être donné à lá "Hohe Schule". Il serait aussi nécessaire de donner, un jour, les objets d'art saisis au N.S.D.A.P.. Bien entendu, la décision doit être laissée au Führer. Mais un tel arrangement serait raisonnable étant donné que le N.S.D.A.P. a payé pour la bataille contre les Juifs, depuis 20 ans.

Je vous serez obligé si vous pouviez me donner votre opinion sur cette question pour que je puisse en informer le Führer. Comme le Reichsschatzmeister place continuellement de grosses sommes à la disposition de l' Einsatzstab, je désirerais régler rapidement cette question.

Il m'a été dit que vos bureaux, spécialement à l'Est, ont eu de bonnes relations avec mon Einsatzstab. Je ferai le nécessaire pour que dans l'avenir toute affaire importante pour vous, vous soit soumise.

Je joins un document reçu de mon Einsatzstab à l'Est qui pourra peut-être vous intéresser. C'est l'autobiographie du parachutiste russe K. Katanow.

Heil Hitler !

Signé : Rosenberg.

1315

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 8

Lettre

du Ministère des Finances en date
du 25 octobre 1941

H5078 - 0058

H5078 - 0059

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Minsitère Public
- Section économique -

L.D. Art : F.A. 8

MINSITERE DES FINANCES

Direction du Contrôle
des Administrations Financières
et des Dépenses engagées.

Paris, le 25 octobre 1941

2ème Bureau
N° 124.E.

Le MINISTRE
SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE
ET AUX FINANCES

à MONSIEUR JACQUES BERNAUD, DELEGUE GENERAL
DU GOUVERNEMENT
pour les relations économiques franco-allemandes.

OBJET :-Collections israëlites appréhendées par
les autorités d'occupation

J'ai l'honneur de vous faire tenir à toutes fins utiles la copie de deux lettres que j'ai adressées à M. l'Ambassadeur de France, Délégué du Gouvernement français dans les territoires occupés, au sujet de saisies par les autorités allemandes d'oeuvres d'art dépendant du patrimoine d'israëlites déchus de la nationalité française.

Je transmets également une copie des lettres dont il s'agit à M. le Vice-Président du Conseil en lui signalant l'intérêt qu'il y aurait, pour le cas où M; de BRINON n'obtiendrait pas rapidement une solution satisfaisante, à porter de nouveau la difficulté dévant la Commission d'Armistice qui en a déjà été saisie par le Département de la Guerre.

Pour le Ministre et par déléga
tion
Le Directeur des inpôts
(signé) ILLISIBLE

H5078 - 0060

B.59

C.P.-G.C.

Finanzministerium

Direktion der Kontrolle

der Finanzverwaltungen

und der laufenden Ausgaben

Direktion der Steuern

2. Buero.

Nr. 124.E.

Paris, den 25 Oktober 1941

DER MINISTER,

STAATSSEKRETAER DER NATIONALEN WIRTSCHAFT UND

DER FINANZEN.

an Herrn JACQUES BARNAUD, GENERALBEVOLLMAECHTIGTER

der Regierung fuer die Franzoesisch-Deutschen Wirtschafts-

beziehungen.

BETRIFFT: Beschlagnahmungen juedischer Sammlungen durch die Besetzungsbehoerden.

Hiermit uebersende ich Ihnen fuer weitere Veranlassung, die Abschrift zweier Briefe, die ich an den Botschafter von Frankreich, Generalbevollmaechtigter der franzoesichen Regierung in den besetzten Gebieten gerichtet habe, betr. die, von den deutschen Behoerden angeordnete Sicherstellung von Kunstgegenstaenden im Familienbesitz von Juden, die der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden sind.

Ich uebersende ebenfalls Abschrift dieser Briefe an den Vize-Praesidenten der Regierung mit der Bemerkung, dass es wuenschenswert waere, falls Herr de BRINON diesbezueglich keine rasche und befriedigende Loesung erzielen sollte, die Schwierigkeit erneut der Waffenstillstandskommission, der diese Angelegenheit bereits seitens des Kriegsministeriums unterbteitet worden ist, vorzulegen.

Fuer den Minister und im Auftrag.

Der Direktor der Steuern

(gez.) unleserliche Unterschrift.

EB/S.M.

H5078 - 0061

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art: F.A. 8

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION DES IMPOTS

Paris, le 10 Octobre 1941

LE MINISTRE
SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE
ET AUX FINANCES

à Monsieur l'AMBASSADEUR DE FRANCE, DELEGUE
GENERAL DU GOUVERNEMENT FRANCAIS dans les
Territoires occupés.
- Section économique-

OBJET :- Collections israëlites saisies par les autorités d'occupation.

A la date du 5 août 1941, vous avez bien voulu transmettre à M. le Directeur Général des Domaines la copie d'une note remise le 28 juillet 1941 par M. XAVIER VALLAT aux autorités occupantes et dans laquelle M. le Commissaire Général aux Questions juives proteste contre les saisies opérées par ces autorités sur les œuvres d'art dépendant du patrimoine d'israëlites, Français ou non de la nationalité française.

M. XAVIER VALLAT demandait notamment qu'il soit mis fin aux enlèvements signalés, et que les œuvres d'art actuellement saisies et qui dépendent de séquestres ordonnés en exécution de la loi du 23 juillet 1940 soient restituées à l'Administration des Domaines-Séquestres.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaitre si une suite a été donnée par les autorités allemandes à cette protestation ou si la requête de M. Xavier VALLAT doit être considérée comme rejetée.

H5078 - 0062

Je crois, en outre, devoir vous signaler comme suite aux renseignements qui vous ont été transmis précédemment, que les autorités allemandes ont fait parvenir à l'Administration des Domaines, le 18 août dernier, deux chèques de 995.640 frs. et de 233.200 frs. tirés sur la caisse de Crédit du Reich à Paris, en paiement d'objets d'art provenant des patrimoines sous séquestre de M.M. Maurice de ROTHSCHILD et Edouard JONAS (N° 6 et 12 de l'énumération contenue dans la note de M. Xavier VALLAT du 25 juillet 1941)

Ces objets ont été enlevés chez M. Maurice de ROTHSCHILD 41, rue du Faubourg St-Honoré, Paris le 19 et 23 septembre 1940 et chez Mme MEDEVILLE, dépositaire de M. JONAS, 23 cours de Verdun, Bordeaux, les 24 et 25 du même mois. Les opérations dirigées par M. Eugerer GRITZBACH et le Dr. SCHMIDT attachés à la personne du Feld Maréchal GOERING, eu lieu en présence du Commissaire de Police Ducher, de l'inspecteur de Commissariat Liénard et d'un expert, M. Baltrand, requis par le Commissaire de Police, en dehors de toute intervention ou autorisation de l'autorité judiciaire. La prisée des objets saisis a été faite ainsi dans des conditions irrégulières et ne présentant aucune garantie.

En conséquence, et pour éviter de donner aux intéressés un titre dont ils pourraient prévaloir par la suite, les deux chèques ont été encaissés par mon Administration, sans indication de l'objet du versement et le Directeur départemental des Domaines chargé du séquestre, a été invité à s'abstenir de soumettre l'opération à l'homologation du Président du Tribunal civil.

Une régularisation de l'opération ne saurait, en effet, être envisagée avant que l'administration des Domaines ait été préalablement mise à même de fixer le prix des objets vendus lequel est manifestement de beaucoup supérieur au montant des versements indiqués ci-dessus.

Le Secrétaire Général
pour les Finances Publiques

signé : M. [illegible]

H5078 - 0063

ABSCHRIFT

10. Oktober 1941

STEUERLEITUNG.

Stempel des National-wirtschafts= und Finanz-ministeriums
Generaldelegation für wirtschaftliche französisch-deutsche Beziehungen.
25-10-1941. 2864

DER MINISTER
STAATSSEKRETAER BEIM NATIONAL-WIRTSCHAFTS= und FINANZAMT

an den
HERRN GESANDTEN FRANKREICHS
Generaldelegierter der französischen Regierung in den besetzten Gebieten.
- Wirtschaftsabteilung

BETREFF.- von den Besatzungsbehörden beschlagnahmte jüdische Sammlungen

Am 5. August 1941 haben Sie dem Herrn Generaldirektor der Domänenverwaltung die Abschrift einer Note überreicht, die Herr Xavier VALLAT am 25. Juli 1941 den Besatzungsbehörden abgegeben hatte, und in der der Herr Generalkommissar für jüdische Angelegenheiten gegen Beschlagnahmungen protestiert, die von diesen Behörden vorgenommen wurden ; dabei handelte es sich um Kunstwerke in jüdischem Besitz, gleich ob die Eigentümer der französischen Staatsangehörigkeit verlustig erklärt worden waren oder nicht.

Herr Xavier VALLAT bat namentlich darum, daß die erwähnten Beschlagnahmungen eingestellt werden und daß die schon weggenommenen Kunstwerke, die zu den kraft des Gesetzes vom 23. Juli 1940 unter Zwangsverwaltung übernommenen Sammlungen gehören, der Domänenverwaltung zurückerstattet werden.

Ich beehre mich Sie darum zu bitten, mir mitteilen zu wollen, ob von seiten der deutschen Behörden diesem Proteste Folge gegeben wurde oder ob das Gesuch des Herrn Xavier VALLAT als abgelehnt zu betrachten ist.

Ich halte es außerdem für meine Pflicht, Ihnen in Bezug auf die Ihnen vor kurzem mitgeteilte Auskunft zu melden, daß die Deutsche Behörde der Domänenverwaltung am 18. August d.J. zwei Schecks von der Reichskreditkasse in Paris über je 995.640Fr. und 233.200Frr. zur Zahlung von Kunstwerken aus den in gerichtlicher Verwaltung befindliche Besitztümern der Herren Maurice de ROTSCHILD und Edouard JONAS (Nr. 6 und 12 des in der Note des Herrn Xavier VALLAT vom 25. Juli 1941 enthaltenen Verzeichnisses)übermittelt hat.

Diese Gegenstände sind bei Herrn Maurice de ROTSCHILD, 41 rue du Faubourg St-Honoré, Paris, am 19. und 23. September 1940 und bei Madame MEDEVILLE, Gutsverwahrer des Herrn JONAS, 23 Cours de Verdun in Bordeaux, am 24. und 25. desselben Monats abgenommen worden. Die Aktion wurde unter Leitung des Herrn Eugerer GRITZBACH und des Herrn Dr. SCHMIDT, persönlicher Beauftragter des Herrn Feldmarschall GOERING statt und zwar in Gegenwart des Polizeikommissars DUCHER, des Kommissariatinspektor LIEMART und eines Sachverständigen, Herrn BELTRAND, der ohne jedes Einschreiten noch Genehmigung der gerichtlichen Behörde vom Polizeikommissar dazu beordert worden war. Die Schätzung der

../..

H5078 - 0064

beschlagnahmten Gegenstände wurde also unter unregelmäßigen Zuständen und ohne jede Garantie vorgenommen.

Demnach und um zu vermeiden, daß den Interessenten dadurch ein Anrecht gegeben werde, auf das er sich später stützen könnte, sind die zwei Schecks von meiner Verwaltung einkassiert worden ohne den Anlaß zur Einzahlung zu vermerken und der Generaldirektor der Domänenverwaltung, der mit der Zwangsverwaltung beauftragt ist, ist ersucht worden, davon abzusehen, die Operation durch den Präsidenten des Zivilgerichtes bestätigen zu lassen.

Eine Bestätigung des Verkaufs könnte nämlich nicht in Betracht kommen, solange die Domänenverwaltung nicht in Stand gesetzt wurde, den Preis der verkauften Gegenstände festzusetzen, der offenbar beträchtlich höher ist als der oben angegebene Zahlungsbetrag.

Der General-Sekretär
für öffentliche Finanzen
gez.: H. DEROY

- Der Unterzeichnete, E. HANDRICH, Professeur agrégé de l'Université (Paris), bestätigt hiermit, daß dies eine wortgetreue Uebersetzung des französisch abgefaßten Dokuments ist.

E. Handrich

H5078 - 0065

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art. : F.A.8

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION des IMPOTS

Paris, le 25 octobre 1941

2ème Bureau
N° 124.E.

LE MINISTRE
SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET
AUX FINANCES

à MONSIEUR L'AMBASSADEUR DE FRANCE, DELEGUE
GENERAL DU GOUVERNEMENT FRANCAIS
dans les territoires occupés.
- Section économique -

OBJET. - Collection israëlites appréhendées par
les Autorités d'occupation.

REFERENCE. - Ma lettre du 10 octobre 1941

A la date du 10 octobre courant, je vous ai demandé quelle suite avait été donnée par les autorités allemandes à une protestation de M. XAVIER VALLAT relative aux enlèvements d'oeuvres d'art opérés dans les anciennes propriétés d'israëlites déchus de la nationalité française.

Je vous signalais, en même temps, l'envoi qui avait été fait au Directeur des Domaines de la Seine de deux chèques tirés sur la Caisse de Crédit du Reich à Paris, et qui étaient censés représenter le prix d'objets prélevés chez M. Maurice de Rothschild, 41, rue du Faubourg St-Honoré, à Paris, ainsi qu'au domicile, à Bordeaux, de Mme Médeville dépositaire d'objets appartenant à M. Jonas.

Or je viens d'être saisi par l'Administration des Domaines du fait suivant, qui dépasse en importance les abus déjà signalés :

Les Etablissements PUSEY et BEAUMONT-CRASSIER, 23 à 27 rue des Petites Ecuries, Paris (X°), ont procédé, le 24 septembre dernier, à la dépose de diverses statues et au démontage des

H5078 - 0066

socles, vasques et fontaines se trouvant dans le hall d'entrée et le grand escalier rouge de l'hôtel de M. Edouard de ROTHSCHILD, rue St-Florentin à Paris, -objets d'art figurant au procès-verbal d'inventaire dressé en février 1941.

L'immeuble dont il s'agit doit faire incessamment l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique au profit du secrétariat d'Etat à la Marine.

Interrogés sur le but de leur travail, les ouvriers ont déclaré avoir reçu des ordres pour transporter les objets à la salle du Jeu de Paume.

Un inspecteur des Domaines a immédiatement protesté auprès de l'Hauptmann Kämmerer, chargé du service intérieur de l'immeuble, qui avait assisté à ce titre aux opérations d'inventaire. Celui-ci a indiqué que l'opération avait été exécutée sur l'ordre d'une commission allemande présidée par le Docteur LHOSE, de l'Einsatzstab Rosenberg, Hôtel Commodore à Paris, qui, après une visite de l'hôtel, avait apposé des étiquettes sur la plupart des meubles et objets de valeur. L'officier allemand a d'ailleurs affirmé qu'il ignorait le motif de cet enlèvement, ainsi que la destination donnée aux objets; il estime que le Docteur LHOSE serait en mesure de fournir des précisions à cet égard.

Au cours de sa visite, l'Inspecteur a remarqué que des étiquettes de couleur rouge-tango avaient été apposées sur de nombreux objets, tels que : vases, potiches, pendules, cartels, candélabres.

Poursuivant son enquête, il a appris, d'une autre source, que des meubles avaient été enlevés par camions, vers le 20 septembre dernier, mais il n'a pu déterminer leur nature, leur nombre ni leur destination.

D'autre part, des ouvriers ont procédé, les 17 et 18 septembre, au démontage de panneaux représentant des sujets chinois, oeuvre du peintre espagnol SERT, qui se trouvaient depuis 1925 dans une salle à manger de chasse du Château de Laversine (Oise), ancienne propriété de M. Robert de ROTHSCHILD.

Je signale, à ce sujet, que M. le Chef de l'Etat avait exprimé le désir de remettre au Gouvernement espagnol les fresques du peintre SERT au Château de Laversine.

Les panneaux ont été emportés dans un camion Studebaker T.A.M. n° 4, immatriculé 2904 R.N.I., et portant l'inscription "Préfecture de la Seine, 31, rue Balard, Paris (15°).

H5078 - 0067

D'après les renseignements recueillies auprès du chef d'équipe, l'initiative de l'opération aurait été prise par "l'Ambassadrice d'Allemagne" en vue de mettre ces oeuvres d'art en sûreté après accord avec le Gouvernement français et les autorités allemandes.

Ainsi que les autorités françaises l'ont fait valoir à maintes reprises, les biens mis sous séquestre et en liquidation conformément à la loi du 23 juillet 1940 sont l'objet d'une véritable confiscation et doivent être considérés comme étant sortis irrévocablement du patrimoine des fugitifs.

Sans doute ce point de vue a-t-il été récemment contesté par le Commandement militaire allemand en France, mais en présence de la thèse que le Gouvernement français n'a cessé d'affirmer et qui s'appuyant sur les termes mêmes de la loi précitée, correspond à la réalité, il n'est pas possible d'admettre que les autorités allemandes passant outre aux réclamations qui leur ont été adressées, continuent de s'estimer fondées à disposer à leur profit des biens de personnes déchues de la nationalité française dont la confiscation a été prononcée par l'État français, du moins tant qu'aucun règlement de la difficulté ne sera intervenu en haut lieu.

Je précise, au surplus, que l'oeuvre du Secours National qui est appelée à bénéficier du produit net de la liquidation des biens dont il s'agit et pour le compte de laquelle la confiscation se trouve en fait ordonnée, présente un caractère strictement privé puisqu'elle est seulement reconnue d'utilité publique. Son patrimoine tombe, dès lors, sous la sauvegarde des dispositions de l'article 46 de la convention de La Haye qui fait une obligation à l'Etat occupant de respecter la propriété privée.

En l'état, l'Administration des Domaines à qui la loi du 5 octobre 1940 a conféré un mandat spécial, a donc seule qualité pour prendre à l'égard des biens des personnes déchues de la nationalité française les mesures de gestion et de liquidation qui s'imposent.

J'estime, en conséquence, que les abus signalés ci-dessus ne peuvent être passés sous silence et qu'il importe que le Gouvernement élève d'énergiques protestations auprès des autorités allemandes et leur demande de restituer au Domaine Séquestre les objets enlevés.

H5078 - 0068

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir effectuer de pressantes démarches dans ce sens auprès de ces Autorités.

Par le même courrier, je demande à M. XAVIER VALLAT d'intervenir également de son côté

Enfin, je crois devoir, à toutes fins utiles, porter les faits signalés à la connaissance de M. le Vice-Président du Conseil et de M. Jacques BARNAUD, Délégué général du Gouvernement pour les relations économiques franco-allemande.

Le Secrétaire Général
pour les Finances Publiques.

(signé) H. DEROY

Pour copie;conforme
Le Chef de Bureau
(signé) ILLISIBLE

H5078 -0069

G.P.-C.C. 25. Oktober 1941

Direktion der Steuern.

2. Buero

Nr. 124.K.

DER MINISTER,

STAATSSEKRETAER DER NATIONALEN WIRTSCHAFT

UND DER FINANZEN

an den Herrn BOTSCHAFTER FRANKREICHS,

GENERALBEAUFTRAGTER DER FRANZOESISCHEN REGIERUNG

in den besetzten Gebieten.

-Wirtschafts-Abteilung.-

BETRIFFT: Beschalagnahme juedischer Sammlungen durch die Besetzungsbehoerden.

BEZUG: Mein Schreiben vom 10. Oktober 1941.

Am 10. Oktober dieses Jahres habe ich Sie gebeten, mir die Folgen eines, an die deutschen Behoerden gerichteten Einspruches des Herrn XAVIER VALLAT mitzuteilen, betr. die Entfernungen von Kunstwerken aus den frueheren Wohnungen von Juden, die der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden sind.

Ich habe Ihnen gleichzeitig mitgeteilt, dass zwei, auf die Reichskreditkasse in Paris ausgestellte, Schecks den Direktor der Domaenen des Departements - Seine uebersandt worden sind, die die Bezahlung der Gegenstaende, entnommen aus dem Hause von Herrn Maurice de Rothschild 41, Faubourg St-Honore in Paris und auch aus der Wohnung von Frau Nedeville, Verwahrerin von Gegenstaenden, die Herrn Jonas Eigentum bilden, darstellen sollen.

Aber soeben erhalte ich von der Domaenenverwaltung Mitteilung ueber ein Vorgehen, dessen Bedeutung alle bis jetzt beschriebenen Missbraeuche uebertrifft.

H5078 - 0070

Die Fa. PUSEY und BEAUMONT-CRASSIER mit Sitz in der Petites Ecuries Str. 23-27 in Paris, hat am 24. September dieses Jahres verschiedene Statuen Sockel, Wasserschalen und Springbrunnen, die sich in der Diele und im grossen roten Treppenhaus des Hauses Edouard de Rothschild 41, St-Florentin-strasse in Paris befanden, abmontiert. - Diese Gegenstaende sind in dem, im Februar 1941 aufgestellten Inventar, enthalten.

Dieses Haus soll in der naechsten Zeit Gegenstand einer Zwangsenteignung zwecks Gemeinnutzes zugunsten des Staatssekretariats der Marine bilden.

Die Arbeiter, ueber den Zweck ihrer Arbeit befragt, erklaerten, Befehle erhalten zu haben, diese Gegenstaende in den Saal des "Jeu de Paume" zu ueberfuehren.

Ein Inspektor der Domaenen hat sofort beim Hauptmann Kaemmerer, Beauftragter fuer die innere Verwaltung des Hauses, der in dieser Eigenschaft, der Inventaraufnahme beiwohnte, Einspruch erhoben. Dieser erklaerte, dass diese Aktion auf Befehl einer deutschen Kommission unter der Leitung des Doktors Lose vom Einsatzstab Rosenberg vorgenommen wurde, der im Hotel Kommodore in Paris wohnt, Dr. Lose hat, nach Besichtigung des Hauses, Siegelmarken auf die meisten Moebel und Wertgegenstaende geklebt. Der deutsche Offizier hat ueberdies behauptet, den Zweck dieser Entfernung und den Bestimmungsort der befoerderten Gegenstaende nicht zu kennen; er gab der Meinung Ausdruck, dass Herr Doktor Lose in der Lage sei, diesbezueglich naehere Angaben erteilen zu koennen.

Waehrend seines Besuches hat der Inspektor bemerkt, dass tangofarbige Siegelmarken auf zahlreiche Gegenstaende, wie z.B. Gefaesse, Bottiche, Standuhren, Wanduhren, Armleuchter, geklebt waren.

Seine Untersuchung fortsetzend, hat er aus einer anderen Quelle erfahren, dass am 30. September Moebel mittels Lastkraftwagen weggefuehrt wurden, aber er hat weder die Art, noch die Zahl oder den genauen Bestimmungsort feststellen koennen.

H5078 – 0071

Andererseits haben die Arbeiter am 17. und 18. September die Abmontierung von in Holz eingelegten Gemaelden, welche chinesische Subjekte darstellen und Werk des spanischen Malers Sert sind, die sich seit 1925 im Jagdzimmer des Schlosses de Laversine (Oise) befanden; ehemaliger Besitz des Herrn Robert de Rothschild, durchgefuehrt.

Ich bemerke hierzu, dass der Staatschef den Wunsch ausgedrueckt hat, die Freskogemaelde des Malers Sert, die sich im Schloss de Laversine befanden, der spanischen Regierung zu ueberrreichen.

Die in Holz eingelegten Gemaelde wurden mittels einen Studebaker T.A.M. Nr. 4 Lastkraftwagen Pol. Nummer 2904 R.N.I., die die Anschrift "Préfecture de la Seine 31, rue Balard - Paris (15°)" trug, abtransportiert.

Gemaess den, von dem Vorarbeiter erhaltenen Angaben, soll die Frau des deutschen Botschafters diese Aktion veranlasst haben mit dem Zweck, die Kunstwerke im Einvernehmen mit der franzoesischen Regierung und den deutschen Behoerden, sicherzustellen.

Wie es die franzoesischer Behoerden mehrmals geltend gemacht haben, bilden die, laut des Gesetzes vom 23. Juli 1940 unter Zwangsverwaltung und Liquidation gestellte Vermoegenswerte den Gegenstand einer wirklichen Beschlagnahme und muessen als unwiderruflich vom Vermoegen der Fluechtigen entzogen betrachtet werden.

Allerdings wurde dieser Standpunkt kuerzlich von den deutschen Militaerbefehlshaber in Frankreich beanstandet, jedoch in Gegenwart der These, welche die franzoesische Regierung staendig verteidigt hat, und welche sich auf das erwaehnte Gesetz stuetzend, der Wirklichkeit entspricht, ist es unmoeglich zuzulassen, dass die deutschen Behoerden, die Einsprueche, welche ihnen uebermittelt wurden, uebergehen und weiterfahren, das Recht zu haben, zu ihren Gunsten ueber das Eigentum der Personen, welche der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden sind und deren Beschlagnahmung vom franzoesischen Staat ausgesprochen worden ist, wenigstens solange keine Regelung ueber die Schwierigkeit von hoeheren Stellen getroffen

H5078 – 0072

worden ist, zu verfuegen.

Ausserdem unterscheide ich, dass das Nationale Hilfswerk (l'Oeuvre du Secours National) zu dessen Gunsten der Reinertrag der Liquidierung der in Frage kommenden Gueter, fuer welche die Beschlagnahmung wirklich ausgesprochen wurde, zugeschrieben ist, einen durchaus reinen Privatcharakter hat, da es ausschliesslich als oeffentliche Nuetzlichkeit anerkannt ist. Ihr Vermoegen steht alsdann unter dem Schutz der Verfuegungen des Artikels 46 des Haager Abkommens, welcher den Besetzungsstaat zur Pflicht macht, das Privateigentum zu achten.

In diesem Fall hat also nur die Domaenenverwaltung, die durch das Gesetz vom 5. Oktober 1940 ein Sondermandat erhalten hat, das Recht, die sich aufdraengenden Massnahmen der Verwaltung und Liquidation der Gueter der Personen, die der franzoesischen Staatsangehoerigkeit fuer verlustig erklaert worden sind, vorzunehmen.

Infolgedessen bin ich der Meinung, dass die obenerwaehnten Missbraeuche nicht mit Stillschweigen uebergangen werden koennen und es liegt daran, dass die Regierung energische Einsprueche bei den deutschen Behoerden erhebt und von ihnen verlangt, die entfernten Gegenstaende der Domaenen und Sequesterverwaltung wieder zurueckzugeben.

Ich ersuche Sie, lebhafte Schritte bei diesen Behoerden in diesem Sinne zu unternehmen.

Mit gleicher Post ersuche ich Herrn Xavier Vallat, auch seinerseits einzuschreiten.

Zum Schluss mache ich es mir zur Pflicht, die erwaehnten Tatsachen gegebenenfalls dem Vize-Praesidenten der Regierung und Herrn Jacques BARNAUD, Generalbeauftragter der Franzoesisch Deutschen Wirtschaftsbeziehungen zur weiteren Veranlassung zu unterbreiten.

Der Generalsekretaer

fuer Staatsfinanzen H. Deroy

Beglaubigt Amtsleiter

gez. unleserlich

1316

Reçu 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au Ministère
Public - Section économique

L.D. Art.:..... Document :.....

Rapport complèmentaire

de l'Etat-Major spécial du

Reichsleiter ROSENBERG

en date du 15 avril 1943

Traduction du document 172 PS

Une autre expédition de ce rapport portant la date du 16 avril 1943 existe aux archives du T.M.I., sous le N° 015 / PS. Elle porte, au lieu des blancs figurant à la page 3 du présent rapport, les chiffres de 92 waggons et 2.775 caisses.

H5078 – 0073

H5078 - 0074

TRADUCTION DU DOCUMENT I72 PS

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

sur la saisie d'objets d'art appartenant à des Israélites et devenus biens sans maitre, effectuée par l'Etat-Major spécial du Reichsleiter ROSENBERG dans les territoires occupés de l'OUEST.

Les opérations de saisie ont commencé sur l'ordre du Fuhrer en date du I7 Septembre I940. Tout d'abord ont été saisies les collections abandonnées à PARIS par des Juifs qui avaient fui la zone occupée de France. De façon systématique l'Etat-Major spécial procéda à une visite de chaque habitation abandonnée par les Juifs, pour y chercher les oeuvres d'art que l'on y connaissait ou dont on pouvait attendre l'existence du fait que l'occupant de l'habitation avait la réputation de collectionneur d'objet d'art. Ces opérations furent étendues à toutes les villes et localités du territoire français occupé, où l'on pouvait soupçonner l'existence cachée de propriété et de biens juifs intéressant l'art. Suivant un plan établi à l'avance, toutes les possibilités furent mises en action pour retrouver les oeuvres d'art cachées par des Juifs dans leurs maisons de Paris, dans les châteaux de provinces, chez les déménageurs et dans les différents dépôts et garde-meubles. L'opération de saisie fut en partie très difficile et très longue. Elle n'est pas encore complètement terminée car la découverte de tout nouveau dépôt d'oeuvres d'art appartenant à des Juifs demande un très long travail de recherches préliminaires. Les Juifs qui avaient fui avaient eu l'habileté de disperser beaucoup les cachettes de leurs oeuvres d'art, ce qui rendit le travail d'autant plus difficile, et plus encore les difficultés créées à l'Etat-Major spécial dans ses recherches par les Français qui etaient chargés de l'administration et de la garde de ces biens juifs. Toutefois, il fut possible à l'Etat-Major spécial en liaison avec le Service de Sécurité, le service du contrôle des devises, d'arriver à s'emparer, grâce à des mesures appropriées, d'une part importante des trésors d'art laissés en France par les fugitifs juifs, et de les envoyer en allemagne. Le résultat le plus important de cet ensemble d'opérations fut la capture de I77 collections d'art privées appartenant à des Juifs connus en France. La liste de ces collections est jointe en annexe. En première ligne, viennent les collections célèbres de la famille juive ROTHSCHILD. La difficulté de s'en emparer venait surtout de ce que les collections de la famille ROTHSCHILD étaient dispersées dans différents endroits à PARIS, à BORDEAUX, dans des chateaux de la Loire. Ce n'est qu'après de longues et délicates recherches que l'on pu mettre la main sur l'ensemble de ces objets. Bien que l'opération de saisie ait occupé deux années entières,

.../...

H5078 – 0075

ce n'est qu'à l'automne 1942, à la suite d'une fouille systématique des grands entrepôts de Paris, et grâce à la coopération d'hommes de confiance recrutés à cet effet, qu'une partie encore très importante des collections Rothschild pût être retrouvée et mise en sûreté par l'Etat-Major spécial. Cette dernière partie comprenait encore une centaine d'objets d'art : des peintures de grande valeur, des Gobelins et des bibelots de collections.

Parallèlement à la saisie de ces grandes collectio juives privés, toutes les habitations abandonnées par des Juifs à Paris, à Bordeaux, à Lyon et en d'autres lieux, furent l'objet de visites, pour y découvrir des oeuvres d'art. Le travail principal consistait alors à rassembler les adresses de tous les Juifs qui avaient quitté le territoire occupé. De très grosses difficultés furent rencontrées du côté de la police française qui s'efforça autant qu'elle le pût de gêner notre action. Grâce à la visite de centaines d'habitations juives, un nombre important d'objets d'art fut, de la sorte, saisi. L'opération s'étendit même à toutes celles des maisons juives et des appartements qui avaient été, entre temps, réquisitionnés par l'administration militaire allemande pour les besoins des services et du personnel militaire ou civil.

Toutes les pièces, les collections et les objets d'art ramassés ainsi à Paris ou dans d'autres points du territoire occupé, furent ramenés dans un dépôt central à PARIS. L'Etat-Major spécial reçut du Commandant militaire l'ordre d'utiliser à cet effet le local servant précédemment aux expéditions, et dénommé "Jeu de Paume" à PARIS, ainsi quedes grandes salles mises à sa disposition au Louvre. Dans ce dépôt central chacun des objets saisis fut inventorié par des experts travaillant pour le compte de l'Etat-Major spécial, photographié et emballé suivant les règles. L'inventaire fut d'autant plus difficile à dresser que les collections n'avaient jamais fait l'objet de la part de leurs anciens propriétaires, d'une inscription d'origine ou d'une description permettant d'identifier l'objet. Pour chaque objet saisi il fallut donc une étude particulière pour déterminer son origine, sa date, son auteur et les collections dont il pouvait provenir. Si une étide de forme aussi scientifique et exacte put être faite à propos de chaque objet, c'est qu'il s'agissait, pour la plupart d'entre eux, d'objets possédant une valeur extraordinairement élevée. C'est grâce à cette étude détaillée du matériel saisi que l'on peut baser un compte-rendu fidèle sur l'ensemble des actions de saisie, au point de vue financier. Les travaux préparatoires ont été menés de telle façon que, une fois le rapport général fait, il pourra être considér comme un document inattaquable relatant une opération de recensement et de saisie artistiques unique en son genre dans l'histoire. Pour établir ces bases il a fallu prendr en considération non seulement la valeur matérielle

.../..

H5078 - 0076

extraordinaire des objets saisis mais également toute leur valeur idéologique et l'importance qu'ils pouvaient présenter pour l'histoire de l'art. Les collectionneurs et possesseurs juifs n'avaient rassemblé et thesaurisé ces oeuvres d'art qu'en considération de leur valeur matérielle. Le matériel saisi n'a jamais été apprécié des Juifs au point de vue de son importance pour l'histoire de l'art. Jamais, par ailleurs, ils n'avaient songé à le rendre utile en le mettant à la disposition de recherches dans le domaine de l'histoire de l'art. Grâce au goût mis en oeuvre par les experts de l'Etat-Major spécial, la réparation au point de vue de l'histoire de l'art de tout ce matériel pu être assurée par le petit nombre d'experts mis à sa disposition. Les donnés finales de ce travail ont fait l'objet d'une exposition dans un catalogue général qui est en préparation et dont trois volumes déjà existent sous une forme provisoire.

En provenance des territoires occupés de l'ouest, wagons chargés d'environ caisses, ont été dirigés en plusieurs trains dans la période du I7/9/I940 au I5/4/I943, vers les localités d'Allemagne choisies pour y assurer la conservation des oeuvres d'art. Les caisses contenaient des peintures, des statues, des gobelins et des bibelots. En dehors de ces envois, ont fait l'objet de livraisons spéciales 53 oeuvres d'art à la Maison du Fuhrer de MUNICH et 594 autres (peintures statues, textiles), remises à Monsieur le Maréchal d'Empire.

Le premier dépôt choisi a été le château de Neuschwanstein. Lorsque celui-ci fut plein, l'administration bavaroise des châteaux et jardins mit à disposition le château du Chiemse pour y entreposer les livraisons ultérieures. Comme deux dépôts ne suffisaient pas, et que l'administration bavaroise des châteaux et jardins ne disposait plus de locaux satisfaisants dans les domaines de l'Etat, deux autres dépôts ont été mis à la disposition, dans les environs et moyennant location, par le Trésorier central du Reich, sur intervention des directions de Gau compétentes. C'est ainsi que furent louées les salles de l'ancien cloître sélésien de Buxheim, près de Memmingen en Souabe, ainsi que les salles du château particulier de Kogl près de Vocklabruck dans le Danube Supérieur. Ces deux dépôts présentaient, de l'avis de gens compétents, quant à leur situation et leur état, le maximum que l'on pût réclamer sous le rapport de la protection contre l'air et contre le feu, ainsi que sous le rapport des possibilités de garde. L'ensemble des objets d'art a été réparti entre les quatre dépôts de façon telle, qu'est assurée la possibilité des travaux d'inventaire et de catalogues, aussi bien que l'entretien des oeuvres d'art. De plus, une ventilation en fonction de leur valeur a été faite entre les quatre dépôts, ce qui a permis d'éviter une trop forte concentration de valeur en un même point. Toutes les mesures de protection et contre l'incendie ont été réglées en liaison avec l'administration bavaroise des forêts et jardins, avec la centrale de la Police du feu, de même qu'avec les autorités locales de l'Etat

.../..

H5078 - 0077

et du Parti, de telle façon que le maximum de sécurité semble garanti.

L'inventaire des objets d'art rassemblés dans les dépôts à la date du Ier Avril 1943, donne un total global de 9.455, se décomposant comme suit :

- 5.255 tableaux
- 297 statues
- I.372 meubles et petits mobiliers de valeur artistique,
- 307 étoffes
- 2.224 bibelots y compris les chinoiseries.

L'inventaire auquel est joint pour chaque objet le procès-verbal de saisie, les listes générales de saisie et les listes de transport, est adressé sur fiche dont un modèle est joint au rapport. Sur cette fiche, figure un certain nombre de rubriques qui fournissent toutes les données intéressantes pour la description de l'objet, telles que : origine, auteur, style, poids, ect... L'ensemble de ces cartes forme, au même titre que les descriptions contenues dans les listes d'inventaires, les bases pour la préparation du catalogue général. De plus, pour chaque objet, à l'Office central de Berlin, de même qu'à Neuschwanstein, existe une photographie classée. Les travaux d'inventaire ont été poursuivis de telle façon qu'au dépôt de PARIS, seuls les objets les plus importants et les plus précieux ont donné lieu à un travail de cette sorte. En considération du petit nombre de collaborateurs et de la nécessité d'enlever le plus rapidement de Paris les objets, il n'y a eu environ que pour la moitié des objets rassemblés que des listes furent faites. C'est la raison pour laquelle les inventaires doivent être repris et poursuivis dans les dépôts. D'après les données actuelles, I0.000 objets au moins, ont fait l'objet d'inventaire. A cause du petit nombre de main-d'oeuvre technique et scientifique mise à disposition pour ce travail, de même qu'à cause du manque de moyens le travail n'a pu être jusqu'à ce jour, mené sur une grande échelle.

Dans l'état présent, il y a encore au Dépôt de Paris environ 400 caisses prêtes à être expédiées, qui, aussitôt que les travaux préparatoires seront terminés à Paris, pourront être envoyées à l'intérieur du Reich. Pour assurer les transports ultérieurs, et au cas où les quatre dépôts existant actuellement ne suffiraientplus, il y a encore deux autres points prévus : ce sont le château de Bruck, près de Liens, et le château de Seisenegg près d'Amstetten sur le Danube inférieur.

Pour des raisons de protection contre l'incendie, il a fallu, dansles dépôts où elles arrivaient, depaqueter les oeuvres d'art suivant les règle de technique. Ce qui rendait également nécessaires de pareilles précautions, c(était la nécessité,à côté

.../..

H5078 - 0078

des opérations mêmes d'inventaire, d'assurer un entretien constant de ces oeuvres d'art de grande valeur. Comme au moment où ils ont été pris en compte, beaucoup de ces objets précieux demandaient à être restaurés, l'Etat-Major spécial a engagé pour les opérations de restauration nécessaires, un spécialiste connu du service de l'entretien des monuments d'Etat. Pour le moment est mis sur pied, un atelier qui possède tous les appareils nécessaires pour remettre en état ou conserver en état, toutes les peintures, les meubles ou les objets en ayant besoin. Les travaux de déballage, la poursuite de travaux d'inventaire, l'établissement de la photothèque, de même que la mise en chantier du catalogue général, demanderont un laps de temps encore assez long.

6 L'action entreprise à Paris et dans les territoires occupés de l'Ouest, sera conduite de telle façon qu'il faut s'attendre à accroître continuellement le nombre des objets d'art, présentant une valeur, qui seront saisis. En liaison avec la politique de récupération de meubles du Ministère de l'Est, l'Etat-Major spécial a poursuivi son action de récupération des objets d'art que l'on pouvait trouver. Au cours des derniers mois, on a pu ainsi récupérer des objets de valeur en nombre important. Ceux des objets d'art qui ont pu être découvertd grâce à cette politique de récupération de meubles font également l'objet d'un dépôt. Ils sont soumis aux mêmes règles. En plus de ceux des objets dont la valeur artistique est reconnue de tous et pour ainsi dire assurée, quelques centaines de peintures de l'école dite des Peintres Modernes Français ont été mises de côté. Du point de vue allemand elles ne peuvent être considérées comme des objets présentant une valeur artistique. Du point de vue de la conception nationale-socialiste de l'art, elles ne présentent pas non plus un enrichissement du trésor d'art allemand. Ces oeuvres de la peinture française moderne feront l'objet de listes et par la suite une décision interviendra pour fixer le mode de leur utilisation.

Sur l'ordre du Maréchal d'Empire, un certain nombre de ces produits de l'Art Français moderne et dégénéré, ont fait l'objet auprès du commerce d'art parisien d'échanges contre des peintures possédant une valeur artistique reconnue. C'est ainsi que, dans des conditions très intéressantes, ont été acquises 87 oeuvres des vieux maitres italiens, néerlandais ou allemands, possédant une haute valeur reconnue. Au fur et à mesure que des opérations favorables se présenteront, une pareille politique d'échange sera poursuivie. Lorsque l'action générale de récupération aura pris fin, un projet sur l'utilisation de celles qui resteront parmi les peintures françaises moderne et dégénérées, ne pouvant faire l'objet d'un échange, sera présenté.

Berlin, le I5 Avril I943

1317

Recu 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art. FR I8.

Procès verbal d'interrogatoire
ROECHLITZ (8 Janvier 1946)
Cours de Justice de la Seine .

H5078 – 0079

H5078 – 0080

TRIBUNAL MILITAIRE.INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art : F.A.18

COUR DE JUSTICE

DU DEPARTEMENT DE LA SEINE

Procès-verbal d'interrogatoire et de confrontation

L'AN mil neuf cent quarante-six, le 8 janvier

du mois de à heure du

après avoir été extrait de la Maison d'arrêt de Fresnes

Devant nous, Macel FRANIER, Juge d'instructi

assisté de M. SIMONEAU, Commis-Greffier assermenté, a été amené

en notre cabinet à Paris, le sieur ROCHLITZ, déjà interrogé.

Me ZIMMERMANN

Conseil de l'inculpé , dûment convoqué et à la disposition de qui la procédure avait été mise la veille de ce jour, est présent, ainsi que Me J. MUSELLI, avoca

"Je suis né à BROMBERG le 2 avril 1889. Après des études primaires, je suis allé à l'age de 19 ans, étudier la peinture à Berlin. Au début de la guerre de 1914, j'ai été affecté aux services auxiliaires en raison de mon état de santé et envoyé à Bruxelles comme déssinateur, pour un journal allemand publié en Belgique. Après la guerre je me suis occupé du commerce d'oeuvres d'art et j'ai voyagé en Europe occidentale pour mes affaires. En 1925, j'ai confié des tableaux à STORI qui avait une galerie à Zurich, mais STOERY ayant fait faillite en 1931, j'ai perdu dans cette affaire 260.000 francs suisses. En 1932, j'ai ouvert une galerie en Suisse, mais l'opposition des marchands de tableaux suisses m'a empêché de diriger cette affaire.

H5078 - 0081

S.I. - J'ai fait très peu d'affaires avec FISCHER, de Lucerne, sauf en 1925, 1926 et 1927. Je suis venu habiter à Paris en 1933. J'avais comme comptable Paul WEIL, qui était mon associé, mais j'étais seul en nom. J'ignore ce qu'est devenu Paul WEIL, qui est parti en 1940. J'ai d'abord eu un magasin, Cité Bergère, puis en 1936, j'ai installé ma galerie 222, rue de Rivoli. Je m'occupais surtout du commerce de tableaux anciens et très peu de tableaux modernes. Je ne saurais vous préciser mon chiffre d'affaires, mais j'avais de 30 à 40.000 francs de bénéfice par an. Je revendais surtout des tableaux que j'avais achetés, et très peu de confiés. Je voyageais pour mes affaires, surtout en Italie, en Belgique et en Hollande. Je n'allais jamais en Allemagne. Je n'ai eu en France aucun associé autre que Paul WEIL.

Interné comme Allemand au début de la guerre, j'ai été libéré au bout de 2 ou 3 semaines, j'ai continué de tenir ma galerie, mais j'ai fait très peu d'affaires. Interné de nouveau en avril 1940, j'ai été libéré le 20 juin 1940 par l'armée allemande. Pendant l'occupation, je n'ai eu aucune relation avec les autorités allemandes, sauf pour mon commerce. On n'a pas cherché à me mobiliser, en raison de mon âge et de mon état de santé, avant le 14 juillet 1944, date à laquelle tous les Allemands se trouvant en France ont été mobilisés. J'ai été libéré le 16 août 1944 pour raisons de santé, et j'ai quitté Paris avec ma famille le 20 août 1944, pour me rendre en Allemagne, où j'ai résidé depuis à Hohenschwangau.

J'ai réouvert ma galerie en Novembre 1940, et au début de décembre, j'ai commencé de recevoir la visite d'acheteurs officiels allemands. Le premier a été HABERSTOCK, marchénd à Berlin. Je lui ai vendu un tableau attribué au maître de Messkirch "l'Annonciation", et un paysage de PANNI en décembre 1940, pour 75.000 francs. Ces deux tableaux provenaient de mon stock d'avant guerre.

J'ai vendu au Dr. HAUG, conservateur du musée de Dusseldorf les tableaux suivants :

-LINGENBACH	Paysage avec chevaux	75.000 Fr
-WOUWERMANN	Paysage	(avec le précéde
-Hendryck de CLERK	Scène mythologique	300.000 Fr

Ces tableaux faisaient partie de mon stock d'avant-guerre.

-LONGHI	Portrait d'homme	100.000 Fr

(tableau confié par le Dr. autrichien NOEMANN, sur lequel j'ai touché 10 % de commission).

-Peter KREDYK	Intérieur	130.000 Fr

(tableau confié par LOEB)

J'ai vendu au Dr. DEMARCHER, conservateur du musée de Bonn,

H5078 - 0082

-Fernidand BOL (acheté chez un antiquaire du Boulevard Raspail)	Portrait d'homme	200.000 Frs.
-Jean WINANTS (de mon stock d'avant guerre)	Paysage	200.000 Frs.

J'ai vendu au Dr. GURLITT, acheteur des musées d'Hambourg et de Dresde, ainsi que de Göring

-Molenaer	Jeune homme avec chet	400.000 Frs.
-Italien du 17°	Chasseur endormi avec chien	75.000 Frs?
-Italien du 17°	Scène mytholique	100.000 Frs.
-KEINRNX (de mon stock d'avant guerre)	Paysage	100.000 Frs.
-Joseph VERNET (acheté chez LOEBE)	Scène de port italien	450.000 Frs.
-ZICK (acheté dans un magasin de la rue Scribe)	Scène de bataille	200.000 Frs.

J'ai acheté à Maria DIETRICH, marchand de tableaux à Münich,

-von LENBACH (de mon stock d'avant guerre)	Portrait d'une dame	35.000 Frs.
-Hendrick BLOEMERT	Composition avec figures	35.000 Frs.
-Lucas van UDEN	Paysage avec figures	200.000 Frs.
-ZICK (acheté à l'hôtel Drouot)	Ducolique	700.000 Frs.
-Hans BEST	Portrait d'homme	50.000 Frs.
-MAYER	Paysage	60.000 Frs.
-Hans CANON	Portrait de femme	40.000 Frs.
-Daniel RYKERT (acheté en vente publique à Nice)	Paysage	60.000 Frs.

Vendu au Dr. LOHSE :

-Ecole de Fontainebleau -	Madone et Enfant	300.000 Frs.
-SASSETTA	Madone et enfant	750.000 Frs.
-Allemand du 16° (provenant de mon stock d'avant guerre)	Portrait	80.000 Frs.
-Jean BREUGHEL (qui m'avait été vendu par Raphaël Gérard)	Paysage avec Diane	550.000 Frs.

J'ai échangé avec LOHSE deux tableaux de l'Ecole de Fontainebleau : "Venus" et "Vénus avec sa fille" provenant de mon stock.

Demande : Dans quelles conditions êtes-vous entré en rapport avec le Dr. LOHSE et quelles affaires avez-vous traitées avec lui ?

H5078 - 0083

Réponse : LOHSE est venu me voir en février 1941. Il m'a dit qu'il recherchéit des tableaux pour différentes personnes, mais principalement pour Göring. Je lui ai présenté un tableau de WENNIX, dont j'étais propriétaire, et un portrait d'homme du Titien, qui appartenait pour 2/3 à BIRCHENISKI et pour 1/3 à moi. LOHSE les a achetés. Puis, 8 ou 10 jours plus tard, il m'a proposé au lieu d'argent, des tableaux en échange. Il estimait du reste que j'avais vendu les tableaux trop cher. Le prix était d'environ deux millions. Il a ajouté que Göring avait vu les tableaux, qu'il ne voulait pas les payer le prix convenu, mais qu'il avait donné l'ordre de les échanger contre des tableaux modernes venant d'Allemagne. Il m'a montré un certain nombre de tableaux et m'en a proposé onze en échange des deux tableaux. Il m'a empêché de regarder derrière les tableaux. Quelques jours après, il m'a confié des tableaux et je les ai montrés à BIRTCHANSKY chez moi. Birtchansky ne voulait pas de tableaux en échange, mais désirait des dollars. Birstansky étant très ami avec WENDLAND, a proposé à Wendland 5 tableaux qui avaient été désignés d'accord comme représentant sa part dans le Titien. Wendland aurait acheté les 5 tableaux, 10.000 ou 20.000 dollars à Birtschansky. Je connais bien Wendland, mais ne suis pas intervenu dans la transaction. Les cinq tableaux remis à Wendland par Birtchansky sont :

-COROT	Mère et Enfant
-DEGAS	Mme CAMUS au piano
-BRAQUE	Nature morte
-et deux MATISSE	Nature morte et Femme endormie

J'ai moi-même vendu à WENDLAND un MATISSE provenant du même échange qui doit être "la Femme à une table".

J'ai vendu les autres tableaux provenant de cet échange à des marchands parisiens.

Je croyais à cette époque que les tableaux provenaient d'Allemagne. J'ai su peu après que ces tableaux et ceux échangé par la suite avec LOHSE étaient des tableaux confisqués à des Israëlites. Quand j'ai vu que ces tableaux étaient confisqués, j'ai protesté, LOHSE m'a répondu :

> "J'agis sur l'ordre de Göring, vous n'avez "rien à craindre, ces confiscations sont pré- "vues par la convention d'armistice et les "échanges sont réguliers."

Comme je protestais, il m'a traité d'ennemi du peuple et m'a dit qu'au surplus les tableaux de MATISSEN PICASSO étaient détruits en Allemagne, ou qu'ils le seraient après la guerre. Celà ne m'a pas surpris, car je savais que depuis un certain temps on avait confisqué en Allemagne les tableaux modernes se trouvan dans les collections particulières, et retiré des mu-

H5078 - 0084

sées les tableaux exposés, sous prétexte qu'il s'agissait d'art "bolchevique". J'ai pensé qu'il valait mieux faire les échanges quitte après la guerre, à m'entendre avec les propriétaires spoliés.

Au cours des années 1941 et 1942, j'ai échangé différents tableaux anciens contre 80 tableaux modernes remis par LOHSE, qui me disait toujours que les tableaux reçus étaient destinés à Göring. J'ai su depuis que tous les tableaux donnés en échange se trouvent dans la collection Göring. J'ai remis en échange au moins 35 tableaux et peut-être plus. Mes papiers et un certain nombre de tableaux m'ont été confisqués à Baden-Baden par les autorités françaises.

J'ai revendu une bonne partie des tableaux échangés à des marchands parisiens :

-Isidore ROSNER 230, Bd. Raspail : 7 MATISSE, 1 BRAQUE
1 SISLEY, 1 PICASSO
et 1 GAUGUIN

-à PETRIDES : 6 Avenue Delcassé -Paris : 1 RENOIR,
1 BOUDIN, 1 BRAQUE, 1 PICASSO, et 3 MATISSE

-à KLEIN, rue de Penthièvre à Paris : 1 RENOIR et 4
MATISSE

-à Melle LEVY dont j'ai oublié l'adresse et qui habitait Montparnasse : 1 PICASSO et 1 BRAQUE

Ces marchands connaissaient l'origine des tableaux que je leur vendais, comme du reste tout Paris s'occupant de peinture savait qu'il s'agissait d'oeuvres d'art spoliées.

S.I.- Sur mes conseils, ROSNER avait quitté la zone occupée où il n'était pas très en sureté et s'était réfugié à Nice. Les dernières nouvelles que j'ai eues de lui datent du début de 1944 et il était à ce moment là à Nice, malade de la poitrine.

S.I.- J'ai été en relation avec WISNER dans les conditions suivantes : sur l'ordre de Göring, Lohse m'avait fait obtenir un laissez-passer pour aller rechercher les tableaux en zone libre. Un certain nombre de marchands parisiens avaient des laissez-passer dans le même but, notamment LOEBE et MANDL. C'est ainsi que je suis allé à Nice. Un Tchèque, WIESNER, est venu me voir à l'hotel où j'étais descendu et m'a proposé différents tableaux et notamment un Titien que je connaissais depuis longtemps. Après discussion sur le prix, nous nous sommes mis d'accord sur le prix de 1 million environ, mes souvenirs sont imprécis sur ce point. Je l'ai payé en deux ou trois fois et il m'a vendu, si mes souvenirs sont exacts deux autres tableaux également. WIESNER était très connu comme intermédiaire recherchant des tableaux sur la Cote d'Azur pour les acheteurs allemands.

H5078 - 0085

S.I.- Je n'ai jamais travaillé avec FABIANI, je sais qu'il a travaillé avec DUFTER et LOHSE, tout au moins ils étaient en raltion. Parmi les marchands parisiens ayant beaucoup travaillé pendant l'occupation avec les Allemands, je puis citer LOEBE considéré comme le plus actif de tous les marchands de Paris et MANDL qui travaillait pour Maria DIETRICH. LOEBE et MANDL travaillaient souvent ensemble/

Lecture faite persiste et signe :

Pour copie conforme : (signatures)

Le greffier :

(s) L. SIMONEAU

H5078 - 0086

Internationaler Militaergerichtshof UEBERSETZUNG
fuer den Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher.

Franzoeische Abordnung bei der Staatsanwaltschaft

- Wirtschafts Abteilung -
L.D. Art: F.A. 18

Kreisgericht Seine.

Protokoll ueber Verhoer und Gegenueberstellung.

Am 8. Januar 1946 wurde der bereits verhoerte Herr ROCHLITZ, uns - Marcel FRAPIER, Verhoerrichter und M.SIMONNEAU, vereideter Gerichtsschreiber als Beigeordneter in unserem Amtszimmer in Paris vorgefuehrt; er wurde aus dem Gefaengnis in Fresnas eingebracht. Zugegen sind Herr Zimmermann, Verteidiger des Angeklagten, den man foermlich vorgeladen hatte und dem am vorigen Tage das Gerichtsprotokoll zur Verfuegung gestellt worden war, und Herr T. Musselli, Rechtsanwalt:

" Ich bin am 2. April 1889 in Bromberg geboren. Nach Absolvierung der Volksschule ging ich mit 19 Jahren nach Berlin um Malerei zu studieren. Am Anfang des Krieges 1914 wurde ich wegen meines Gesundheitszustandes in den Hilfsdienst eingezogen und als Zeichner fuer eine in Belgien herausgegebene deutsche Zeitung nach Bruessel geschickt. Nach dem Kriege habe ich mich mit Kunsthandel beschaeftigt, und bin geschaeftlich in Westeuropa herumgereist. Im Jahre 1925 habe ich STORI, der in Zuerich eine Galerie hatte, Gemaelde uebergeben, aber STOERY hat im Jahre 1931 Bankrott gemacht und ich verlor dabei 260.000 Schweizerfranken. Im Jahre 1932 habe ich eine Galerie in der Schweiz eroeffnet, aber die Gegnerschaft der schweizerischen Gemaeldehaendler machte es mir unmoeglich, dieses Geschaeft zu fuehren. (In Antwort auf Befragung). Ausser in den Jahren 1925, 1926 und 1927 habe ich sehr wenige Geschaefte mit FISCHER in Luzern gemacht. Im Jahre 1933 bin ich nach Paris uebersiedelt. Ich hatte als Buchhalter Paul WEIL; dieser war Geschaeftsteilhaber, aber ich war dem Namen nach selbststaendig. Ich weiss nicht, was aus Paul WEIL geworden ist; er ist im Jahre 1940 fortgegangen. Ich hatte zunaechst ein Geschaeft in der Cité Bergère, dann habe ich meine Galerie im Jahre 1936 in der Rue de Rivoli eingerichtet. Ich beschaeftigte mich hauptsaechlich in dem Handel mit alten Gemaelden, und sehr wenig mit modernen.(+) Mein Gewinn lag aber zwischen 30 und 40.000 Franks jaehrlich. Ich wiederverkaufte hauptsaechlich Gemaelde, die ich gekauft hatte, und arbeitete sehr wenig auf Provision. Ich reiste geschaeftlich, besonders nach Italien, Belgien und Holland. Ich reiste nie nach Deutschland. In Frankreich habe ich keinen anderen Teilhaber als Paul WEIL gehabt.

+) Ich kann Ihnen den Betrag meiner Geschaefte nicht mit Bestimmtheit nennen.

Am Anfang des Krieges wurde ich als Deutscher interniert, wurde aber nach 2 oder 3 Wochen wieder freigelassen, und fuhr fort, meine Galerie zu leiten, habe aber sehr wenig Geschaefte gemacht. Im April 1940 wieder interniert, wurde ich am 20. Juni 1940 durch die deutsche Armee befreit. Waehrend der Besatzung habe ich keine Beziehungen zu deutschen Behoerden gehabt, ausser geschaeftlich. Wegen meines Alters und meines Gesundheitszustandes hat man vor dem 14. Juli 1944 nicht versucht, mich einzuziehen; an diesem Tage wurden alle sich in Frankreich befindliche Deutschen mobilisiert. Am 16. August 1944 wurde ich aus Gesundheitsgruenden entlassen, und habe am 20. August 1944 mit meiner Familie Paris verlassen, um mich nach Deutschland zu begeben, wo ich seitdem in Hohenschwangau gewohnt habe.

Ich habe meine Galerie im November 1940 wiedereroeffnet, und Anfang Dezember haben offizielle Deutsche Ankaeufer begonnen, mich zu besuchen. Der erste war HABERSTOCK, Berliner Haendler. Ich habe ihm im Dezember 1940 ein

H5078 - 0087

ein Gemaelde, "die Verkuendigung" verkauft, das den Meister von Messkirch zugeschrieben ist, und eine Landschaft von PANNI fuer 75.000 Franks verkauft. Diese zwei Gemaelde stammten aus meinem Vorkriegsbesitz.

Dr. HAUG, dem Intendanten des Duesseldorfer Museums habe ich folgende Gemaelde verkauft:

- LINGENBACH	Landschaft mit Pferden	75.000 Frs.
- WOOWERMANN	Landschaft	(mit dem vorigen)
- HENDRYCK DE CLERK	Mythologische Szene	300.000 Frs.

Diese Gemaelde waren ein Teil meines Vorkriegsbesitzes:

- LONGHI	Portraet eines Mannes	100.000 Frs.

(ein auf Rechnung des Oesterreichers Dr. NOEMANN verkauftes Gemaelde, worauf ich 10% Provision bekam.)

- Peter KREDYK	Interieur	130.000 Frs.

(auf Rechnung LOER's).

Dem Dr. DEMARCHER, dem Intendanten des Bonner Museums, habe ich folgendes verkauft:

- Ferdinand BOL	Portraet eines Mannes	200.000 Frs.

(von einem Antiquar auf dem Boulevard Raspail gekauft)..

- Jean WINANTS	Landschaft	200.000 Frs.
-	(aus meinem Vorkriegsbesitz.)	

Dem Dr. GURLITT, Ankaeufer fuer die Hamburger und Dresdner Museen, wie auch fuer Goering:

- MOLENAER	Junger Mann mit Katze	400.000 Frs.
- Italienischer Maler des 17. Jhdts	Schlafender Jaeger mit Hund	75.000 Frs.
- Italienischer Maler des 17. Jhdts.	Mythologische Szene	100.000 Frs.
- KEINRNX	Landschaft	100.000 Frs.

(Aus meinem Vorkriegsbesitz.)

- Josef VERNET	Italienische Hafenszene	450.000 Frs.

(Von LOERE gekauft.)

- ZICK	Kampfszene	200.000 Frs.

(in einem Geschaeft in der Rue Scribe gegauft.)

Der Muechner Gemaeldehaendlerin MARIA DIETRICH habe ich folgendes verkauft:

- von LENBACH	Portraet einer Dame	35.000 Frs.
-	(aus meinem Vorkriegsbesitz.)	
- Hendrick BLDEMERT	Bild mit Gestalten	35.000 Frs.
- Lucas von UDEN	Landschaft mit Gestalten	200.000 Frs.
- ZICK	Klassische Landschaft	700.000 Frs.
-	(Beim Hotel DROUOT gekauft.)	
- Hans BEST	Portraet eines Mannes	50.000 Frs.
- MAYER	Landschaft	60.000 Frs.
- Hans CANON	Portraet einer Frau	40.000 Frs.
- Daniel RYCKERT	Landschaft	60.000 Frs.

(in Nizza auf einer Aktion gekauft.)

Dem.. 4286 -

H5078 - 0088

Den Dr. LOHSE verkauft wurden:

- Schule von Fontainebleau	Madonna und Kind	300.000 Frs.
- SASSETTA	Madonna und Kind	750.000 Frs.
-Deutscher Maler d.16.Jhdts.	Portraet	80.000 Frs.

(Aus meinem Vorkriegsbesitz.)

- Jean BREUGHEL	Landschaft mit Diana	550.000 Frs.

(das mir Raphael Gérard verkauft hatte.)

Mit LOHSE habe ich zwei aus meinem Besitz stammende Gemaelde der Schule von Fontainebleau: "VENUS" und "VENUS UND IHRE TOCHTER" getauscht.

Frage: Unter welchen Umstaenden sind Sie mit Dr. LOHSE in Beziehungen getreten und welche Geschaefte haben Sie mit ihm besprochen ?

Antwort: LOHSE hat mich im Februar 1941 besucht. Er sagte mir, er suche Gemaelde fuer verschiedene Leute, aber hauptsaechlich fuer Goering. Ich zeigte ihm ein Gemaelde von WENNIX, von welchem ich der Eigentuemer war, und ein Portraet eines Mannes von TITIAN, das zu 2/3 BIRCHENTSKI gehoerte und zu 1/3 mir. LOHSE kaufte diese. Dann hat er mir 8 oder 10 Tage spaeter an Stelle von Geld andere Gemaelde zum Tausch angeboten. Er meinte uebrigens, dass ich die Gemaelde zu teuer verkauft haette. Der Preis war ungefaehr zwei Millionen. Er fuegte hinzu, dass Goering die Gemaelde gesehen habe, dass er den abgemachten Preis nicht bezahlen wolle, dass er aber befohlen habe, sie gegen moderne Gemaelde, die aus Deutschland kommen sollten, zu tauschen. Er hat mir eine Anzahl Gemaelde gezeigt, und hat mir 11 davon als Tausch fuer die zwei angeboten. Er hinderte mich daran, die Bilder von hinten zu sehen. Einige Tage spaeter hat er mir Gemaelde ausgehaendigt, die ich BIRTCHANSKY bei mir gezeigt habe. BIRTCHANSKY wollte keine Gemaelde tauschen, sondern wollte Dollars. Da er mit WENDLAND sehr befreundet war, hat er diesem 5 Gemaelde angeboten, die wir vereinbart hatten, als seinen Anteil an TITIAN anzusehen. WENDLAND soll diese 5 Gemaelde fuer 10.000 oder 20.000 Dollars von BIRTCHANSKY gekauft haben. Ich kannte WENDLAND gut, habe mich aber nicht in die Verhandlung eingemischt. Die fuenf von BIRTSHANSKY an WENDLAND abgegebenen Gemaelde sind:

- COROT	Mutter und Kind
- DEGAS	Mme. CAMUS am Klavier
- BRAQUE	Stilleben
- und zwei Matisse	Stilleben und schlafende Frau.

Ich selber habe einen von selben Tausch stammenden MATISSE an WENDLAND verkauft, das vermutlich "die Frau am Tische" war.

Die anderen von diesem Tausch stammenden Gemaelde habe ich an Pariser Haendler verkauft.

Ich glaubte zu diesem Zeitpunkt, dass die Gemaelde aus Deutschland stammten. Es ist mir kurz danach bekannt geworden, dass diese Gemaelde und die spaeter mit LOHSE getauschten von Juden beschlagnahmte Gemaelde waren. Als ich sah, dass es beschlagnahmte Gemaelde waren, erhob ich Einsprüch. LOHSE hat mir folgendes geantwortet:

"Ich handle auf Befehl Goerings; Sie haben nichts zu befuerchten. Diese Beschlagnahmungen sind in der Waffenstillstandsvereinbarung vorgesehen und die Tausche sind rechtsmaessig."

Als ich protestierte, nannte er mich einen Volksfeind und hat mir weiter gesagt, dass man die Gemaelde von MATISSE und PICASSO in Deutschland vernichte

H5078 - 0089

vernichte oder dass man sie nach dem Kriege vernichten wuerde . Das hat mich nicht erstaunt, da ich wusste, dass man in Deutschland seit einiger Zeit die sich in Privatsammlungen befindlichen modernen Gemaelde beschlagnahmte und dass man aus den Museen die ausgestllten Gemaelde einzog, unter dem Vorwande, dass es sich um"bolschewistische Kunst"handle. Ich beschloss, es waere besser, die Ta usche vorzunehmen, und mich dann nach dem Kriege mit den beraubten Eigentuemern zu verstaendigen.

Waehrend den Jahren 1941 und 1942 habe ich verschiedene alte Gemaelde gegen 80 von LOHSE ueberhaendigte moderne getauscht; LOHSE sagte mir immer, die Gemälde, die er bekam, seien fuer Goering bestimmt. Es ist mir spaeter bekannt geworden, dass sich alle eingetauschten Gemaelde in Goerings Sammlung befinden. Ich habe wenigstens 35 Gemaelde, vielleicht noch mehr, eingetauscht. Meine Unterlagen und eine gewisse Anzahl von Gemaelden sind mir in Baden=Baden von den franzoesischen Behoerden abgenommen worden.

Ich habe einen ansehnlichen Teil der getauschten Gemaelde an Pariser Haendler verkauft:

- Hidore ROSNER, 230 BD, Raspail: 7 MATISSE, 1 BRAQUE
  " 1 SISLEY, 1 PICASSO
  und 1 GAUGUIN.

an PETRIDES: 6 Avenue Delcasse -Paris

1 Renoir , 1 BOUDIN, 1 BRAQUE , 1 PICASSO und 3 MATISSE.

an KLEIN, rue de Penthievre in Paris, : 1 RENOIR und 4 MATISSE.

an Melle LEVY, deren Adresse ich vergessen habe, die aber in MONTPARNASSE wohnt: 1 PICASSO und 1 BRAQUE.

Diese Haendler kannten die Quelle der Gemaelde, die ich ihnen verkaufte, wie auch alle Pariser Kreise, die sich mit Malerei beschaeftigten, wussten, dass es sich um geraubte Kunststuecke handelte.

(In Antwort auf Befragung:)

Meinem Rate zufolge hatte ROSNER die besetzte Zone verlassen, wo er nicht sehr sicher war, und fluechtete nach Nizza. Die letzte Nachricht, die ich ueber ihn bekommen habe, stammen aus dem Anfang des Jahres 1944, und er war zu der Zeit in Nizza und lungenkrank.

(In Antwort auf Befragung:)

Ich war unter folgenden Umstaenden in Beziehungen mit WISNER: auf Befehl Goerings hatte mir LOHSE einen Pass beschaft, um Gemaelde in der unbesetzten Zone aufzufinden. Eine gewisse Anzahl Pariser Haendler hatten Paesse zum selben Zwecke, besonders LOEBE und MANDL. So kam es, dass ich nach Nizza reiste. Ein Tscheche, WIESNER, hat mich im Hotel, wo ich mich aufhielt, aufgesucht, und hat mir verschiedene Gemaelde angeboten, besonders einen TITIAN, das ich schon seit langem kannte. Nach einer Verhandlung ueber den Preis haben wir uns auf ungefaehr eine Million geeinigt, ich erinnere mich nicht genau in dieser Hinsicht. Ich habe es in zwei oder drei Raten bezahlt, und er hat mir auch weitere zwei Gemaelde verkauft, wenn ich mich richtig erinnere. WIESNER war sehr bekannt als Zwischenhaendler, der an der Riviera Gemaelde fuer deutsche Kaeufer [illegible] suchte.

(In Antw.

H5078 - 0090

(In Antwort auf Befragung)

Ich habe nie mit FABIANI gearbeitet; ich weiss, dass er mit DUFTER und LOHSE gearbeitet hat; wenigstens, sie hatten Beziehungen zueinander, Unter den Pariser Haendlern, die waehrend der Besatzung viel mit den Deutschen gearbeitet haben, kann ich wohl LOEBE anfuehren, der als aktivster aller Paris-Haendler angesehen war, und MANDL, der fuer Maria DIETRICH arbeitete. LOEBE und MANDL arbeiteten oft zusammen.

Vorgelesen, bestaetigt und unterschrieben

Fuer die Richtigkeit der Abschrift: (Unterschriften)
der Gerichtsschreiber:

(gez.) L. SIMONEAU

Uebersetzungsbescheinigung

Ich, C s M D E E D S, I.C., 13116106, bestaetige hiermit, dass ich mit der franzoesischen und deutschen Sprache vollkommen vertraut bin und dass der vorausgehende Text eine getreue Uebersetzung des Dokumentes Nr. - ist.

13116106 CSM DEEDS, I.C.

1318

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art.
Document : FA 9

Rapport

du Comte Franz WOLFF METTERNICH
Chef du Service de Protection
artistique en France

Juillet 1940 à Juin 1942

Origine : Commission française de récupération
artistique

H5078 - 0091

H5078 -0092

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE
GUERRE

Délégation française au Ministère
Public - Section économique -

Dossier : Art. Document : FA 9 .

TRADUCTION DU DOCUMENT FA 9

Extrait d'un rapport récent du COMTE VON METTERNICH Chef du Service de Protection artistique en France de Juillet 1940 à Juin 1942 .

Dès mon arrivée en France, j'ai pu me rendre compte que différents services, qui n'appartenaient pas à l'Administration militaire, s'intéressaient aux objets d'art transportables . Déjà à la fin de Juin 1940, le Chef de l'OKW, ancien Militärbefehlshaber de Paris, Général Von BOCKELBERG avait transmis un ordre du Führer qui prescrivait de mettre sous la garde de l'autorité occupante les objets d'art transportables qui se trouvaient en France . On ne prévoyait pas d'expropriation, mais ces objets étaient considérés comme des gages pour le futur traité de Paix. Il n'a pas été publié d'instructions plus détaillées concernant l'exécution de cette ordonnance et les termes "sous la garde" n'ont pas été interprétés . Cette absence d'interprétation permettait d'appliquer toute mesure utile pour empêcher les violations de toutes sortes, les modifications et tout particulièrement le déplacement de ces objets de quelque côté que ces violations puissent provenir . Ainsi, une véritable mesure de protection des oeuvres d'art transportables devenait possible par la réalisation du texte de cette ordonnance. Celle du I5.7.40 concernant les objets d'art transportables se trouvant en France paraît a voir rempli les conditions

H5078 - 0093

voulues . Par les règlements les plus importants de cette ordonnance , tout déplacement, modification et actes juridiques concernant les objets d'art qui dépassaient une certaine valeur étaient soumis à l'approbation du Militärbefehlshaber. C'est à lui également qu'était réservé le droit de permettre aux personnes, civiles et militaires, qui n'y étaient pas directement autorisées, de pénétrer dans les dépôts d'Etat. Par des ordonnances spéciales, on fit connaître aux autorités locales de l'Administration militaire les modes d'exécution de ces règlements. Du point de vue pratique, des gardes furent organisées dans les musées de province . Toutes ces mesures de protection seraient restées en quelque sorte inutiles si l'on n'avait eu un aperçu positif des effectifs et c'est pourquoi, à l'intérieur des frontières dites de l'Ouest, on exigea qu'ils soient déclarés .

Nous devions voir bientôt combien il était utile de prendre des mesures formelles pour la protection des objets d'art transportables . Pour avoir une idée plus nette des choses, il semble préférable de traiter séparément chacune des affaires que la Protection des Arts a eu à débattre . La plupart de ces affaires datent de la même époque et concernent les objets d'art transportables .

a) Restitution par la France des objets d'art faisant partie du patrimoine allemand .

De 1794 jusqu'aux guerres de Napoléon, de nombreux objets d'art se trouvant en Allemagne ou dans les pays occupés alors, et qui étaient la propriété, soit de l'Etat, soit de personnes privées, avaient été emmenés en France . La plus grande partie de ces oeuvres d'art

H5078 - 0094

fut ramenée en Allemagne après la conclusion de la paix de 1815 ; cependant un grand nombre d'entre elles, des oeuvres de valeur pour la plupart, étaient restées en France. Après l'occupation de ce pays, en Juin 1940, on souhaitait en Allemagne que la restitution de ces oeuvres soit exigée . Le Ministre de l'Education Nationale du Reich chargea l'Oberpräsident de Prusse et une délé gation d'autorités compétentes du pays d'établir en Allemagne les listes de base des objets à réclamer. On confia la direction de ce travail au Dr KUMMEL, Generaldirektor à Berlin . Plus tard, ce fut le Dr GOBBELS, Ministre de la propagande du Reich, qui eut la haute direction du dossier . Le travail du Dr KUMMEL ne fut, tout d'abord, que préparatoire c'est à dire qu'il devait rassembler les listes de revendications allemandes, vérifier et obtenir des renseignements sur l'endroit de France où ces objets se trouvaient . Au début d'Août, j'eus la visite du Dr KUMMEL . Il m'expliqua sa mission . On ne prévoyait pas alors de restitution immédiate . J'avais l'impression qu'il était absolument opposé à tout acte illégal ou de violence . Le travail qu'il avait à faire en France me sembla facile à résoudre . Une étude minutieuse des catalogues des Musées, généralement accessibles, et des documents des Archives de la Ville, devaient lui fournir les renseignements nécessaires . Aussi le Dr KUMMEL et son assistant restèrent-ils peu de temps à Paris . Quelques mois plus tard, l'archéologue Professeur MOBIUS fut délégué avec la mission de poursuivre les recherches en ce qui concerne l'endroit où ces objets d'art étaient restés. Je ne crois pas qu'il ait obtenu de résultat positif et qu'il ait trouvé rien d'essentiel en plus de

H5078 - 0095

ce qui était déjà connu . Il trouva, il est vrai, des renseignements concernant l'activité du Kommissare des Nationalkonventes en Allemagne, renseignements, qui, du reste, étaient sans doute déjà connus .

On ne me communiqua pas les intentions du Reich au sujet de ces restitutions, ni même la date limite de ces restitutions . Je ne crois pas non plus que le Dr KUMMEL ait été tenu au courant . A mon sens, il allait de soi que l'on ne pouvait prendre de décisions sans avoir étudié la question du point de vue juridique. Du reste, je n'ai pas caché ma manière de voir : je trouvais que cette question délicate, et qui touchait de si près au sentiment de l'honneur national, ne pouvait être réglée qu'au moment de la signature de la paix, et par un arrangement libre, entre les peuples ayant-droit, et d'égal à égal. Sans doute, c'est avec plaisir que j'aurais vu revenir en Allemagne, par des voies légales, les oeuvres d'art qui prnaient autrefois les églises allemandes et figuraient dans les collection A ce sujet, j'envisageais moins une restitution d'oeuvres d'art qu'un échange, afin de remplacer dans les Musées nationaux français, par quelques oeuvres allemandes de premier ordre, un art représenté assez médiocrement . Quelques personnes raisonnables se rallièrent à mon opinion, d'autres par contre s'en servirent contre moi .

A la fin de I94I ou au début de I942, je fus chargé de faire un rapport au Ministre GOEBBELS sur l'état de ces travaux préparatoires . J'avais reçu des instructions formelles : je devais insister- car c'était l'opinion du Militärbefehlshaber- pour que le

H5078 - 0096

règlement définitif de cette affaire soit réservé pour le traité de paix . GOEBELLS ne me reçut pas, il était en effet malade à ce moment, et ce fut le Secrétaire d'Etat GUTTERER qui entendit mon rapport. Il se rallia pratiquement à l'opinion du Militärbefehlshaber .

b) Saisies des trophées militaires

Le Contre-amiral LOREY, Directeur de l'Arsenal de Berlin, avait été chargé par l'OKH de ramener toutes les armes et les pièces de butin d'origine allemande emmenées en France comme trophées pendant les guerres précédentes. En principe, je n'étais pas intéressé dans cette affaire, qui était une affaire militaire. Pourtant l'Amiral m'indiqua les grandes lignes de sa mission et me pria de le renseigner sur les pièces dont il s'agissait . Je l'adressai au Generaldirektor KUMMEL et à l'organe du Ministère chargé d'établir les listes de revendications. D'après ce que je sais, il s'est mis enrapport avec tous les services français intéressés . J'ai fait transmettre à l'Amiral LOREY toutes les demandes venant d'Allemagne qui m'avaient été adressées et ayant trait aux armes et objets militaires de provenance allemande .

c) Restitution à leur pays des œuvres provenant d'Alsace, de Lorraine et de Belgique .

Au début de Juin, je reçus du Ministère de l'Education Nationale du Reich la copie d'une communication du Ministère des Affaires Etrangères au sujet de l'endroit où devaient se trouver les dépôts des objets d'art provenant d'Alsace, qui avaient été évacués à l'intérieur du Pays par l'Administration artistique française à cause des risques de guerre . Parmi eux,

H5078 - 0097

se trouvait l'autel d'Isenheimer . Comme la plupart de ces oeuvres et, à ma connaissance , les plus importantes se trouvaient en France libre, j'ai proposé à l'OKH de se mettre en rapport avec la Commission d'Armistice . Je ne connais pas la suite de ces pourparlers, en tout cas, dans le courant de septembre, par ordre du Gouvernement de Vichy, les objets d'art provenant d'Alsace furent restitués, une commission de Strasbourg vint les chercher et ils furent ramenés en Alsace. Sur le désir de la Direction des Musées nationaux de Paris, quelques oeuvres prêtées par les Musées nationaux ont été exceptées et sont restées dans leur lieu de dépôt . Sur la demande de la Protection des Arts, le transport par chemin de fer a été accompagné, pendant qu'il traversait les territoires occupés, par une garde militaire et par un commando de sapeurs . Depuis, je n'ai jamais entendu parler de cette affaire et je ne sais pas si l'autel d' Isenheimer se trouve à Colmar .

Comme je l'ai appris plus tard, une commission venant de Metz était allée chercher les objets d'art provenant d'Alsace, sans que nous en ayions été informés, et au mépris des règlements de la Protection des Arts du I5.7.40.

En Août I940, j'ai reçu une demande venant de Belgique au sujet de la restitution, à la ville de Gand, d'un certain nombre d'objets d'art qui avaient été emmenés à Pau et, parmi ceux-ci, de l'autel des Frères Van Eyck /. Comme Pau se trouvait en territoire non occupé je remis la demande à l'OKH en le priant de la faire suivre à la Commission d'Armistice . Au cas où le transport en retour aurait lieu, il devait être fait par le Gouvernement Belge. Je ne me souviens plus de la marche détaillée

H5078 - 0098

de cette affaire . Je crois me rappeler que ces objets d'art sont retournés à Gand dès l'automne 1940, à l'exception de l'autel de Gand. Celui-ci resta à Pau, on ne jugea pas prudent de le transporter et, étant donné la situation, il paraissait plus en sécurité à Pau . De temps en temps, une commission composée d'experts belges, français et allemands, examinait son état de conservation . Je ne sais pas où il a été emmené .

Dans certains milieux belges, on avait manifesté, dans diverses occasions, le désir de voir exiger la restitution des oeuvres d'art prises entemps des guerres de Napoléon dans les anciens Pays-Bas autrichiens (la Belgique d'aujourd'hui) et emmenées en France, mais l'Administration militaire de ces deux pays n'a pas donné suite à cette affaire .

d) Affaire v. Kuensberg

Au début du mois d'Août 1940, j'appris par communication confidentielle d'un délégué du Generaldirektor KUMMEL, qu'un secrétaire de Légation, le Baron Von KUENSBERG, qui dirigeait un "sonderkommando",était arrivé à Paris avec la mission de saisir, dans les territoires occupés, des documents du Ministère français des Affaires Etrangères. Il prétendait, en outre, devoir saisir un certain nombre d'oeuvres d'art appartenant en grande partie à des Juifs et à des éléments hostiles à l'Allemagne . C'était la première fois, depuis le début de mon activité, que j'entendais parler d'un essai de ce genre pour soustraire des oeuvres d'art sous le prétexte plus ou moins véridique d'une mission officielle . C'est aussi pour la première fois que j'entendis parler des décisions prises pour saisir des oeuvres d'art appartenant à des Israëlites.

H5078 - 0099

Mais revenons maintenant en arrière . D'après certains bruits qui couraient et qui parvinrent à mes oreilles, des objets d'art auraient été emmenés par la Luftwaffe Nous n'avons jamais pu éclaircir cette affaire étant donné que la Luftwaffe n'était sous les ordres ni de l'OKH, ni du Militärbefehlshaber, qu'elle n'était pas responsable devant eux et qu'elle se savait couverte par cette puissante personnalité qu'était GOERING.

Dès le début , je fus convaincu que le projet du Baron de KUESNBERG était illégal et, en ce qui le concerne, qu'il s'agissait là d'une sorte de flibustier moderne ; j'en fus convaincu bien davantage encore quand j'appris qu'il voulait agir immédiatement, sans que la Protection des Arts soit mise au courant. Au moment même de l'entrée en scène de KUENSBERG se déclenchait une offensive de l'Ambassade ABETZ. Le but de celui-ci était évidemment de retirer la protection des objets d'art transportables à l'Organisation de la Protection des Arts, pour la confier à l'Ambassade . J'appris qu'ABETZ avait fait un rapport au Führer sur l'Administration de l'organisme de la Protection des Arts dans les pays occupés . Je n'ai pas su dans quel esprit ce rapport était fait , mais tous les agissements de l'Ambassadeur me portent à croire que son rapport n'était certainement pas conforme à la vérité. Il aurait été blessé que je ne me sois pas mis en rapport avec lui, ce à quoi, du reste, je ne me suis jamais senti chargé. Pour moi, il était manifeste que les portes étaient ouvertes à tous les incidents et que, si la protection des oeuvres d'art transportables se trouvant en France devait être retirée à la Protection des Arts et, ainsi, au Militär-

H5078 - 0100

befehlshaber, notre organisation aurait alors perdu toute sa raison d'être. Contre des forces supérieures, j'aurais pu abandonner la lutte et tolérer que ce point délicat soi retiré de la sphère de mes responsabilités. Mais cela eut été en désaccord avec les principes de travail que j'ai exposé plus haut, et amené, inévitablement, la disparition des objets d'art de valeur appartenant à l'Etat-Français. Bientôt, en effet, nous pouvions voir que l'offensive du groupe KUENSBERG était dirigé contre les trésors des Musées d'Etat .

J'ai donc immédiatement averti le Militärbefehlshaber , Général STRECCIUS, qui détenait l'autorité . De son côté, il fit un rapport au Feldmarschall von BRAUCHITSCH et obtint de celui-ci un arrêté, selon lequel le délégué de l'Ambassade et du Ministère des Affaires Etrangères était autorisé à inspecter les listes des oeuvres d'art, mais qui, d'autre part, lui interdisait tout transfert de ces oeuvres . De plus, les dépôts de province devaient être surveillés rigoureusement. De son côté, le Général STRECCIUS avait ordonné de poster une garde à Chambord. Il ordonna en outre, la garde des principaux dépôts dont il a été question plus haut, à partir du I.9.I940 .

Quelques jours plus tard, M. Von KUENSBERG se présenta chez moi avec ses collaborateurs . C'est alors que je pus voir dans toute son ampleur l'impudence de son plan : sous prétexte que la sécurité était insuffisante à Chambord, les effectifs (qui se composaient essentiellement de tableaux) devaient être transportés au Louvre ; là, le choix se serait fait en toute tranquillité et le départ pour l'Allemagne aurait pu être organisé.

H5078-0101

Naturellement, ce plan a du être combattu par les moyens les plus énergiques . Je crois pouvoir passer sous silence les phases de cette lutte, étant donné son heureuse issue et je m'en tiendrai aux remarques qui vont suivre . D'après la décision du Feldmarschall von BRAUCHITSCH, le délégué de l'Ambassade était autorisé à inspecter les listes des oeuvres d'art . Le rassemblement de ces listes fut naturellement assez long. Entre-temps, les collaborateurs du Groupe von KUENSBERG et de l'Ambassade harcelèrent ces Messieurs de l'Administration française des Musées Nationaux d'une manière si inconvenante et si dénuée de tact, qu'ils parvinrent finalement à leur arracher ces listes, mais en partie seulement, et par la menace. Devant MM. Marcel AUBERT et BILLIET, tous deux appartenant à la Direction des Musées Nationaux, j'ai exprimé à haute voix et dans des termes extrêmement durs, à M. BORRIES, du groupe KUENSBERG, toute l'inconvenance de ce procédé et exigé que les listes soient rendues immédiatement . Je n'ai jamais vu depuis, nientendu parler de BORRIES, pas plus que de Von KUENSBERG . Une visite à Chambord et dans quelques autres dépôts, visite autorisée par le Général STRECCIUS, et à laquelle prirent part l'expert conseil de la Protection des Arts auprès du Militärbefehlshaber, Dr KUETGENS, et quelques autres experts, en plus des collaborateurs du groupe KUENSBERG, aboutit au résultat souhaité qui était de montrer que la protection des oeuvres d'art y était à tous points devue irréprochable. Son plan avait été déjoué. KUENSBERG retourna avec sa commission à Berlin . J'appris quelques temps après qu'il avait été désavoué par le Ministère des Affaires Etrangères à l'occasion de son affaire de rapt d'objets

H5078-0102

d'art. En tout cas , nous ne l'avons plus vu à la Protection des Arts . C'est ainsi que furent heureusement repoussées les attaques dirigées contre les effectifs des Musées Nationaux. Pendant mon activité, aucune autre action de ce genre n'a été entreprise .

e) Saisie d'oeuvres d'art appartenant à des Israëlites .

Dans l'ordre du 30.6 du Chef de l'OKW au Militärbefehlshaber de Paris, Général Von BOCKELBERG, il est question pour la première fois d'objets d'art et d'antiquités se trouvant en la possession d'Israëlites . On ne prévoyait pas alors d'expropriation . Comme je l'ai dit plus haut, c'est avec l'affaire KUETGENS que j'entendis parler pour la première fois de saisies d'oeuvres d'art appartenant à des Juifs . A cette époque, des objets, provenant de différents magasins d'objets d'art, avaient été rassemblés dans une maison de la rue de Lille, près de l'Ambassade allemande, par l'organe de l'Ambassade. Peu de temps après, surgirent les délégués du Reichsleiter ROSENBERG qui déclarèrent avoir pour mission de saisir des documents et oeuvres d'art appartenant à des Juifs . Ils se disaient membres d'un service appelé "Einsatzstab ROSENBERG" . Les fonctions de ce service furent peu à peu établies . L'Einsatzstab était une de ces nombreuses organisations placées à côté de l'Administration militaire dans les pays occupés, et qui, dans le Reich, étaient responsables devant des services civils .

Aussitôt que j'entendis parler des premières saisies, en connexion avec l'affaire von KUENSBERG, je priai le Militärbefehlshaber, Général STRECCIUS, d'intervenir, et je montrai l'illégalité du procédé, qui

H5078-0103

désavouait, à la fois les Conventions de la HAYE et les ordonnances de la Protection des Arts du I5.7.40 (toutefois, les premières saisies avaient déjà eu lieu avant la publication de l'ordonnance). Le rapport du Général STRECCIUS au Feldmarschall von BRAUCHITSCH amena la décision du II.8.40, dirigée contre le groupe von KUENSBERG, et qui, naturellement, était applicable dans ce cas particulier . Pour éviter que les biens artistiques soient transférés ou laissés dans les locaux de la rue de Lille, qui ne convenaient pas, quelques salles du Louvre furent réquisitionnées, sur un ordre du Militärbefehlshaber à Paris, pour que ces oeuvres y soient déposées . Etant donné que, jusque là, les ordre n'avaient pas fait mention de transport en allemagne, on pouvait du moins espérer qu'elles étaient au Louvre à l'abri de tout exode .

Quand l'Einsatzstab ROSENBERG entra en fonctions la situation changea considérablement, les saisies furent organisées méthodiquement et le dessein de transporter en Allemagne les objets saisis devint clair. Les ordres du Führer pour l'Einsatzstab ROSENBERG affirmaient expréssément que les "Sonderkommandos" de l'Einsatzstab avaient à exécuter leurs mission sous leur propre responsabilité et écartaient ainsi l'Administration militaire et la Protection des Arts . Le OKH et le Militärbefehlshaber déclinaient catégoriquement toute responsabilité pour un procédé qui, je pus m'en rendre compte en faisant diverses réclamations, était considéré comme illégal . Plusieurs notes de protestation du Gouvernement Français furent envoyées à l'OKW. Je ne sais pas s'il y fut répondu . A ma connaissance, on fit savoir aux services français qui avaient remis ces notes, qu'elles

H5078-0104

avaient été transmises aux autorités compétentes du Reich .

Comme une participation pratique de la Protection des Arts était exclue et que, de plus en plus, et en particulier dans les notes du Gouvernement Français, il était fait allusion à des questions de droit pour lesquelles les experts de notre organisation n'étaient ni instruits ni qualifiés, l'organisation de la Protection des Arts fut déclarée incompétente et toute l'étude de l'affaire fut confiée au groupe "Justiz" auprès du Militärbefehlshaber à qui le dossier fut remis. Pendant une séance du début de Janvier I94I, le jugement fut prononcé. Je fus témoin du reproche adressé par un membre du groupe "Justiz" au représentant de l'Einsatzstab ROSENBERG (dont le nom m'échappe) sur l'illégalité du procédé ; La réponse de l'intéressé montra qu'il lui manquait tout sens normal de la Justice, et qu'il était vain d'opposer aux agissements de l'Einsatzstab les arguments du droit et de la raison . Seule, une sentence venant de haut lieu aurait pu porter effet, mais li n'y avait rien à espérer de ce côté, puisque l'Einsatzstab ROSENBERG s'appuyait sur un ordre du Führer .

Aussi bien dans les conversations officielles que dans les conversations privées, j'ai sans cesse et avec insistance, exprimé mon opinion au sujet de l'illégalité du procédé des gens de ROSENBERG. En différentes occasions, j'ai pu me rendre compte que cette opinion était incontestablement connue des personnalités responsables, et aussi de ces Messieurs de l'Administration Artistique Française . Ceux-ci me l'ont nettement fait comprendre . J'ai appris plus tard que le S.D. rendait mon esprit d'opposition

H5078-0105

responsable des protestations du Gouvernement Français par la connaissance que celui-ci en aurait eue .

Au début, l'Einsatzstab se servit des salles du Musée du Louvre . Ils s'installèrent par la suite dans les salles d'exposition du Jeu de Paume .

Bien qu'il fut évident,déjà depuis la fin de I940, que ces trésors artistiques devaient être transportés en Allemagne et que HITLER et GOERING voulaient les conserver, en partie pour eux, et en partie pour les musées Allemands, je me décidai à me présenter chez GOERING lorsqu'ilvint à Paris, en Février I94I, pour examiner les oeuvres saisies..

Je nourrissais le faible espoir d'arriver à avoir un entretien avec lui sur les devoirs et les principes de la Protection des Arts, et, peut-être, occasionnellement, de lui laisser entrevoir notre opposition au sujet du procédé employé dans l'affaire des biens israëlites, mais ceci pouvait devenir dangereux pour moi . Il m'envoya promener de la façon la moins gracieuse et me congédia . Sans aucun doute, il était déjà au courant de mon opposition . Il était accompagné par un certain M. von BEHR de l'Einsatzstab ROSENBERG . Je n'étais pas mécontent du dénouement de cette affaire, car je voyais clairement que désormais mon attitude était connue en "haut lieu" . A partir de ce moment, je devais penser que mon rappel était possible d'un jour à l'autre . Il devait, cependant, se faire attendre plus d'une année, au cours de laquelle je dus m'absenter de longs mois en raison d'une grave maladie de reins. Ce délai peut avoir été dû à la mésentente qui s'éleva entre GOERING et HITLER, ou peut-être a-t-on voulu m'observer encore pendant quelques temps pour rassembler de plus nombreux matériaux .

H5078-0106

Je dus reconnaître avec tristesse que l'expert à la Protection des Arts auprès du Militärbefehlshaber à Paris, le Dr BUNJOS, avait joué un rôle très équivoque. Nous pûmes constater bientôt qu'il s'était acquis la sympathie de GOERING et que celui-ci le considérait toujours davantage comme son homme de confiance pour ses acquisitions artistiques . Il est le seul parmi les délégués, qui m'ait déçu de cette manière et qui ait renié les principes reconnus et suivis par tous ces messieurs . On parvint à faire agir le Militärbefehlshaber et à se débarrasser de BUNJOS au cours de l'été I94I, à l'occasion d'une mesure de restriction du personnel . Il fut pris dans la Luftwaffe dans les services privés de GOERING . Par la suite, je n'eus plus que rarement les nouvelles de l'activité de l'Einsatzstab ROSENBERG. J'appris tout d'abord que les objets saisis et transportés en Allemagne,-et destinés à HITLER , GOERING et aux musées allemands,- étaient placés dans les caves de la Chancellerie . Je ne sais pas si cela eut effectivement lieu ; je ne sais pas non plus si des oeuvres d'art ont vraiment été données aux musées allemands . J'ai entendu dire plus tard qu'une grande partie des effectifs , peut-être même leur totalité, avait été déposée dans les châteaux du Sud de la Bavière, évidemment à Neuschwanstein ou à Hohenschwangau .

Après la chute de Mussolini, une organisation de la Protection des Arts fut fondée en Italie . Le Dr von TIESCHOWITZ se rendit à Rome pour faire les démarches préliminaires et initier à sa mission le délégué auprès de la nouvelle administration militaire, Professeur EVERS. L'évènement le plus important fut le transfert des oeuvre d'art et des effectifs de la Bibliothèque du Mont Cassin

H5078-0107

dans le château Saint Ange à Rome .

Au début de I944, le OKW - sans doute à l'instigation de HIMMLER et sans l'approbation du OKH - confia la direction de la Protection des Arts en Italie au Ministerialrat Dr LANGSDORF, qui faisait partie des SS. Ainsi fut abandonné le principe maintenu depuis le commencement par la Direction centrale de la Protection des Arts et cette organisation fut livrée à une influence qui ignorait les principes et les méthodes de travail que nous avons défini dans cet exposé .

J'aimerais évoquer quelques évènements d'un intérêt général qui eurent lieu en France. Peu de temps après l'effondrement du front allemand, HIMMLER tenta de prendre à Bayeux la tapisserie de la Reine Mathilde pour l'emmener en Allemagne . Le Dr Von TIESCHOWITZ l'apprit, avertit à temps l'Administration Française des Musées Nationaux et contribua d'une manière décisive à ce sauvetage .

Depuis longtemps déjà un des chefs d'oeuvre du Musée de Cluny à Paris, dit "le retable de l'Empereur Henri II" aurait éveillé les convoitises de GOERING . Vraisemblablement c'est au début de I944 qu'il fut guidé sur ce choix par son conseil artistique . On pensa à un échange de grande envergure entre la France et l'Allemagne Celle-ci devait donner aux musées français avec quelques exécutions magistrales de l'art français que possédaient les musées allemands : telles que "l'Enseigne de Guersaint de Watteau, des oeuvres allemandes, par exemple "La Madone à la Violette" de Stephan Lochner . En échange, le retable de Bâle et quelques oeuvres d'artistes allemands qui se trouvaient dans les musées français, devaient être remis à l'Allemagne ou plutôt à la collection

H5078-0108

privée de GOERING . Je ne connais pas le détail de ces pourparlers . Soi-disant un entretien entre GOERING et LAVAL aurait lieu à ce sujet . Je sais qu'il y eut une explication longue et agitée entre le Ministre de la Culture du Gouvernement de Vichy, Abel BONNARD et GOERING. En ce qui concerne l'autel de Bâle, l'attitude de la Direction Française des Musées ne pouvait être qu'opposée à cet échange . Il semblait exister au sujet des oeuvres des artistes allemands une certaine disposition à entrer en pourparlers . Comme cet arrangement se discutait dans des sphères politiques qui n'étaient pas accessibles à l'Administration Militaire et à la Protection des Arts, mon successeur fit entendre ses premières et pressantes exhortations . Une transaction qui se serait effectuée sous la pression de la force occupante n'aurait nullement correspondu à un échange d'oeuvres d'art entre Etats libres et égaux, comme celui que j'aurais souhaité dans une paix qui aurait annulé toutes les injustices et les ressentiments et enterré définitivement toutes les discussions .

Du côté allemand, les plans d'échange de la clique artistique de GOERING ne pouvaient rencontrer que de l'opposition . "L'Enseigne de Guersaint" était en possession historique de Frédéric II de Prusse et avait été achetée par lui, grand admirateur de Watteau . Son exode aurait occasionné une lacune regrettable au point de vue de notre histoire culturelle. "La Madone à la Violette" était un bien de l'Eglise : Ni le Reich, ni GOERING n'avaient le droit d'en disposer. Mais on semblait ne pas vouloir s'arrêter à des empêchements de ce genre . En tant que Provinzialkonservator de la Rhénanie, j'avais prié instamment et exhorté le Général

H5078-0109

VICARIAT épiscopal de Cologne, qui était compétent , de s'accrocher en toutes circonstances aux titres de possession de l'Eglise .

Je tiens à évoquer un autre cas, dans lequel il nous fut permis d'arracher une collection artistique importante à l'Einsatzstab ROSENBERG . Le collectionneur M. BESTEGUI avait emmené dans sa villa à Biarritz un certain nombre d'oeuvres d'art remarquables . Dans son testament, il les avait léguées à l'Etat Français . Ces messieurs de la Protection des Arts ayant appris à temps les intentions des agents de ROSENBERG purent prévenir la Direction des Musées, et le possesseur transmit sa collection sans délai,en don, à l'Etat Français. Celle-ci fut immédiatement emmenée dans l'un des dépôts d'Etat et arrachée aux prises de l'Einsatzstab .

H5078-0110

Ueber meine Taetigkeit als Beauftragter des Oberkommandos des Heeres für den Schutz der Werke der bildenden Kunst von 1940 - 42.

Grundsätze und Arbeitsmethoden

von

Franz Graf Wolff Metternich.

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D./Art n° ~~xxx~~ 9

H5078-0111

Uebersicht.

Vorbemerkungen ..... Seite 1

Berufung, Stellung innerhalb der Verwaltung, Arbeitsgrundsaetze, Organisatorisches ..... Seite 3

Die wichtigsten Aufgabengebiete ..... Seite 8

1. Baudenkmale Seite 8

2. Bewegliche Kunstwerke Seite 12

3. Kunstleben Seite 25

Abberufung ..... Seite 27

H5078-0112

Der nachfolgende Bericht ist als eine Darlegung der persoenlichen Grundsaetze gedacht, nach denen ich als Beauftragter fuer Kunstschutz in den besetzten Laendern meine Taetigkeit ausgeuebt habe. Die konkreten Tatsachen, die ich ausfuehre, sollen in erster Linie Zeigen, in welcher Weise ich mich bemueht habe, diese Grundsaetze in der Praxis anzuwenden. Zugleich sollen sie einen Ueberblick ueber die Wichtigsten Aufgaben, die sich mir stellten, und ihre Loesung geben. Ich habe mich bemueht, alles anzufuehren, was wirklich wichtig ist und allgemeines Interesse beanspruchen koennte. Zwei Dinge treten in den Vordergrund:
1. die Bemuehungen um die Erhaltung der Baudenkmale und ortsfesten Kunstwerke, sowie der Schloesser und historischen Wohnbauten und die bei der Erfuellung dieser Aufgabe geleistete Unterstuetzung der einheimischen Behoerden,
2. der Kampf um die beweglichen Kunstwerke.

Diese Ausfuehrungen sollen meinen persoenlichen Anteil an der praktischen Arbeit und Verantwortung abgrenzen. Sie sollen Rechenschaft ablegen vor meinen eigenen Nachkommen, vor meinen Landsleuten, soweit sie sich der Bedeutung der Materie bewusst sind, und ein Gefuehl fuer die Verpflichtung gegenueber den europaeischen Kulturwerten haben und schliesslich vor den Fachkollegen in der ganzen Welt, die einen Anspruch haben zu erfahren, nach welchen Grundsaetzen ich mich bemueht habe, die Taetigkeit der deutschen Organisation zum Schutze der Kunstdenkmale in den besetzten Gebieten auszurichten.

Wie aus dem Text zu ersehen ist, war diese Organisation eine Einrichtung des Heeres, sie war demnach nur in jenen besetzten Laendern zustaendig, in denen das Oberkommando des Heeres Militaerverwaltung eingerichtet hatte, also in Frankreich, Belgien, Serbien und Griechenland.

Meine Ausfuehrungen koennen ausschliesslich die Zeit meiner Berufung von Mai 1940 bis Juni 1942 umfassen. Vereinzelte kurze Hinweise auf spaetere Ereignisse sind nur soweit gegeben als sie zur Verstaendigung des Bildes dienen, sie beruhen auf zuverlaessigen Mitteilungen meines Nachfolgers. Nur in geringem Umfang standen mir bei der Niederschrift Akten zur Verfuegung; sie stuetzt sich also im wesentlichen auf meine freie Erinnerung. Ich hoffe, dass die gesamte Taetigkeit der Organisation spaeter in einer zusammenfassenden Veröffentlichung publiziert werden wird.

Abschliessend gebe ich die feierliche Versicherung, dass meine Darlegungen nach bestem Wissen und Gewissen gemacht sind und dass ich nicht Wesentliches wissentlich ausgelassen oder hinzugefuegt und dass ich nichtin jeder Beziehung moeglichster Objektivitaet befleissigt habe.

H5078-0113

Berufung, Stellung innerhalb der Militaerverwaltung,

Organisatorisches, Arbeitsgrundsaetze.

Am 11.5.40. wurde ich zum OKH (Generalquartiermeister) einberufen und zum Beauftragten des OKH fuer Kunstschutz ernannt. Die Anregung zur Schaffung einer solchen Stelle ging offenbar von dem Staatskonservator der Kunstdenkmale, Ministerialdirektor Hiecke, aus, der mich als eine geeignete erscheinende Persoenlichkeit benannt haben duerfte. Bei verschiedenen Besuchen in Berlin im Winter 1939/40 hat er mit mir ueber seine Absicht gesprochen. Es schwebte ihm jedoch wahrscheinlich etwas anderes vor als was spaeter aus seiner Anregung geworden ist. Offenbar wollte er eine Art von Vertrauensstelle begruendet wissen zur Betreuung der Kulturwerte in den westlichen Operationsgebieten auf deutschem Boden, um den Bestrebungen der Denkmalpflege militaerischen Nachdruck zu verleihen. Indessen erfuhr ich bereits bei einer Vorbesprechung im Hauptquartier mit dem damaligen Chef des Stabes des Gen.-Qu., Oberst Wagner, der spaeter schnell zum Generalmajor, Generalleutnant und General der Artillerie avanciert, dem 20. Juli 1944 zum Opfer gefallen ist, dass man mich in den zu besetzenden Westgebieten einsetzen wuerde. Welches diese Laender sein wuerden, teilte man mir nicht mit. Ich dachte in erster Linie an Frankreich, mit dem wir uns damals allein im Krieg befanden. Irgendwelche Instruktionen erhielt ich bei dieser Vorbesprechung nicht. Es war nur die Rede von der verwaltungsmaessigen Einordnung meiner Person.

Mass und Art der Betaetigung blieb also meiner eigenen Initiative überlassen. Hinsichtlich meiner persoenlichen Verhaeltnisse wurde entschieden, dass ich nicht Offizier sondern Militaerverwaltungsbeamter sein sollte. Daraus ging hervor, dass man die Absicht hatte, mich in die Hierarchie der Militaerverwaltung einzugliedern, was auch bald darauf geschehen ist. Ich erhielt den Rang eines Oberverwaltungsrates (spaeter wurde ich zum Abteilungschef ernannt) und gehoerte zur Abteilung Verwaltung beim Generalquartiermeister.

Um erfolgversprechende Massnahmen fuer die Dauer der Operationen zu treffen, war es zur Zeit meiner Einberufung bereits zu spaet; der Feldzug hatte begonnen, die Fronten waren in Bewegung. Dass ein solcher Augenblick ungeeignet war, irgend etwas Wirksames zum Schutz von Bau- und Kunstdenkmalen bei den mit der Leitung der Operationen voll beschaeftigten Kommandostellen durchzusetzen, ist einleuchtend. Immerhin ist nicht zu verkennen, dass bei den oberen Kommandobehoerden eine gewisse Kenntnis der Werte, die auf dem Vormarsch angetroffen wurden, und auch eine gewissen Absicht, sie nach Moeglichkeit zu schonen (Beweise: Rouen, Amiens, Beauvais, Blois), Bewachung von Depots der Staatsmuseen in Chambord usw. aus eigener Initiative der Truppenfuehrer). Meine Stelle war also definitiv nur als Organ der Militaerverwaltung gedacht, d.h. sie sollte erst nach Beendigung der Operationen im rueckwaertigen Heeresgebiet, bzw. in den unter militaerischer Verwaltung genommenen Laendern fungieren.

H5078-0114

Welche Motive das OKH veranlasst haben, die Stelle des Kunstschutzbeauftragten zu schaffen, ist mir unbekannt. Dass ausser der Anregung des Stadtkonservators Hiecke noch andere Faktoren mitgesprochen haben, erscheint mir unzweifelhaft. In den Grundsaetzen fuer die Ausuebung der Militaerverwaltung war naemlich ein Passus enthalten, der besagte, dass Kulturwerte zu schonen und pfleglich zu behandeln seien. (Ich habe z. Zt. kein Exemplar zur Hand und entsinne mich auch nicht des Wortlautes).

Fuer das OKH waren auch wohl die Bestimmungen der "Haager Landkriegordnung", von denen unten die Rede sein soll, massgebend, schliesslich wohl auch die Erkenntnis der Verantwortung gegenueber den europaeischen Kulturwerten. Entscheidend wird auch mitgesprochen haben das Vorbild des Weltkrieges, in dem unter der Leitung meines Lehrers und Vorgaengers als Provinzialkonservator der Rheinprovinz, Prof. Paul Clemen, eine Kunstschutzorganisation fuer die besetzten Gebiete ins Leben gerufen worden war.

An dieser Stelle muss betont werden, dass die Gruendung des Amtes nicht vom OKW ausgegangen ist sondern vom OKH. Im Verlauf meiner Taetigkeit habe ich des oefteren feststellen muessen, dass das OKW ueber das Vorhandensein meiner Dienststelle garnicht oder nur mangelhaft orientiert war.

Ich war also, wie gesagt, Referent innerhalb der Abt. Verwaltung beim Generalquartiermeister, d.h. Sachbearbeiter fuer die Fragen des Kunstschutzes. Nachdem in den Laendern Belgien und Frankreich eine Militaerverwaltung eingesetzt worden war, wurden auch in den militaerischen Verwaltungsorganisationen dieser Laender Referate fuer Kunstschutz geschaffen. Holland wurde kurz nach der Besetzung einer Zivilverwaltung unterstellt, und damit kam eine militaerischer Kunstschutz nicht mehr in Frage.

Spaeter wurden den Militaerverwaltungen in Griechenland und Serbien Referate fuer Kunstschutz angegliedert. In Italien ist erst nach meinem Ausscheiden eine Kunstschutzorganisation gegruendet worden. Ich habe daher ueber sie nicht zu berichten.

Fuer meine Person bin ich bis zur endgueltigen Regelung des Kunstschutzes in den besetzten Gebieten mit Militaer-Verwaltung im Juli 1940 in Bruessel bei der dortigen Verwaltung geblieben. Anfang August siedelte ich nach Paris ueber, wo ich meine Amtsraume ebenfalls bei der Militaerverwaltung hatte. In beiden Fallen war ich aber nicht den betreffenden Verwaltungen unterstellt, sondern nur zugeteilt, gewissermassen als Gast. Meine zustaendige Dienststelle blieb nach wie vor das OKH. Mein Amtssitz im Hauptquartier aufzuschlagen, erwies sich als unzweckmaessig, da ich dort von meinem eigentlichen Aufgabenbereich zu weit entfernt war. Erst im Fruehjahr 1942, also kurz vor meine Ausscheiden, wurde ich der Militaerverwaltung Frankreich eingegliedert unter Beibehaltung meiner Funktionen beim OKH. Ich wurde zum Leiter der Gruppe Kultur ernannt. Da ich aber bereits im Juni beurlaubt und mir jede Amtshanlung verboten wurde, habe ich mich als solcher kaum betaetigen koennen.

Durch einen

H5078-0115

Durch einen grundlegenden Befehl, den das OKH im Juli 1940 erliess. Wurde die Kunstschutzorganisation begruendet. Danach behielt sich das OKH die allgemeine Steuerung des Kunstschutzes in den Laendern mit Militaerverwaltung vor und bediente sich dazu meiner Person. Bei den einzelnen Verwaltungen wurden Sachverstaendige als Referenten eingesetzt, wie oben bereits angedeutet. Die Zustaendigkeit der Organisation wurde auf die Werke der bildenden Kunst beschraenkt. Fuer alle anderen Kulturgueter wurden unabhaengige Abteilung geschaffen. (Anlage 1) Die Sachbearbeiter bei der Militaerverwaltung waren nicht mein Untergebenen; sie unterstanden vielmehr ihren betreffenden Militaerbefehlshabern, denen sie unmittelbar verantwortlich waren, die frei uber sie verfuegen und sie auch fuer andere Aufgaben einsetzen konnten. Wenn ich in der Erfuellung meiner Aufgabe als Sachverstaendiger des OKH Anweisungen zu geben fuer notwendig hielt, so geschah es indem entsprechende Befehle an die Militaerbefehlshaber erlassen wurden. In kleineren, also nicht grundsaetzlichen Angelegenheiten, konnte ich Anweisungen und Anregungen den Sachbearbeitern der Militaerbefehlshaber unmittelbar erteilen. Als Assistent und Stellvertreter wurde mir Kriegsverwaltungsrat Dr. von Tieschowitz zugeteilt, der mein einziger unmittelbarer Untergebener war.

Wie oben erwaehnt, habe ich keine Instruktionen fuer meine Taetigkeit erhalten. Die Grundsaetze, nach denen meine Arbeit aufzubauen war, musste ich also selber ermitteln und fuer mich und die uebrigen Beauftragten festlegen. Als obersten Grundsatz erkannte ich, dass unsere Aufgabe durchaus nicht militaerischer Art war, wenn auch zu ihrer Loesung unter Umstaenden militaerische Hilfe beansprucht werden musste. Es galt nicht, militaerischen Interessen zu dienen, sondern die allgemeine europaeische Forderung nach Erhaltung der Kunst- und Kulturgueter dem Militaer gegenueber durchzusetzen und zu erreichen, dass trotz der Notwendigkeiten der Kriegsfuehrung weitgehend Ruecksicht auf die Kulturgueter genommen wurde. Darin unterschied sich unsere Aufgabe sehr wesentlich von den anderen Abteilungen der Militaerverwaltung.

Die Rechtsgrundlage fuer unsere Taetigkeit und den unter allen Umstaenden richtunggebenden Ausgangspunkt unserer Arbeit bildeten die Bestimmungen der Haager Konvention (Anlage 2).

Waehrend meiner gesamten Taetigkeit in der Militaerverwaltung habe ich es als meine vornehmste Aufgabe erachtet, diese Bestimmungen peinlichst zu erfuellen, bzw. mich fuer ihre Erfüllung einzusetzen. Ich brauche nicht hervorzuheben, dass meinem Vaterland zu dienen, mir stets als oberste Pflicht galt. In diesem Falle bestand jenes Dienen darin, dafuer zu sorgen, dass die feierlich eingegangenen und meines Wissens immer als bindend anerkannten Bestimmungen der Haager Konvention wirklich erfüllt wurden. Waehrend meiner ganzen Taetigkeit sind mir gegenueber niemals die Verpflichtungen aus der Haager Konvention bestritten worden, wenn ich auch in einigen Faellen fest stellen musste, dass man sich von verschiedenen Seiten aus in der Praxis ueber sie hinwegsetzte.

H5078-0116

Der Schutz der Kulturgueter erschien mir, wie ich immer wieder den deutschen Militaerbehoerden nahelegte und meinen Mitarbeitern eingeschaerft habe, als eine selbstverstaendliche alle Kriegfuehrenden Maechte gemeinsam bindende europaeische Verpflichtung. Einen besseren Dienst an meinem Vaterlande als mich fuer die Verwirklichung dieser Gedanken einzusetzen, konnte ich mir nicht denken. Ich habe aus dieser meiner Auffassung weder bei den eigenen Landsleuten noch bei den Auslaendern ein Hehl gemacht. Auch bin ich davon ueberzeugt, dass meine Mitarbeiter in ueberwiegender Mehrzahl sich ihr durchaus angeschlossen haben. Mit aller Bestimmtheit kann ich das von meinem Vertreter und Nachfolger D. von Tieschowitz behaupten. Den zahlreichen Dienststellen der nationalsozialistischen Partei, die sich in Paris befanden und den ihr nahestehenden Kreisen erschien mein Haltung verdaechtig.

Meine Auffassung wurde als "frankophile und mit den Interessen des Reiches unvereinbare Haltung" bezeichnet. Von meiner fruehesten Jugend an habe ich eine ausgesprochene Vorliebe fuer Frankreich und die franzoesiche Kunst und Kultur gehabt, der ich mich durch zahlreiche Bande des Blutes verbunden fuehle. Eine aehnliche Zuneigung empfinde ich zu Belgien, zu den ich ebenso enge verwandtschaftliche Beziehungen habe. Eine solche Wertschaetzung der Kultur und Kunst dieser Laender (mein Spezialgebiet ist die mittelalterliche Architektur) schien mir eine persoenliche Vorbedingung fuer mein Arbeit zu sein. Dass sie sich mit einer echten Liebe zu meiner rheinischen Heimat und in weiterem Sinne zu meinem Vaterlande sehr wohl vereinbaren laesst und diese nicht im geringsten schmaelert, q duerfte jedem Einsichtigen klar sein.

Theoretisch und praktisch musste die Arbeit des Kunstschutzes in der Unterstuetzung der einheimischen Kunstverwaltungen bestehen, mit dem Ziele ihnen eine moeglichst ungestoerte Arbeit zu ermoeglichen. Ich habe die Absicht zu helfen, wo immer es moeglich war, bei jeder Gelegenheit kundgetan und wie ich bestimmt glaube, auch bewiesen. Jedenfalls ist sie mir gegenueber wiederholt amtlich und privat bestaetigt worden.

Ende Juli oder Anfang August 1940 wurden auf meine Veranlassung vom OKW Richtlinien fuer die Handhabung des Kunstschutzes bei den Militaerverwaltungen herausgegeben, die auf den oben dargelegten Grundsaetzen fussend die zu loesenden Aufgaben genau praezisierten. Diese "Richtlinien" bildeten gewissermassen das Grundgesetz fuer die Arbeit der Organe des Kunstschutzes bei den Militaerverwaltungen.

Die zahlreichen Einzelaufgaben, die der Kunstschutz zu erfuellen hatte, lassen sich in drei Hauptgruppen zusammenfassen: 1. Schutz der Baudenkmale, 2. Schutz der beweglichen Kunstdenkmale, 3. Betreuung des Kunstlebens.

H5078-0117

Die Aufgaben.

1. Schutz der Baudenkmale.

Durch die Kampfhandlungen waren zahlreiche Bauwerke von historischem Wert mehr oder weniger beschaedigt worden. Der Militaerischen Kunstschutz war weder berufen noch in de Lage mit eigenem Mitteln die Werke wiederherzustellen und zu erhalten, Das war alleinige Aufgabe und alleiniges Recht der einheimischen Behoerden und Organisationen der Denkmalpflege. Pflicht des militaerischen Kunstschutze, war es, die einheimischen Behoerden in den Stand zu setzen, sobald wie moeglich mit ihrer Arbeit zu beginnen. Zu diesem Zweck musste ihnen die Erlaubniss erwirkt werden, die Kriegsgebiete zu bereisen, die Baudenkmale zu pfotographieren und mit den oertlichen Instanzen Verbindungen aufzunehmen. In Frankreich kam erschwerend hinzu, dass das Land durch die Demarkationslinie zerschnitten war. Andererseits musste der Services des Monuments historiques mit seinen Aussenstellen im unbesetzten Gebiet Fuehlung nehmen. Das Kunstschutzreferat beim Militaerbefehlshaber hatte daher laufend fuer die Ausstellung der Passierscheine zu sorgen. Auch mussten die Genehmigungen zur Freigabe der baumaterialien und Arbeitskraefte bewirkt werden. Dank unserer Bemuehungen ist einheimischen Behoerden in Frankreich und Belgien gelungen, in verhaeltnismaessig sehr kurzer Zeit einen Ueberblick ueber den Stand der Kriegszerstoerungen zu gewinnen und die notigen Notmassnahmen (Abstuetzung usw.) auszufuehren. Auch konnte in groesserem Umfange bereits mit den endgueltigen Wiederherstellungsarbeiten begonnen werden.

Besondere Sorgfalt bedurften die ortsfesten Denkmale wie Kirchenportale, Grabdenkmaeler usw., die durch Sandsackpackungen und aehnliche Vorrichtungen geschuetzt waren. Da immer noch mit der Fortsetzung des Luftkrieges zu rechnen war, musste dafuer gesorgt werden, dass die Schutzvorrichtungen, die waehrend der Kaempfe beschaedigt worden waren oder im Laufe der Zeit unter dem Einfluss der Witterung im Verfall geraten, wiederhergestellt und verbessert wurden. Die einheimischen Behoerden wurden bei der Erfuellung dieser Aufgabe unterstuetzt.

In Belgien, wo nur sehr wenig zum Schutz der Denkmale geschehen war, musste noch viel nachgeholt werden. Dank der Unterstutzung und ich darf wohl sagen Initiative unserer Organisation sind 1940 und 1941 in wichtigen Kunstzentren besonders in Antwerpen und Brüssel bedeutende Arbeiten auf diesem Gebiet geleitstet worden (Z.B. Schutzvorrichtungen fuer die Rubensbilder in der Kathedrale, desgleichen fuer die Skulpruren in St. Paul, Fensterverglasungen in St. Gudula in Bruessel).

Was hier in Bezug auf Frankreich und Belgien gesagt worden ist, gilt auch fuer die spaeter hinzugekommenen Laender Serbien und Griechenland. Fuer die dort taetigen Beauftragten galten die gleichen in den oben genannten Richtlinien festgelegten Grundsaetze. Erwaehnen moechte ich an dieser Stelle unsere leider erfolglosen Bemuehungen um die Schafftung einer entmilitarisierten Zone um die Akropolis. Ich habe dieserhalb bei meiner Anwesenheit in Athen im Herbst 1941 mit dem italienischen Professor Laurenzi verhandelt.

H5078-0118

Eine Mittelstellung zwischen den Punkten 1) und 2) nahm die Fuersorge fuer die historischen Wohnbauten ein, die sowohl als Denkmale der Architektur wie auch wegen ihrer beweglichen Einrichtungen Gegenstand der Sorge waren. Das war natuerlich in erster Linie in den Laendern mit einer hochentwickelten Wohnkultur namentlich in Belgien und Frankreich der Fall. Schon waehrend meines Aufenthaltes in Belgien habe ich aus eigener Initiative dafuer gesorgt, dass Ermittlungen ueber den Zustand der historischen Wohnbauten angestellt wurden, dass die Eigentuemer, soweit sie geflohen waren, in den Stand gesetzt wurden, ihre Haeuser wieder zu beziehen oder die noetigen Massnahmen zur Beseitigung der Kriegsschaeden zu ergreifen, und da wertvolle Inneneinrichtungen vor Entwendungen, Zerstoerung oder Beschaedigung geschuetzt wurden. Zu diesem Zweck wurde es den Eigentuemern ermoeglicht, diese Gegenstaende in besonderen Raeumen zusammenzufassen, die von militaerischer Benutzung ausgenommen wurden. Wenn ein ueberragender historischer Wert vorlag, wurden ganze Gebaeude fuer jede Einquartierung gesperrt. Diese unter besonderem Schutz gestellten Gebaeude und Raeume wurden durch Plakate der Militaerbefehlshaber kenntlich gemacht und durch Befehle der Truppe bekanntgegeben. In Frankreich wurden Karten mit Eintragung der schuetzenden historischen Wohngebaeude herausgegeben. Auf diesem Gebiet ergab sich eine enge Zusammenarbeit mit der einheimischen Denkmalpflege, Behoerden und privaten Organisationen, so in Frankreich mit der Demeure historique, die gebeten wurden, die Wuensche und Beschwerden der Eigentuemer zu ermitteln mit dem Ziele, helfend einzugreifen und mit dem Schutze der Kunstwerke eine Minderung der Einquartierungslast zu verbinden. Etwa im Sommer 1941 waren von den Beauftragten fuer Kunstschutz in Belgien und Frankreich rund 500 Schloesser und historische Wohnbauten besichtigt und bearbeitet worden. Bei meinen Ausscheiden im Juni 1942 hatte sich die Zahl ohne Zweifel sehr erheblich vergroessert. Ueberhaupt behielt diese Aufgabe bis zuletzt unvermindert ihre Bedeutung.

Missstaende und Uebergriffe waren leider nicht immer zu vermeiden, ueber fluessige Beschaedigungen und Mangel an Ruecksicht auf Kulturwerte zuweilen zu beklagen, Sie sind sicherlich die Begleiterscheinung jedes Krieges. Sache des Kunstschutzes war es, immer wieder belehrend und mahnend einzugreifen, zu pruefen und die noetigen Benutzungs- und Belegungsbeschraenkungen durchzusetzen. Ernstere Faelle, in denen z. B. Entwendungen von Wertgegenstaenden oder Verschleppung von Moebel in Frage kamen, wurden dem Kriegsgericht uebergeben. Selbstverstaendlich waren aber diese Massnahmen Angelegenheit der Militaerverwaltungen der einzelnen Laender. Der Zentrale lag es ob, die Beauftragten immer wieder auf die Bedeutung dieser Aufgabe hinzuweisen.

Der Praesident der Demeure historique, Duc de Noailles, hat mir ausdruecklich den Dank fuer unsere erfolgreichen Bemuehungen zum Schutz der historischen Wohnbauten in Frankreich ausgesprochen und denselben in dem gedruckten Bericht ueber die Taetigkeit seiner Organisation in den ersten Kriegsjahren niedergelegt.

Aehnlich anerkennend hat sich der Praesident des Instituts de France, M.Germain Martin, fuer den Schutz der in der Provinz geborgenen Kunstschaetze des Institut de France und fuer die Sorge um das Schloss Chantilly mir gegenueber brieflich und muendlich geaeussert.

H5078-0119

Wiederholt ist bemerkt oder mir sogar zum Vorwurf gemacht worden, dass ich einen so grossen Wert auf den Schutz der Baudenkmale und historischen Wohnbauten gelegt haette, ich haette damit ausschliesslich den Interessen der besetzten Laender gedient. Wir haetten uns ueberhaupt nicht um die ganze Angelgenheit kuemmern sollen, sondern es den einheimischen Behoerden allein ueberlassen sollen, mit diesem Problem fertig zu werden (Anlage 4). Ich habe mich hierdurch in keiner Weise beeinflussen lassen. Es schien mir ubestreitbar, dass in diesem Punkte, besonders was den Schutz der historischen Wohnbauten und ihrer Einrichtungen anbelangte, eine klare Verpflichtung anerkannt werden musste, wenn der Kunstschutz ueberhaupt einen Sinn haben sollte. Gleichwohl war eine so weitgehende Sorge fuer die Wiederherstellung der Baudenkmale vielleicht nicht unmittelbar aus der Haager Konvention abzuleiten.

2. Bewegliche Kunstwerke.

Die Betreuung der beweglichen Kunstwerke stellte sich sehr bald als die schwierigste Aufgabe heraus. Konkret bestand sie darin, die beweglichen Kunstwerke aller Art aus oeffentlichen und privaten Besitz gegen direkte und indirekte Kriegsgefahren zu schuetzen. Die Bestimmungen der Haager Konvention erschienen uns in diesem Punkte eindeutig.

Zur Beurteilung des gesamten Fragekomplexes ist jedoch zu berucksichtigen, dass die Auffassungen ueber das Verhaeltnis des Staates zu den kirchlichen, kommunalen und privaten Kunstsammlungen sowie die Rechtslage in den einzelenen besetzten Laendern durchaus verschieden sind.

Direkte Kriegsgefahren waren nach beendigung der Kampfhandlungen ausschliesslich Gefaehrdung aus der Luft, indirekte waren die gleichen wie bei den Einrichtungen historischer Wohnbauten (Beschaedigung oder Zerstoerung durch militaerische Benutzung, Entwendung). Bei Museen und oeffentlichen Sammlungen waren die Gebaeude von jeder militaerischen Benutzung auszunehmen. Der Schutz der Privatsammlungen war im allgemeinen demjenigen der historischen Wohnbauten einbegriffen. Die Bestaende der Museen und öffentlichen Sammlungen waren von den Kunstverwaltungen der verschiedenen Staaten gegen die Gefahren des Luftkrieges im Innern der Laender geborgen worden. Hierzu hatte man sich hauptsaechlich entlegener und daher als sicher angesehener Schloesser bedient. Im grossen Umfange war das in Frankreich geschehen. Hier setzte nun in hervorragendem Masse die Aufgabe des Kunstschutzes ein. Nach Abschluss des Waffenstillstandes liefen Berichte von Armeekommandos ueber vorgefundene Depots und zu ihrem Schutze erteilte Befehle, gestellte Wachen usw. ein. Bei einer Reise, die ich im Juni 1940 von Belgien aus nach Frankreich machte, besuchte ich sofort die wichtigsten Depots im Chambord und Cheverny, wo mir von den Herren der franzoesichen Museumsverwaltung ausdruecklich bestaetigt wurde, dass die Truppen sich korrekt verhalten haetten und dass die Kunstwerke vollzaehlig und unbeschaedigt vorhanden seien.

Nach Einrichtung der Militaerverwaltung wurden auf meine Veranlassung durch Befehl des Militaerbefehlshabers in Frankreich, General Strecciu aus Landesschutzenbataillonen Wachen gestellt. Spaeter wurden diese fast alle wieder zurückgezogen, nachdem die Kampfgruppen das verlassen hatten. Vielfach wurde den Waechtern der franzoesischen staatlichen Museums verwaltung die Genehmigung zum Waffentragen erteilt. Es wurde dafuer gesorgt, dass die obersten Kunstbehoerden in Paris dauernd Verbindung mit den Depotchefs behalten konnten.

H5078-0120

Zur Ausuebung der Kontrolle und fuer den notwendigen Personalwechsel wurden die erforderlichen Passierscheine erwirkt. Das Betreten der Depots wurde grundsaetzlich verboten, bzw. von der ausdruecklichen schriftlichen Genehmigung einer hoehren Dienststelle der Militaerverwaltung abhaengig gemacht.

Im Laufe der Zeit erachtete die franzoesiche Museumsverwaltung es als wuenschenswert, gewisse Depots einer besseren Uebersicht wegen zusammenzulegen. Auf Wunsch und Vorschlag derselben wurden die noetigen Transporte freigegeben und unterstuetzt. Von 1941 an wurde die Raeumung der Museem der Kuestenzone fuer erforderlich angesehen. Die Kunstschutzorganisation hat im staendiger Verbindung mit der staatlichen franzoesichen Museumsverwaltung alles getan, um eine reibungslose und schnelle Durchfuehrung dieser Massnahme zu ermoeglichen. Die Betreuung der Museumsdepots habe ich als eine der wichtigsten, wenn nicht als die wichtigste Aufgabe des Kunstschutzes den Beauftragten ans Herz gelegt.

Besonderer Fuersorge bedurften die Museen in Griechenland, deren Bestaende auch weitgehend gegen Kriegsgefahr geborgen waren. Uebergriffe, d.h. Beschaedigungen und Entwendungen von kleineren, leicht beweglichen Fundstuecken, namentlich von Keramik geringeren Wertes, die in den abgelegenen Museen z.B. in Theben und Knossos auf Kreta waehrend der kampfhandlungen vorgekommen waren, wurden soweit moeglich gerichtlich verfolgt, und durch besondere Schutzmassnahmen fuer die Zukunft verhindert.

Das franzoesiche archaeologische Institut in Athen ist auf meine Veranlassung von jeder militaerischen Benutzung ausgenommen worden, solange die deutsche Besatzungsmacht in Griechenland massgeblich war. Auch wurde dem Institut seine Forschungsarbeit auf dem Peloponnes gestattet und ermoeglicht.

Bald nach meiner Ankunft in Frankreich musste ich feststellen, dass verschiedene Stellen, die nicht zur Militaerverwaltung gehoerten, sich fuer die beweglichen Kunstwerke interessierten. Bereits Ende Juni 1940 hatte der Chef des OKW dem damaligen Militaerbefehlshaber in Paris, General von Bockelberg, eine Anordnung des Fuehrers uebermittelt, die besagte, dass die beweglichen Kunstwerke in Frankreich in Gewahrsam der Besatzungsmacht zu nehmen seien; eine Enteignung sei nicht beabsichtigt, jedoch seien sie als Pfand fuer die spaeteren Friedensverhandlungen zu betrachten. Naehere Anweisungen ueber die Ausfuehrung sind nicht ergangen, insbesondere ist keine Interpretation des Ausdrucks "Gewahrsam" erforlt. Ohne eine solche konnte jede geeignet erscheinende Massnahme getroffen werden, um Zugriffe aller Art namentlich Ortsveraenderungen, von welcher Seite sie auch beabsichtigt sein mochte, zu verhindern, und so mit der Erfuellung des Wortlautes der Anordnung eine wirksame Massnahme zum Schutz der beweglichen Kunstwerke verbunden werden. Als geeignetes Mittel erschien der Erlass einer "Verordnung der beweglichen Kunstschaetze in Frankreich", die am 15.7.1940 veroffentlicht wurden Ihre wichtigsten Bestimmungen unterwarfen bei Kunstwerken, die eine angemessene Mindestwertgrenze ueberschritten, alle ihrer Substanz veraendernden Eingriffe, Ortsveraenderungen und Rechtsgeschaefte der Zustimmung des Militaerbefehlshabers, dem auch die Genehmigung zum Betreten der staatlichen Depots durch nicht unmittelbar bestaetigte Militaer- und Zivilpersonen vorbehalten war.

H5078-0121

Durch ergaenzende Anordnungen wurden die lokalen Instanzen der Militaerverwaltung ueber die Ausfuehrungen der Bestimmungen belehrt. Zur praktischen Verwirklichung der Schutzbestimmungen wurden die Museumsdepots in der Provinz, wie oben erwaehnt, mit militaerischen Wachen versehen. Ohne eine einigermassen zuverlaessigen Uebersicht ueber die Bestaende mussten alle Schutzmassnahmen erfolglos bleiben. Daher wurden Bestandsmeldungen innerhalb der genannten Westgrenze eingefordert.

Wie notwendig es war, durch eindeutige Verordnungen fuer den Schutz des beweglichen Kunstgutes zu sorgen, sollte sich bald zeigen. Einer besseren Uebersicht wegen erscheint es angebracht, die verschiedenen zeitlich zum Teil parallel verlaufenden Aktionen, die sich mit beweglichen Kunstschaetzen beschaeftigten und mit denen die Kunstschutzorganisation sich auseinanderzusetzen hatte, getrennt zu behandeln.

a) Rueckfuehrung von Kunstwerken aus ehemaligem deutschen Besitz aus Frankreich:
In der Zeit von 1794 bis zu den napoleonischen Kriegen sind zahlreiche Kunstwerke aus deutschem privaten und öffentlichen Besitz ebenso wie aus den anderen damals besetzten Laendern nach Frankreich gebracht worden. Der groesste Teil gelangte nach dem Friedensschluss 1815 wieder nach Deutschland zurueck, eine erhebliche Anzahl von zum Teil namhaften Werken blieb aber in Frankreich. Nach der Besetzung dieses Landes im Juni 1940 kam in Deutschland der Wunsch auf, jene Werke von Frankreich zurueckzufordern. Der Reichserziehungsminister beauftragte die preussischen Oberpraesidenten sowie die zustaendigen Landesbehoerden auf Grund der in Deutschland befindlichen Unterlagen Listen der in Frage kommenden Werke aufzustellen. Mit der Leitung wurde Generaldirektor Dr. Kuemmel aus Berling beauftragt. Spaeter erhielt der Propagandaminister Dr. Goebbels die Oberleitung der ganzen Akten. Die Aufgabe des Dr. Kuemmel war zunaechst nur vorbereitender Art, d.h. er sollte die Wunschlisten aus Deutschland zusammenfassen und ueberpruefen und in Frankreich den Verbleib der Gegenstaende zu ermitteln. Dr. Kuemmel erschien Anfang August bei mir und erlaeuterte mir seinen Auftrag. Danach war eine sofortige Rueckfuehrung nicht beabsichtigt. Ich hatte den Eindruck, dass er gewaltsamen und illegalen Vorgehen durchaus abgeneigt war. Seine Aufgabe in Frankreich war meines Erachtens verhaeltnismaessig leicht zu loesen. Ein genaues Studium der allgemein zugaenglichen Museumskataloge und der Akten des Staatsarchivs duerften die noetigen Auskuenfte geliefert haben. Demgemaess ist Dr. Kuemmel mit seinen Gehilfen auch nicht lange in Paris geblieben. Einige Monate spaeter wurde der Archaeologe Prof. Moebius beauftragt, die Nachforschungen nach dem Verblieb der Kunstwerke fortzusetzen.
Ich glaube nicht, dass er konkrete Ergebnisse erzielt hat, die wesentlich ueber bereits Bekanntes hinausgingen. Wohl duerfte er manches uebrigens wahrscheinlich auch schon bekannte ueber die Taetigkeit der Kommissare des Nationalkonventes in Deutschland ermittelt haben.

H5078-0122

Welche Absichten bei der Reichsregierung ueber die Rueckfuehrung besonders ueber ihren Termin bestanden, ist mir nicht mitgeteilt worden. Ich glaube auch nicht, dass Dr. Kuemmel etwas darueber wusste. Nach meiner persoenlichen Ansicht war es selbstverstaendlich, dass ohne Pruefung der Rechtslage kein Entschluss gefasst werden durfte. Im uebrigen habe ich aus meiner Auffassung kein Hehl gemacht, dass diese heikele, das Ehrgefuehl der Voelker so stark beruehrende Frage nur bei dem Friedensschluss durch eine freie Abmachung unter den gleichberechtigten Voelkern ihre Erledigung finden koenne. Ich haette es sicher gerne gesehen, wenn die Kunstwerke, die damals deutsche Kirchen und Sammlungen zierten, auf legalem Wege wieder nach Deutschland zurueckgelangt waeren. Dabei schwebte mir weniger eine einseitige Rueckforderung als ein Austausch von Kunstwerken vor, mit dem Ziele, die in den französischen Nationalmuseen verhaeltnismaessig schlecht vertretene Kunst durch einige erstrangige deutsche Werke aufzubessern. Dieser meiner Ansicht schlossen sich manche Verstaendige an, andere hingegen haben sie gegen mich ausgespielt (Anlage 4)

Ende 1941 oder im Fruehjahr 1942 wurde ich beauftragt, dem Minister Goebbels ueber den Stand der Vorbereitungsarbeiten zu berichten. Ich erhielt die ausdrueckliche Instruktion, als Ansich des Militaerbefehlshabers zu betonen, dass die endgueltige Regelung der ganzen Angelegenheit dem Friedensvertrag vorbehalten müsse. Goebbels empfing mich nicht, da er krank war, dagegen nahm der Staatssekretaer Gutterer meinen Bericht entgegen. Er schloss sich der Auffassung des Militaerbefehlshabers an.

H5078-0123

b) Erfassung der militaerischen Siegestrophaeen.

Konteradmiral Lorey, Direktor des Berliner Zeughauses, war vom OKH beauftragt, alle in frueheren Kriegen als Siegestrophaeen nach Frankreich gebrachten Waffen und militaerischen Beutestuecke deutscher Provenienz zurueckzufuehren. Ich war grundsaetzlich nicht beteiligt, da es sich um eine militaerische Angelegenheit handelte. Trotzdem hat der Admiral mich in grossen Zuegen ueber seinen Auftrag orientiert und mich um Mitteilung um etwaige in Frage kommenden Gegenstaende gebeten. Ich habe ihn an Generaldirektor Kuemmel bzw. an die im Reich mit der Aufstellung der Rueckforderungslisten beauftragten Organe des Reichsministeriums verwiesen. Meines Wissens hat er sich mit allen in Frage kommenden franzoesischen Stellen in Verbindung gesetzt. Alle Anfragen, die von Deutschland aus ueber Waffen und militaerische Gegenstaende aus frueherem deutschen Besitz an mich gelangten, habe ich an Admiral Lorey weitergeleitet.

c) Rueckfuehrung der aus Elsass, Lothringen und Belgien stammenden Kunstwerke in ihre Laender.

Anfang Juli erhielt ich vom Reichserziehungsministerium die Abschrift einer Mitteilung des Auswaertigen Amtes ueber den Verbleib von Kunstwerken aus dem Elsass, die von der franzoesischen Kunstverwaltung gegen Kriegsgefahr im Innern des Landes in Sicherheit gebracht worden waren. Darunter befand sich auch der Isenheimer Altar. Da fast saemtliche Werke und zwar, m. W. die wichtigsten sich im unbesetzten Frankreich befanden, habe ich dem OKH vorgeschlagen, die Waffenstillstandkommission einzuschalten. Wie der Gang der Verhandlungen im einzelnen war, weiss ich nicht, jedenfalls sind im Laufe des Septembers auf Anordnung der Regierung in Vichy die elsaessischen Kunstwerke freigegeben und von einer Kommission aus Strassburg abgeholt und nach dem Elsass gebracht worden. Auf Wunsch der Direktion der Staatsmuseen in Paris sind unter diesen Kunstwerken befindlichen Leihgaben aus franzoesischen Nationalmussen ausgenommen worden und in ihren Aufbewahrungsorten zurueckgeblieben. Auf Veranlassung des Kunstschutze s ist der Eisenbahntransport, soweit der besetzte Gebiete durchquerte, von einer militaerischen Wache und einem Feuerschutzkommando begleitet worden. Seitdem habe ich nichts mehr von der Angelegenheit gehoert. Ob der Isenheimer Altar in Colmar geblieben ist, weiss ich nicht.

Die aus Lothringen stammenden Kunstwerke sind von einer Kommission aus Metz ohne unser Wissen und unter Missachtung der Bestimmungen der Kunstschutzverordnung vom 17. 7. 40. abgeholt worden, wie ich nachtraeglich erfahren habe.

Im August 1940 erhielt ich einen Antrag aus Belgien auf Rueckforderung einer Anzahl von Kunstwerken nach Gent, die von dort nach Pau gebracht worden waren, darunter der Genter Altar der Gebrueder van Eyck, M.W. ging er auf die Stadtverwaltung von Gent zurueck. Da Pau im unbesetzten Gebiet lag, gab ich den Antrag an das OKH zwecks Weiterleitung an die Waffenstillstandskommission. Der Ruecktransport sollte, falls er zustande kaeme, von der belgischen Regierung ausgefuehrt werden. Wie der weitere Verlauf der Angelegenheit war, ist mir im einzelnen nicht mehr erinnerlich. Ich glaube mich zu entsinnen, dass die Kunstwerke mit Ausnahme des Genter Atlares noch im Herbst 1940 nach Gent zurueckgelangt sind. Der letztere ist in Pau belassen worden, da der Transport nicht fuer ratsam gehalten wurde und die Unterbringung in Pau nach Lager der Dinge guenstiger erschien als in Gent. Von Zeit zu Zeit ist er durch eine gemischte belgische, franzoesische und deutsche Sachverstaendigenkommission auf seinen Erhaltungszustand geprueft worden. Wohinfer gebracht wur e, ist mir unbekannt.

Auch von gewissen belgischen Kreisen wurde gelegentlich der Wunsch ausgesprochen, die waehrend der franzoesischen Revolution und in der napoleonischen Zeit aus den oesterreichischen Niederlanden, dem heutigen Belgien, nach Frankreich geschaffen und bei dem Friedensschluss 1815 dort gebliebenen Kunstwerke zurueckzufordern. Die Angelegenheit wurde von den Militaerverwaltungen der beiden Laender nicht weiter verfolgt.

H5078-0124

d) Aktion v. Kuensberg.

Anfang August 1940 erhielt ich durch einen Beauftragten des Generaldirektors Kuemmel die vertrauliche Mitteilung, dass ein Legationssekretaer Freiherr v. Kuensberg in Paris eingetroffen sei, der ein "Sonderkommando" fuehre mit dem Auftrage, in den Kampfgebieten Akten des franzoesischen Aussenministeriums zu beschlagnahmen. Er gebe vor, ausserdem auch eine Anzahl von Kunstwerken beschlagnahmen zu sollen und zwar vornehmlich aus juedischen Besitz und solchen deutschfeindlichen Elemente. Zum ersten Mal erfuhr ich seit Beginn meiner Taetigkeit von einem derartigen Versuch, Kunstwerke durch einen wirklich bestehenden oder vorgeblichen amtlichen Auftrag getarnt zu entwenden. Bei dieser Gelegenheit hoerte ich auch zum ersten Mal von der Beschlagnahmung von Kunstwerken israelitischem Besitz. Darauf will ich unten zurueckkommen. Auch kamen mir Gerüchte zu Ohren, dass von der Luftwaffe Kunstwerke abtransportiert worden seien. Es ist nie gelungen, hierueber Klarheit zu erhalten, da die Luftwaffe weder dem OKH noch dem Militaerbefehlshaber unterstellt oder verantwortlich war und sich durch die maechtige Persoenlichkeit Goerings gedeckt wusste.

Von Anfang an war ich ueberzeugt, dass das besagte Vorhaben des Herrn v. Kuensberg illegal sei und dass es sich bei ihm um eine Art von moderner Freibeuter handle, und zwar umsomehr als mir versichert wurde, er wolle unbedingt ohne Wissen des Kunstschutzes vorgehen. Mit dem Auftreten von Kuensbergs fiel ein Vorstoss des Botschafters Abetz zusammen, der offenbar zum Ziele hatte, die Betreuung der beweglichen Kunstschaetze in Frankreich der Kunstschutzorganisation zu entziehen und in die Haende der Botschaft zu zpielen. Abetz habe dem Fuehrer, so erfuhr ich weiter ueber die Handhabung des Kunstschutzes in den besetzten Gebieten Vortrag gehalten. In welchem Sinne ist mir nicht bekannt geworden, doch berechtigt mich das ganze Vorgehen des Botschafters zu der Annahme, dass sein Bericht sicherlich nicht zustimmend war. Er soll auch darueber gekraenkt gewesen sein, dass ich mit ihm keine Verbindung aufgenommen hatte, wozu ich mich uebrigens keineswegs veranlasst sah. Es war mir klar, dass wenn die Betreuung der beweglichen Kunstwerke in Frankreich dem Kunstschutz und damit dem Militaerbefehlshaber entzogen wuerde, jeglichen Uebergriffen die Tuer und Tor aufgemacht waeren und dass dann der Kunstschutz seinen Sinn verloren haben wuerde. Ich haette den Kampf gegen die ueberlegenen Maechte aufgeben und dulden koennen, dass dieser heikele Punkt aus meinem Verantwortungsbereich ausgeschieden wuerde, aber das haette meinen eingangs dargelegten Arbeitsgrundsaetzen widersprochen und unweigerlich dazu gefuehrt, dass wertvolle Kunstwerke aus dem franzoesischen Staatsbesitz verschwunden waeren, denn es zeigte sich bald, dass der Angriff der Gruppe von Kuensberg gegen die Schaetze der Staatsmuseen gerichtet war.

Ich habe also sofort dem Militaerbefehlshaber General Strecius, der zunaechst zustaendig war, benachrichtigt. Er hat seinerseits dem Feldmarschall v. Brauchitsch berichtet und von ihm die Entscheidung erhalten, dass den Beauftragten der Botschaft bezw. des Auswaertigen Amtes zwar Einsicht in die Listen der Kunstwerke gewaehrt werden duerfte, aber jegliche Verlagerung von Kunstschaetzen verboten sei, ausserdem seien die Depots in der Provinz streng zu bewachen. General Streccius hatte seinerseitz bereits die Stellung einer Wache fuer Chambord befohlen. Die Bewachung der uebrigen Depots von der oben die Rede war, wurde von ihm am 1.9.40 angeordnet.

Wenige Tage spaeter erschien bei mir Herr v. Kuensberg mit seinem Stabe. Bei diesem Besuch lernte ich erst die Schamlosigkeit des Planes in ihrem vollen Umfang erkennen: Unter dem Vorwand mangelhafter Unterbringung in Chambord sollten die Bestaende (wohl im wesentlich Bilder) nach dem Louvre gebracht, dort die Auswahl in Ruhe vorgenommen und der Abtransport nach Deutschland vorbereitet werden. Dieser Plan musste natuerlich mit den staerksten Mitteln bekaempft werden. Ich glaube die verschiedenen Phasen des Kampfes im Hinblick auf seinen guenstigen Ausgang uebergehen zu koennen und mich auf folgende Bemerkungen beschraenken zu duerfen. Der Entscheidung des Feldmarschalls von Brauchitsch entsprechend sollte Beauftragten der Botschaft Einblick in die Listen der Kunstwerke gestattet werden. Die Beschaffung

H5078-0125

derselben beanspruchte natuerlich eine gewisse Zeit, da sie zum Teil erst zusammengestellt werden mussten. Inzwischen bedraengten Mitglieder der Gruppe v. Kuensberg und der Botschaft die Herren der Verwaltung der franzoesischen Staatsmuseen in taktloser und ungebuehrlicher Form und entrissen ihnen schliesslich teilweise unter Bedrohung die Listen. Ich habe im Beisein von zwei Herren der Louvredirektion, M. Marcel Aubert und M. Billiet, dem Maler Boerries aus der Gruppe Kuensberg in schaerfster Form mit lauter Stimme das Ungebuehrliche seines Vorgehens zum Ausdruck gebracht und die Listen sofort zurueckgefordert. Seitdem habe ich weder von ihm noch von Kuensberg mehr etwas gehoert oder gesehen. Ein von General Streccius genehmigter Besuch in Chambord einigen anderen Depots, an dem ausser Mitgliedern der Gruppe Kuensberg der Sachberater fuer Kunstschutz beim Militaerbefehlshaber Frankreich Dr. Kuetgens, und andere Sachverstaendige teilnahmen, fuehrte zu dem erwarteten Ergebnis, dass die Unterbringung der Kunstwerke in jeder Beziehung einwandfrei war. Damit war dem Plan v. Kuensberg der Boden entzogen. Er fuhr mit seiner Kommission nach Berlin zurueck. Nach einiger Zeit erfuhr ich, dass er vom Auswaertigen Amt hinsichtlich seiner Kunstraub-Aktion desavouiert worden sei. Jedenfalls ist er im Bereich des Kunstschutzes nicht mehr aufgetaucht. Damit war dieser Angriff auf die Bestaende der Staatsmuseen erfolgreich abgeschlagen. Waehrend meiner Amtszeit ist kein weiterer mehr unternommen worden.

e) <u>Die Beschlagnahmung von Kunstwerken aus israelitischem Besitz.</u>

In der bereits angefuehrten Anweisung des Chefs des OKW vom 30. 6. an den Militaerbefehlshaber von Paris, General von Bockelberg ist erstmalig von Kunst- und Altertumswerken in juedischem Besitz die Rede gewesen (siehe Seite). Eine Enteignung war damals nicht beabsichtigt Wie oben erwaehnt, ist mir die Beschlagnahmung von Kunstwerken aus juedischem Besitz zum ersten Male im Zusammenhang mit der "Aktion v. Kuensberg" bekannt geworden. Damals waren aus verschiedenen Kunsthandlungen durch Organe der Botschaft Kunstwerke in ein Haus in der Naehe des deutschen Botschaftsgebaeudes in der rue de Lille in Paris gebracht worden. Kurz danauf tauchten Beauftragte des Reichsleiters Rosenberg auf, welche die Erfassung von Dokumenten und Kunstwerken aus juedischem Besitz als ihre Aufgabe bezeichneten. Sie gaben sich bald als Mitglieder eines sogenannten "Einsatzstabes Rosenberg" zu erkennen, dessen Funktionen erst allmaehlich deutlich wurden. Der Einsatzstab war eine jener zahlreichen Organisationen, die neben der Militaerverwaltung in den besetzten Gebieten eingesetzt und einer nicht militaerischen Stelle im Reiche verantwortlich waren.

Sobald mir die ersten Beschlagnahmungen im Zusammenhang mit der Angelegenheit v. Kuensberg zu Ohren kamen, habe ich gleich den Militaerbefehlshaber General Streccius um Einschreiten gebeten und auf das Illegale des Vorgehens hingewiesen, das sowohl gegen die Bestimmungen der Haager Konvention als auch die Kunstschutzverordnung vom 15.7.40 verstiess. (Die ersten Beschlagnahmungen muessen bereits allerdings vor Erlass der Verordnung erfolgt sein.) Sein Vortrag bei Feldmarschall von Brauchitsch fuehrte zu jener im Kampf gegen die Gruppe von.Kuensberg wichtigen Entscheidung vom 11. 8. 40, die natuerlich auch in diesem Fall anwendbar war. Um eine Verschleppung der bereits beschlagnahmten Kunstgueter und ihre Vernachlaessigung in den ungeeigneten Raeumen rue de Lill zu verhindern, wurden einige Saele im Louvre zur Aufnahme dieser Werke auf Anordnung des Militaerbefehlshabers in Paris beansprucht. Da die bisherigen Befehle nichts von einem Abtransport nach Deutschland enthielten, war zu hoffen, dass sie im Louvre wenigstens vor Verschleppungen sicher sein wuerden.

Als der"Einsatzstab Rosenberg" seine Taetigkeit begann, trat eine erheblicher Veraenderung der Lage ein, indem die Beschlagnahmung nunmehr planmaessig durchgefuehrt wurden und die Absicht zu Tage trat, die Gegenstaende nach Deutschland abzutransportieren. Die Befehle

H5078-0126

des Fuehrers fuer den Einsatzstab Rosenberg bestimmten ausdruecklich, dass die Sonderkommandos des Einsatzstabes ihre Aufgabe in eigener Verantwortlichkeit durchzufuehren haetten (Anlage 3). Damit waren die Militaerverwaltung und mit ihr der Kunstschutz ausgeschaltet. Das OKH wie der Militaerbefehlshaber lehnten demgemaess jede Verantwortung fuer das Vorgehen ab, das wie ich bei wiederholten Vorstellungen meinerseits feststellen konnte, als ungesetzlich betrachtet wurde, kategorisch ab. Mehrere Protestnoten der franzoesischen Regierung die im Laufe der Zeit eingingen, wurden an das OKW weitergeleitet. Es ist mir unbekannt, ob eine Antwort auf die Noten erfolgt ist. Meines Wissens ist den franzoesischen Dienststellen, welche die Noten ueberrgeben hatten, von der Militaerverwaltung mitgeteilt worden, dass sie an die zustaendige Reichsbehoerde weitergeleitet worden seien.

Da nunmehr eine sachliche Beteiligung des Kunstschutzes ausgeschaltet war und in zunehmendem Masse, insbesondere durch Noten der franzoesischen Regierung Rechtsfragen beruehrt wurden, fuer die die Sachbearbeiter des Kunstschutzes selbstverstaendlich weder vorgebildet noch zustaendig waren, wurde die Kunstschutzorganisation als unzustaendig erklaert und die gesamte Bearbeitung der Materie der Gruppe Justiz beim Militaerbefehlshaber uebergeben, dem auch die Akten ausgehaendigt werden mussten. In einer Sitzung Anfang Januar 1941, bei der die Entscheidung getroffen wurde, war ich Zeuge, wie dem Vertreter des Einsatzstabes Rosenberg (sein Name ist mir nicht mehr erinnerlich) die Ungesetzlichkeit des Vorgehens von einem Mitglied der Gruppe der Justiz vorgehalten wurde, Die Antwort zeigte, dass dem Betreffenden jeglicher normale Rechtsbegriff fehlte und dass es aussichtslos war, mit Rechts- oder Vernunftsgruenden gegen das Treiben des Einsatzstabes Rosenberg vorzugehen. Nur ein Machtspruch von "hoechster Stelle" haette Abhilfe schaffen koennen. Aber von der Seite aus war nichts zu erhoffen, da der Einsatzstab Rosenberg sich auf einen Fuehrerbefehl stuetzte.

Meine persoenliche Ansicht ueber die Angelegenheit mit ihrer Ungesetzlichkeit des Vorgehens der Rosenbergleute habe ich sowohl bei amtlichen Besprechungen als auch in persoenlichen Aussprachen immer wieder betont. Dass diese den verantwortlichen Persoenlichkeiten und auch den Herren der franzoesischen Kunstverwaltung bekannt war, habe ich bei verschiedenen Gelegenheiten einwandfrei feststellen koennen. Die letzteren haben mir dies zu wiederholten Malen ausdruecklich bestaetigt. Geraume Zeit spaeter erfuhr ich, dass der S.D. die Proteste der franzoesischen Regierung im wesentlichen auf das Bekanntwerden meiner Einstellung zurueckfuehrte. (Anlage 4).

Der Einsatzstab bediente sich anfangs der Raeume im Louvre, spaeter wurden diese gegen die Ausstellungsraeume im Jeu de Paume ausgetauscht.

Obschon es bereits Ende 1940 klar wurde, dass die Kunstschaetze nach Deutschland abtransportiert werden sollten, und dass Hitler und Goering sie teils fuer sich, teils fuer deutsche Museen behalten wollten, beschloss ich, mich bei Goering zu melden, als er im Februar 1941 zur Besichtigung der beschlagnahmten Werke nach Paris kam. Ich hegte die schwache Hoffnung, mit ihm ueber die Aufgaben und Grundsaetze des Kunstschutzes ins Gespraech zu kommen und bei der Gelegenheit vielleicht auch etwas ueber die Bedenken gegen das Vorgehen in der Angelgenheit des isrealitischen Kunstbesitzes durchblikken zu lassen, obschon das ohne Zweifel fuer mich gefaehrlich werden konnte, denn ich wurde von ihm in der unsanftesten Weise abgefertigt und entlassen. Ohne Zweifel war er vorher bereits ueber meine Einstellung orientiert worden. Er war begleitet von einem Herrn v. Behr vom Einsatzstab Rosenberg. Ich war ueber diesen Verlauf persoenlich nicht unbefriedigt, da ich klar erkannte, dass meine Haltung nunmehr an "Hoechster Stelle" bekannt war. Von jenem Augenblick an musste ich taeglich mit meiner Abberufung rechnen. Wenn sie aber noch etwas ueber ein Jahr, waehrend dem ich uebrigens monatelang wegen einer schweren Nierenerkrankung ausscheiden musste, auf sich warten liess, so koennte das auf die damals entstandene Verstimmung zwischen Goering und Hitler zu erklaeren sein, vielleicht wollte man mich noch eine zeitlang beobachten, um mehr Material gegen mich zu sammeln.

Zu meinem grossen Schmerze musste ich feststellen, dass der Sachbearbeiter fuer Kunstschutz beim Militaerbefehlshaber in Paris Dr. Bunjes, eine sehr zweideutige Rolle gespielt hatte. Es zeigte sich bald, dass er die Zuneigung Goerings erworben hatte, und von ihm in wachsenden Masse als

H5078-0127

Vertrauensmann bei seinen Kunsterwerbungen herangezogen wurde. Er ist der einzige der Beauftragten, der mich in dieser Weise enttaeuscht und die von allen anderen Herren anerkkannten und befolgten Grundsaetze verleugnet hat. Es gelang, den Militaerbefehlshaber in Paris zu bewegen, ihn im Sommer 1941 aus Anlass einer ersten Personaleinsparungsmassnahme abzubauen. Er wurde von der Luftwaffe in den engeren Dienst Goerings uebernommen.

Von dem weiteren Verlauf der Taetigkeit des Einsatzstabes Rosenberg erhielt ich nur spaerliche Nachrichten. Ueber den Verbleib der beschlagnahmten Gegenstaende nach dem Abtransport nach Deutschland erfuhr ich zunaechst, dass die fuer Hitler, Goering und deutsche Museen bestimmten Stuecke in die Keller der Reichskanzlei gebracht werden sollten. Ob das geschehen ist, weiss ich nicht, auch nicht ob wirklich Werke an deutsche Museen abgegeben worden sind. Gerruechtweise erfuhr ich spaeter, dass ein grosser Teil der Bestaende, moeglicherweise sogar alle, in die suedbayerischen Koenigsschloesser, offenbar nach Neuschwanstein und Hohenschwangen gebracht worden seien.

3. Die Betreuung des Kunstlebens.

Nach der erfolgten Besetzung war es Aufgabe der Besatzungsbehoerden in den besetzten Laendern, das oeffentliche Leben wiederherzustellen und aufrecht zu erhalten, wie das durch die Haager Konvention vorgesehen ist. Dass im 20. Jahrhundert, zumal in Laendern mit hochentwickelter Kultur, das Kunstleben als ein wichtiger Zweig des oeffentlichen Lebens angesehen werden muss, ist einleuchtend. Die Militaerverwaltungen mussten daher dafuer sorgen, dass, soweit es moeglich war, alle Hindernisse, die sich der Entfaltung eines normalen Konstlebens entgegenstellten, aus dem Wege geraeumt wurden. Die Mitwirkung der Kunstschutzorganisation bei dieser Aufgabe war ihrer allgemeinen Bestimmung entsprechend auf die bildende Kunst beschraenkt. Sogar innerhalb dieses Rahmens waren ihrer Kompetenz enge Granzen gezogen.

Getreu ihrem Grundsatz zu helfen und zu schuetzen hatte sie bei der Erfuellung dieser Aufgabe, wie in so vielen anderen Faellen, eine Vermittlerrolle zwischen den einheimischen Behoerden und der militaerischen Besatzungsmacht zu speilen. Es war vor allem dafuer zu sorgen, dass die Kuenstlerschaft ungehindert ihrer Arbeit nachgehen konnte, dass die zur Foerderung ihres materiellen Wohles geschaffenen Einrichtungen wieder in Gang kamen und ihr Betrieb aufrecht erhalten wurde. Dazu gehoerte natuerlich auch das Ausstellungswesen. Gleichermassenwar dafuer zu sorgen, dass das Museumsleben wieder in Gang kam, soweit das von den einheimischen Behoerden angestrebt wurde und mit den Kriegsverhaeltnissen vereinbar erschien.

Die Eroeffnung von einigen Saelen des Louvre Ende September 1940 sollte in symbolischer Form das Wiedererstehen des Museumslebens dokumentieren. Ich erhielt den Auftrag, eine Begruessungsansprach zu halten. Das war mir ein willkommener Anlass, in der Oeffentlichkeit die Grundsaetze und Ziele des Kunstschutzes zu verkuenden, auf die ungeheueren Menschheitswerte, die in den zur Schau gestellten Kunstwerken beschlossen waren, hinzuweisen, und endlich allen Verantwortlichen das Gewissen zu schaerfen.

Mit dem geistigen Inhalt des Kunstlebens, d.h. mit den von den Kuenstlern behandelten Themen und den Tendenzen der Ausstellungen hatte sich die Kunstschutzorganisation ebenso wenig zu befassen wie mit dem Stil. Im uebrigen wuerde diese Aufgabe mehr als alle anderen von der besonderen Struktur des Kulturlebens in den einzelnen Laendern bestimmt, und verlagerte sich somit in die eigene Zustaendigkeit der oertlichen Militaerverwaltung. Ich musste daher als Beauftragter fuer Kunstschutz beim OKH meine Aufgabe durch den symbolischen Akt der Louvre-Eroeffnung

im wesentlichen als erfuellt betrachten. Von dem Schutz der Museeen und der Bergung der Museumsgueter ist oben die Rede gewesen.

Bald zeigten sich bei den Parteistellen, die sich in den besetzten Laendern breitmachten, Tendezen, das Kunstleben im Sinne einer propagandistischen Einwirkung auf die Oeffentlichkeit zu beeinflussen. Daher kam es, dass die Propagandoorganisationen und wahrscheinlich auch andere Stellen, die mir nicht bekannt sind, sich in zunehmendem Masse am Ausstellungswesen und moderne bildende Kunst kuemmerten. Die Kunstschutzorganisation war grundsaetzlich hieran nicht beteiligt, ebensowenig wie an der Veranstaltung von deutschen Ausstellungen in den besetzten Laendern.

Meine Abberufung.

v Nach meinem Zusammenstoss mit Goering im Februar 1941 und nachdem die Kunde von meiner ablehnenden Haltung gegenueber den Bestrebungesn des Einsatzstabes Rosenberg zu den "Hoechsten Stellen" gedrungen war, musste ich taeglich damit rechnen, dass ein entscheidender Schlag gegen mich gefuehrt werden wuerde. Ich habe oben schon angedeutet, aus welchen Gründen er nach meiner Vermutung so lange auf sich warten liess. In der Zwischenzeit hatte ich des Oefteren Veranlassung, mich von bestimmter Seite aus beobachtet und mit Argwohn umgeben zu fuehlen.

Vom Herbst 1940 an war es kein Geheimnis mehr, dass sich Machtfaktoren aus dem Reich gestuetzt auf die NSDAP mit Erfolg bemuehten, der Militaerverwaltung als einer Einrichtung des Heeres eine Position nach der anderen planmaessig zu entreissen. So broeckelte die Autoritaet dieses hoechsten vom OKH eingesetzten Verwaltungsorganismus allmaehlich ab. Ich musste zusehen, wie dem Kunstschutz, der nun einmal auf die Unterstuetzung der Militaerverwaltung angewiesen war, und der unter keinen Umstaenden dem Einfluss jener fremden Machtfaktoren ausgeliefert werden durfte, der Boden unter den Fuessen entzogen wurde.

Seitdem es klar war, dass meine Haltung in der Angelegenheit Rosenberg bei allem meiner Person entgegengebrachten Wohlwollen doch keine wirksame Unterstuetzung finden wuerde, hatte meine Arbeit einen wesentlichen Teil ihres Sinnes und Inhaltes eingebuesst. Diese Lage musste den Gedanken an meinen Ruecktritt nahelegen. Ich haette ihn auch im Hinblick auf meine seit Herbst 1941 geschwaechte Gesundheit vielleicht durchsetzen koennen. Dennoch glaubte ich, auf meinem Posten ausharren zu sollen, in erster Linie wegen des mir von den Herren der franzoesischen Kunstverwaltung entgegengebrachten Vertrauens. Auch bei den zustaendigen Stellen der Militaerverwaltung und des OKH genoss ich immer noch persoenliches Ansehen. Unter solchen Umstaenden hielt ich es fuer meine Pflicht auszuharren in der Hoffnung, dass ich mich getragen von beiderseitigem Vertrauen im Dienste der hohen Aufgaben der Kunstschutzorganisation helfend, schuetzend und beratend wuerde einsetzen koennen, bis zu dem Augenblick, in dem der erwartete Entlassungsbefehl ergehen wuerde. Bei meinen Entschluessen musste auch die Ruecksicht auf die Aufgaben in den anderen besetzten Laendern mitsprechen, denen meine Erfahrung und die persoenliche Autoritaet, die ich nun einmal besass, solange wie moeglich zu Gute kommen sollten.

Im Juni 1942 wurde ich durch ein Telegramm des OKH auf unbekannte Zeit beurlaubt und mir zugleich jegliche Amtshandlung untersagt. Eine telefonische Anfrage, brachte mir die Aufklaerung, dass durch Befehl des OKW (gez. Keitel) meine sofortige Entlassung angeordnet worden sei. Im Hinblick auf das Wohlwollen, das man mir beim OKH nach wie vor entgegenbringe, sei der Befehl aber in dieser etwas gemilderten Form ausgefuehrt worden. Anscheinend fehlte es aber an Mut, mehr in meinem Interesse zu unternehmen.

Ueber die Gruende meiner Entlassung konnte oder wollte man mir keine Auskunft geben. Da es mir aber unbedingt darum zu tun sein musste, sie zu erfahren, befragte ich einen General vom Heerespersonalamt, dessen Anwesenheit in Paris mir bekannt geworden war. Er eroeffnete mir, dass der Fuehrer auf Veranlassung Goerings persoenlich bei Keitel beauftragt habe, meine Entlassung anzuordnen. Damit war die Vermutung, dass meine Stellungnahme zur Frage der Beschlagnahmung israelitischer Kunstgueter und

H5078-0128

H5078-0129

wahrscheinlich auch meine allgemeine Haltung Goering unerwuenscht war, beinahe bewiesen. Auch bei den fuehrenden Persoenlichkeiten der Militaerverwaltung und bei meinen Mitarbeitern war diese Ansicht verbreitet. Ich wurde allgemein als ein Opfer meiner Gesinnung betrachtet. Die endgueltige Bestaetigung meiner Vermutung erhielt ich Ende April 1943. Danach wurde mir die in der Anlage beigefuegte Abschrift eines Berichtes des S.D. ueber meine Taetigkeit in Frankreich und ueber meine politische Haltung von einem Bekannten im Reichserziehungsministerium vertraulich uebersandt. (Anlage 4).

Im Oktober 1943 wurde ich endgueltig aus der Militaerverwaltung und damit aus dem Heeresdienst entlassen.

Nach meiner Beurlaubung bin ich in gewissen Abstaenden nach Paris gereist aus formalen Gruenden, z. B. um einen Wehrsold in Empfang zu nehmen, ferner um einige wissenschaftliche Arbeiten, die ich begonnen hatte, zu beenden. Bei diesen Gelegenheiten kam es selbstverstaendlich mit meinen frueheren Mitarbeitern zu wiederholtem Gedankenaustausch, auch habe ich bisweilen auf ihren ausdruecklichen Wunsch mit den Herren der franzoesischen Kunstverwaltung ueber allgemeine Fragen des Kunstschutzes gesprochen. Das alles hatte aber durchaus inoffiziellen Charakter, denn es war mir ja strengstens untersagt irgendwelche Amtshandlungen auch in privater Form vorzunehmen.

Die franzoesische Kunstverwaltung hat ihr Vertrauen nach meiner Entlassung auf meinen Nachfolger, Dr. von Tieschowitz, von dem bekannt war, dass er seine Taetigkeit nach den von mir aufgestellten Grundsaetzen entfalten werde, uebertragen. Klare Beweise hierfuer sind die gemeinsamen Bemuehungen bei der Bergung des Museumsgutes aus den Kuestengebieten in das Innere des Landes im Laufe des Jahres 1943 und vor allem die Tatsache, dass die franzoesische Kunstverwaltung nach Besetzung der bisher freien Zone durch deutsche Truppen ausdruecklich um die Ausdehnung des Kunstschutzes auch auf diese Gebiete gebeten hat.

Einige Begebenheiten, ueber die mich mein Nachfolger in vertraulicher Form orientiert hat, moechte ich ergaenzend erwaehnen, da sie zur Vervollstaendigung des im Vorhergehenden entworfenen Bildes dienen koennen. Nach dem Sturz Mussolinis wurde in Italien eine Kunstschutzorganisation gegruendet. Dr. von Tieschowitz begab sich nach Rom, um die einleitenden Schritte zu tun, und den Beauftragten bei der neu gegruendeten Militaerverwaltung ausersehenen Prof. Evers in seine Aufgaben einzuweisen. Die wichtigste Begebenheit war die auf Veranlassung von Herrn von Tiechowitz bewirkte Uebertragung der Kunstwerke und Bibliotheksbestaende aus Monte Cassino in die Engelsburg zu Rom.

Anfang 1944 uebertrug das OKW wohl auf Anstiften Himmlers ohne Zuziehung desOKH die Leitung des Kunstschutzes in Italien einem der SS angehoerenden Ministerialrat Dr. Langsdorf. Damit war der von Anfang an festgehaltene Grundsatz der zentralen Steuerung des Kunstschutzes aufgegeben. und er einem Einfluss ausgeliefert, dem die in diesen Ausfuehrungen definierten Grundsaetzen und Arbeitsmethoden fremd waren.

Aus Frankreich moechte ich einige Ereignisse erwaehnen, die allgemeines Interesse beanspruchen duerften: Kurz vor dem Zusammenbruch der deutschen Front in Frankreich machte Himmler den Versuch, den Teppich der Koenigin Mathilde aus Bayeux nach Deutschland zu entfuehren. Dr. von Tiechowitz erfuhr hiervon, warnte rechtzeitig die Verwaltung der franzoesischen Staatsmuseen und trug so entscheidend zu seiner Rettung bei.

Schon seit laengerer Zeit hatte eines der Hauptwerke des Cluny-Museums in Paris, das sog. Retabel Kauser Heinrich II., die Begehrlichkeit Goerings erweckt. Wahrscheinlich war er Anfang 1944 durch seine Ratgeber in kuenstlerischen Angelegenheiten erst auf das Stueck aufmerksam gemacht worden. Es wurde an einen grosszuegigen Austausch von Kunstwerken zwischen Frankreich und Deutschland gedacht, der neben einigen Spitzenleistungen franzoesischer Kunst aus deutschem Museumsbesitz, z. B. das Firmenschild des Gersaint von Watteau, auch deutsche Kunstwerke, so die Madonna mit der Veilchenbluete von Stefan Lochner, den franzoesischen Staatsmuseen zufuehren sollte. Als Gegenleistung sollten das Baseler Retabel und einige Werke

H5078-0130

deutscher Kuenstler aus franzoesischen Museen Deutschland, oder besser gesagt der Privatsammlung Hermann Goering, ueberlassen werden. Der Gang der Verhandlungen ist mir im einzelnen nicht bekannt. Angeblich hat eine Aussprache zwischen Goering und Laval dieserhalb stattgefunden: bestimmt weiss ich von einer langen und lebhaften Auseinandersetzung des damaligen franzoesischen Kultusministers der Cichyregierung, Abel Bonnard, mit Goering. Die Haltung der franzoesischen Museumsverwaltung konnte nur eindeutig ablehnend sein, was das Hauptstueck, den Baseler Altar, anbelangte. Ueber die Werke deutscher Kuenstler schien eine gewisse Verhandlungsbereitschaft zu bestehen. Da sich die Auseinandersetzung in einer nicht der Militaerverwaltung und erst recht nicht dem Kunstschutz zugaenglichen politischen Sphaere abspielte, verhallten die ernsten und eindringlichen Warnungen meines Nachfolgers. Eine solche unter dem Druck der Besatzung zustande gekommenen Transaktion haette in keiner Weise den Austausch von Kunstwerken durch eine unter freien und gleichberechtigten Staaten geschlossenen Abmachung entsprochen, wie ich sie mir fuer den Fall eines allen Unrecht und Ressentiment begleichenden und allen Streit endgueltig begrabenden Friedensschlusses gedacht hatte.

Auch deutscherseits konnten die Tauschplaene der Goeringschen Kunstclique nur Ablehnung begegnen. Das Firmenschild des Gersaint war historischer Besitz Friedrichs II von Preussen und von ihm, dem grossen Bewunderer Watteaus, angekauft worden. Sein Abwandern haette eine auch kulturgeschichtlich beklagenswerte Luecke gerissen. Die Madonna mit der Veilchenbluete steht in kirchlichem Eigentum, ueber das weder das Reich noch Goering ein Verfuegungsrecht hatten. Aber ueber derartige Bedenken schien man sich leicht hinwegsetzen zu wollen. Ich habe als Provinzialkonservator der Rheinprovinz das zustaendige Erzbischoefliche Generalvikariat in Koeln dringend gewarnt und gebeten, unter allen Umstaenden an den Besitztiteln der Kirche festzuhalten.

Bemerkenswert erscheint mir ein anderer Fall, in dem es gelungen ist, eine bedeutende Kunstsammlung dem Einsatzstabe Rosenberg zu entreissen. Der Sammler M. Bestegui hatte in seiner Villa in Biaritz eine Anzahl bedeutender Kunstwerke zusammengetragen. In seinem Testament hatter sie dem franzoesischen Staat vermacht. Solange er lebte, wollte er sich aber noch an ihrem Besitz erfreuen. Die Herren der Kunstschutzorganisation, die rechtzeitig erfahren hatten, dass die Rosenbergagenten es auf die Sammlung abgesehen haetten, konnten die Museumsverwaltung rechtzeitig aufmerksam machen und dadurch bewirken, dass der Eigentuemer seine Sammlung ohne Verzug dem franzoesischen Staate als Geschenk uebereignete. Sie wurde sofort in eines der staatlichen Deports gebracht und so dem Zugriff des Einsatzstabes Rosenberg entzogen.

1319

Rea 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art
Document FA 10

Lettre R e i n e c k e

du 12 octobre 1941

H5078-0131

H5078-0132

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art :.....

TRADUCTION DU DOCUMENT F.A. 10

Le Chef du Service général
de la Wehrmacht
au
Grand Quartier Général de
la Wehrmacht

Berlin W 35, le 12 octobre 1941

Secret !

1424/41 g

Objet : Saisie des oeuvres d'art
sous propriété juive en France

Au

Délégué du Führer pour la surveillance de l'instruction et de l'éducation intellectuelle et doctrinale du Parti National-socialiste.

Monsieur le Reichsleiter R o s e n b e r g

B e r l i n W 35

Très honoré Monsieur le Reichsleiter,

Je vous envoie ci-joint une pièce émanant du Haut Commandement de l'armée, en vous priant d'en prendre connaissance.

Avant de transmettre l'affaire à M. le Maréchal du Reich, et en me référant à notre entretien précéden je vous prie de me faire connaitre si, pour la saisie des oeuvres d'art se trouvant aux mains des juifs en France, une base juridique a été entre temps trouvée et, éventuellement, laquelle.

Hail Hitler !

(signé) Reinecke

4 pièces jointes
avec prière de retour.

1320

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.d.D. Art
Document FA 11

Lettre U t i k a l

du 3 novembre 1941

H5078-0133

H5078-0134

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D. Art.:.....

TRADUCTION DU DOCUMENT F.A.11

PARTI NATIONAL-SOCIALISTE OUVRIER ALLEMAND

---------- Direction du Reich ----------

Etat-Major Spécial du
Reichsleiter Rosenberg
pour les territoires
occupés.
Berlin W 35
Margaretenstrasse 18

Berlin Charlottenbourg 2
Bismarkst. 1

Le 3 novembre 1941

Secret

Le Chef de l'Etat-Major

au

Chef du Service général de la Wehrmacht
Monsieur le Général R e i n e c k e

B e r l i n W 35
Tirpitzufer

Très honoré Général,

Votre lettre du 12.10.41 -1424/41 g J - adressée au Reichsleiter Rosenberg n'a été transmise pour donner suite.

Je joins à la présente lettre la prise de position de l'Etat-Major spécial Rosenberg quant à la protestation du Gouvernement français contre la saisie de trésors artistiques sous propriété juive. Le Reichsleiter Rosenberg a donné personnellement son assentiment au texte de cet avis.

Comme le Ministre des Affaires étrangères a déjà eu à s'occuper d'une protestation semblable du Gouvernement français, je transmets en même temps aux Affaires

H5078-0135

Etrangères cet avis de l'Etat-Major Spécial Rosenberg et vous laisse le soin d'une démarche éventuelle du Haut Commandement de la Wehrmacht auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

En outre, je transmets toute l'affaire avec notre avis au Maréchal du Reich, vu qu'il est personnellement intéressé à cette question.

Le Reichsleiter Rosenberg vous serait reconnaissant de l'informer si l'affaire a été transmise au Gouvernement français. Il vous prie de lui envoyer copie du texte de la réponse officielle.

Heil Hitler !

(signé) Utikal

Pièces jointes.

1321

Read 6/2/46

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au
Ministère Public

L.d. D. Art.
Document : F.A. I2

Prise de Position de
l'Etat-Major Spécial
ROSENBERG

- 3 Novembre 1941 -

- - - - - - - - - - -

H5078-0136

H5078-0137

DOC. R.F. N°

PRISE DE POSITION

de l'Etat-Major Spécial du Reichsleiter ROSENBERG au sujet de la protestation du Gouvernement Français (Commissariat Général aux Questions Juives) en date du 25 Juillet I94I, contre la saisie d'objets d'art appartenant à des Juifs.

Au sujet de la protestation du Gouvernement Français contre la saisie d'objets d'art appartenant à des Juifs, il y a lieu de dire ce qui suit :

I

1.- Les saisies citées par le Gouvernement Français ont été effectuées par l'Etat-Major Rosenberg en vertu des décisions du Fuhrer formulées dans les lettres du Haut Commandement de l'Armée en date du 5 Juillet I940 et du I7 Septembre I940.

2.- La saisie a touché simplement des objets d'art et des documents appartenant à des juifs qui avaient leur domicile en France occupée.

3.- Les titres appartenant à des juifs n'ont pas été saisis par l'Etat-Major. Or, le Gouvernement Français a protesté également contre une telle saisie sous les N° I A, à i à 3, 8 I0 et 11 de la protestation du 25 Juil et I94I. Il est possible que le service de protection des devises qui dirigeait vers l'Etat-Major Rosenberg des objets d'art, ait trouvé des titres dans les trésors ouverts par lui. Ici nous ignorons tout de l'emploi qui a été fait de ces titres et tout dépend de la décision du service de protection des devises.

4.- Il n'a été saisi d'objets d'art appartenant à l'Etat-Français, ni appartenant à des particuliers français non juifs. Si dans quelques cas il s'est révélé que les objets saisis faisaient partie de la propriété privée de français non juifs, ces objets ont été déjà restitués.

II

Les motifs de la saisie d'objets d'art appartenant à des juifs étaient les suivants :

1.- La guerre contre le Grand Reich allemand a été poussée spécialement par la juiverie et la franc-maçonnerie mondiale qui alliées avec des politiciens à leur goût, ont lancé divers états et peuples européens dans la guerre contre l'Allemagne. C'est pourquoi les mesures du Reich allemand contre les juifs comme auteurs de cette grande guerre doivent être toutes spéciales.

.../..

H5078-0138

2.- Par la conquête de la France , l'armée allemande a libéré l'Etat et le peuple français de l'influence de la juiverie internationale. L'armistice avec l'état et le peuple français, n'a pas été conclu avec les juifs en France, qui, d'après les conceptions juridiques et politiques essentielles du Grand Reich allemand, ne peuvent être d'aucune manière placés à égalité avec le peuple français. Qu'ils aient été déclarés déchus ou non, peu importe, dans tous les cas ils sont considérés comme un "Etat dans l'Etat" et comme un adversaire permanent du reich allemand. Ils ont constamment montré dans d'autres Etats qu'ils formaient cette unité. Les mesures du Reich contre les Juifs en Europe doivent donc, même au point de vue juridique, être considérées et jugées d'une manière fondamentalement différente des mesures prises par exemple contre le peuple français.

3.- Le Grand Reich allemand considère que les Juifs en France comme dans le monde entier n'ont pu s'approprier de si grandes richesses que grâce à une prise d'influence politique qui a ôté au peuple allemand la possibilité d'avoir part aux biens et par conséquent aux biens économiques et culturels de l'univers. En outre, des émigrés juifs partis d'Allemagne ont emporté leurs valeurs dans d'autres pays, partiellement en France. Par exemple, l'origine allemande de la richesse juive est irréfutablement établie devant l'histoire en ce qui concerne la famille Rothschild. La saisie des biens culturels juifs ne constitue donc qu'une mesure de représailles relativement insignifiante contre le juif, notre adversaire depuis des dizaines d'années

4.- Jusqu'ici, seul le Grand Reich allemand a mené avec succès une lutte efficace contre la juiverie universelle. Par suite des faits d'armes de son armée, les peuples de l'Europe ont été libérés de la domination juive. La mise en sûreté des oeuvres d'art possédées par les juifs doit donc être en même temps considérée comme une faible indemnité pour les lourdes charges supportées et les grands sacrifices faits par le Reich en faveur des peuples d'Europe dans la lutte contre la Juiverie.

5.- Les mesures de représailles allemandes contre les juifs ont aussi leur fondement dans le droit des gens. Il y a dans le droit des gens un principe reconnu selon lequel on a le droit d'employer dans la guerre les mêmes moyens, de se servir des mêmes conceptions; d'exercer les mêmes représailles dont l'adversaire a lui-même usé le premier. Or, les Juifs ont de tout temps dans leur droit Judaïque, formulé dans le Talmud et dans Schulchan Aruchn, appliqué ce principe que tous les non juifs "doivent être considérés comme du bétail" et par conséquent sont dépourvus de droits; que la propriété des non-juifs doit être traitée comme une chose qui a été abandonnée

.../..

H5078-0139

c'est-à-dire comme n'ayant pas de maitre. Exactement dans le même esprit le Président de la Fédération Américaine pour la Paix, Théodore Néthan Kaufman, a exposé récemment encore dans son livre bien connu, "l'Allemagne doit périr", qu'il faut traiter tous les allemands comme du bétail et les stériliser. Le grand Reich allemand ne s'est pas proposé par représailles contre ces principes juifs, d'appliquer aux Juifs en Europe et spécialement en France un traitement correspondant. En particulier, le Reich n'a pas touché à la propriété foncière juive, ni à la propriété mobilière juive en France, à l'exception des écrits et des objets d'art.

6.- La saisie effectuée n'avait pas pour intention et n'a pas eu pour résultat de faire tort à l'Etat français ou au peuple français. Jamais les objets d'art juifs n'ont été auparavant accessibles au peuple français. Les richesses des juifs en France n'ont pas été employées au profit du peuple français, mais uniquement pour les affaires privées des juifs. Mais dans la realisation des juives, le peuple français, en 1939, a été de nouveau poussé dans une guerre contre l'Allemagne.

7.- Le Gouvernement français invoque à tort que les biens de ces juifs ont été pour la plus grande part, après le retrait de la nationalité française, saisis et mis à la disposition du Secours National. Cette possibilité de disposer des biens juifs, l'Etat Français ne l'a pas acquise par son propre pouvoir, il ne l'a obtenue que par la victoire des armes allemandes. L'Etat français à toutes raisons d'être reconnaissent au Grand Reich allemand de la lutte menée contre la juiverie. C'est pourquoi il n'a aucun droit de protester contre les mesures que le Reich, en sa qualité d'état vainqueur, applique contre les Juifs. Selon l'ordonnance du Fuhrer du 17 Septembre 1940, la date qui compte pour les saisies est le 1er Septembre 1939 . Toute mesure prise après cette date du début de la guerre en fait de transfert, de propriété, de mise en dépôt, saisies et autres dispositions concernant les biens juifs, est donc, vis vis à vis du Reich sans objets et juridiquement sans effet. Peut importe donc que, par exemple, quelques juifs aient remis ce qu'ils possédaient à la garde des Musées Nationaux Français, ou que des biens Juifs aient été saisis par l'Etat français au profit de l'oeuvre du Secours National. C'est le Reich seul qui a par priorité le droit de disposer des biens juifs. Le Reich a, par un procédé magnanime au bénéfice de l'Etat français, renoncé aux biens immobiliers et autres biens des juifs en France, mettant en sûreté seulement les documents de recherches et les biens culturels appartenant à des biens juifs.

.../...

H5078-0140

8.- Il ne peut pas davantage être question d'appliquer la Convention de la Haye selon laquelle doit être exclues la saisie des biens privés. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus sous le chiffre 5, le Juif avec ses biens se situe hors de tout droit, parce que depuis des millénaires il a, de son chef, considéré tous les non-juifs comme dépourvus de tous droits.

III

Du point de vue allemand, il n'est pas possible d'admettre que la saisie des objets d'art juifs ait pu constituer une vexation pour le peuple français et une atteinte à l'exécution pleine de ménagements et de douceurs des tâches de l'armée allemande d'occupation. Si le gouvernement français a conscience de la portée de la grande rénovation politique de l'Europe, il doit sentir qu'il a le devoir de faire comprendre au peuple français que la guerre avec l'Allemagne, si regrettable qu'elle ait été, constitue cependant la base de la future paix durable entre les deux peuples, parce que dans cette guerre le Grand Reich allemand a libéré la France de la domination juive et des excitateurs de guerre. Si le Grand Reich allemand n'a pas saisi à son profit tous les biens des juifs, il faut expliquer au peuple français que c'est là une mesure de prévenance extraordinaire. Grâce à l'armée allemande, le peuple français est redevenu maitre des grands biens fonciers et immobiliers des Juifs, qui parfois comprennent des lieux de tradition française très ancienne. C'est maintenant seulement que ces biens, jadis ravis à la nation française par des spéculations de bourse et des duperies, sont à la disposition de la France, laquelle jusqu'ici n'a pas été en mesure de se mettre en possession de ces biens.

UTIKAL
Berlin, 3 Novembre 1941.

H5078-0141

Stellungnahme

des Einsatzstabes Reichsleiter Rosenberg zum Einspruch der franzoesischen Regierung (Generalkommissariat fuer Judenfragen) vom 25. Juli 1941 gegen die Beschlagnahme von Kunstschaetzen aus juedischem Besitz

Zu dem Einspruch der franzoesischen Regierung gegen die Beschlagnahme von Kunstschaetzen aus juedischem Besitz ist folgendes zu sagen:

I.

1. Die von der franzoesischen Regierung angezogenen Beschlagnahmen wurden von dem Einsatzstab Rosenberg durchgefuehrt auf Grund der Fuehrerentscheidungen, die in den Briefen des OKW vom 5. Juli 1940 und vom 17. September 1941 festgelegt sind.

2. Gegenstand der Beschlagnahme waren lediglich Kunstschaetze und Versicherungsmaterial aus dem Besitz von Juden, die ihren Wohnsitz im besetzten Frankreich hatten.

3. Nicht beschlagnahmt wurden durch den Einsatzstab Wertpapiere aus juedischem Besitz, wogegen die franzoesische Regierung ebenfalls unter I A Ziffern 1 bis 5, 8, 10 und 11 des Einspruchs vom 25. Juli 1941 protestiert hat. Es ist moeglich, dass das Devisenschutzkommando, das dem Einsatzstab Rosenberg jeweils Kunstschaetze zuleitete, die Wertpapiere in den von ihm geoeffneten Tresors vorgefunden hat. Ueber die Verwendung dieser Wertpapiere ist hier nichts bekannt, vielmehr ist lediglich die Entscheidung des Devisenschutzkommandos massgebend.

4. Nicht beschlagnahmt wurden: Kunstschaetze aus franzoesischem Staatsbesitz, noch aus franzoesischem (nichtjuedischem) Privatbesitz. Soweit sich in einigen Faellen herausstellte, dass das beschlagnahmte Material zum Privatbesitz von Franzosen (Nichtjuden) gehoerte, wurden diese Gegenstaende bereits zurueckgegeben.

II.

Die Motive zur Beschlagnahme von Kunstschaetzen aus juedischem Besitz waren folgende:

1. Der Krieg gegen das Grossdeutsche Reich wurde besonders durc Judentum und Weltfreimauerei betrieben, die, verbuendet mit ihnen genehmen Politikern, verschiedene europaeische Staaten und Voelker in den Krieg gegen Deutschland gehetzt haben. Die Massnahmen des Deutschen Reiches gegen die Juden als Urheber dieses grossen Krieges muessen daher ganz besonders sein.

H5078-0142

2. Die Deutsche Wehrmacht hat durch die Eroberung Frankreichs den franzoesischen Staat und das franzoesische Volk von dem Einfluss des internationalen Judentums befreit. Der Waffenstillstand mit dem franzoesischen Staat und Volk wurde nicht geschlossen mit den Juden in Frankreich, die nach dem massgeblichen Rechts- und Staatsgedanken des Grossdeutschen Reiches in keiner Weise mit dem franzoesischen Volke gleichgestellt werden duerfen. Gleichgueltig, ob die Juden die franzoesische Staatsangehoerigkeit besassen oder nicht, ob sie derselben fuer verlustig erklaert worden sind oder nicht in jedem Falle gelten sie als besonderer "Staat im Staate" u als bleibende Gegner des Deutschen Reiches. Sie haben in anderen Staaten diese Einheit fortlaufend bekundet. Die Massnahmen des Reiches gegen die Juden in Europa muessen deshalb auch rechtlich grundlegend anders gewertet und beurteilt werden, als die Massnahmen z.B. gegen das franzoesische Volk.

3. Die Auffassung des Grossdeutschen Reiches geht dahin, dass die Juden in Frankreich - wie in der ganzen Welt - sich nur deshalb so grosse Schaetze aneignen konnten, weil sie durch ihre politische Einflussnahme dem Deutschen Volk die Moeglichkeit nahmen, an den Gutern und mithin auch an den Wirtschafts- und Kulturguetern der Welt beteiligt zu werden. Ferner haben juedische Emigranten aus Deutschland ihre Werte in andere Laender, zum Teil auch nach Frankreich, mitgenommen. Der deutsche Ursprung juedischen Reichtums steht z.B. beim Hause Rothschild einwandfrei vor der Geschichte fest. Die Beschlagnahme juedischer Kulturguetor stellt also nur eine verhaeltnismaessig geringfuegige Vergeltung an den jahrzehntelangen juedischen Gegner dar.

4. Einen wirkungsvollen und erfolgreichen Kampf gegen das Weltjudentum hat bisher nur das Grossdeutsche Reich gefuehrt. Im Zuge der Waffentaten seines Heeres wurden die Voelker Europas von der juedischen Herrschaft befreit. Die Sicherstellung des Kunstbesitzes der Juden ist deshalb zugleich zu werten als eine geringe Abgeltung der grossen Lasten und Opfer, die das Reich im Kampf gegen das Judentum fuer die Voelker Europas gebracht hat.

5. Die deutschen Vergeltungsmassnahmen gegen die Juden sind auch voelkerrechtlich begruendet. Es gibt im Voelkerrecht den anerkannten Grundsatz, dass im Kriege mit den gleichen Mitteln und Anschauungen operiert und Vergeltung geuebt werden darf, die der Gegner zuerst benutzt hat. Die Juden haben aber seit jeher in ihrem juedischen Recht, das im Talmud und Schulchan auch

H5078-0143

niedergelegt ist, den Grundsatz durchgefuehrt, dass alle Nichtjuden "dem Vieh gleichzuachten" und daher rechtlos sind, dass das Eigentum der Nichtjuden "wie etwas, das preisgegeben wurde" - also als herrenlos - zu behandeln sei. Genau im gleichen Sinne hat erst kuerzlich wieder der Praesident der amerikanischen Friedensvereinigung (American Federation of Peace Theodore Nathan Kaufman in seinem bekannten Buch "Germany must perish!" ausgefuehrt, das alle Deutschen als Vieh zu behandeln und zu sterilisieren seien. Das Grossdeutsche Reich hat davon abgesehen, zur Vergeltung dieser juedischen Grundsaetze die Juden in Europa und besonders in Frankreich entsprechend zu behandeln. Das Reich hat insbesondere den juedischen Grundbesitz und die juedischen Mobilien in Frankreich nicht angetastet, mit Ausnahme des juedischen Schrifttums und Kunstbesitzes.

6. Eine Schaedigung des franzoesischen Staates oder gar des franzoesischen Volkes wurde durch die Beschlagnahme nicht beabsichtigt und nicht herbeigefuehrt. Die juedischen Kunstschaetze waren vorher dem franzoesischen Volke niemals zugaenglich. Der Reichtum der Juden in Frankreich wurde auch nicht zum Nutzen des franzoesischen Volkes, sondern lediglich zu privaten Geschaeften der Juden verwandt. In Durchfuehrung juedischer Geschaefte wurde aber das franzoesische Volk im Jahre 1939 erneut in einen Krieg gegen Deutschland hineingehetzt.

7. Die franzoesische Regierung beruft sich zu Unrecht darauf, dass das Vermoegen dieser Juden zum groessten Teil - nach Aberkennung der franzoesischen Staatsangehoerigkeit - beschlagnahmt und dem nationalen Hilfswerk zur Verfuegung gestellt worden sei. Diese Moeglichkeit, ueber juedischen Besitz zu verfuegen, hat aber der franzoesische Staat nicht aus eigener Macht ergriffen, sondern erst auf Grund des Sieges der deutschen Waffen erhalten. Der franzoesische Staat hat allen Anlass, dem Grossdeutschen Reich fuer den Kampf gegen das Judentum dankbar zu sein. Er hat deshalb auch kein Recht, gegen die vom Reich als Siegerstaat gegen die Juden durchgefuehrten Massnahmen zu protestieren. Massgebender Zeitpunkt fuer die Beschlagnahme ist nach der Anordnung des Fuehrers vom 17. September 1940 der 1. September 1939. Was nach diesem Zeitpunkt des Kriegsbeginns an Uebereignungen, Verwahrungsauftraegen, Beschlagnahmen und sonstigen Verfuegungen ueber den juedischen Besitz getroffen worden ist, das ist dem Reich gegenueber also gegenstandslos und rechtsunwirksam. Es ist also unbeachtlich, wenn z.B.

H5078-0144

einige Juden ihren Besitz noch den franzoesischen Nationalmuseen zur Verwahrung uebergeben haben, oder wenn juedischer Besitz zu Gunsten des nationalen Hilfswerkes durch den franzoesischen Staat beschlagnahmt worden ist. Das erste Verfuegungsrecht ueber den juedischen Besitz hat lediglich das Reich, das in grosszuegiger Weise zu Gunsten des franzoesischen Staates auf die Liegenschaften und sonstigen Besitztuemer der Juden in Frankreich verzichtet hat, um lediglich das Forschungsmaterial und die gesammelten Kulturguetor aus juedischem Besitz sicherzustellen.

8. Ebensowenig kommt die Anwendung des Haager Abkommens in Betracht, wonach die Beschlagnahme von Privatbesitz ausgeschlossen sein soll. Wie oben unter Ziffer 5 ausgefuehrt worden ist steht der Jude mit seinem Besitz ausserhalb jedes Rechtes, weil er umgekehrt von sich aus seit Jahrtausenden die gleiche Rechtlosigkeit allen Nichtjuden zugedacht hat.

III.

Es kann vom deutschen Standpunkt aus nicht anerkannt werden, dass durch die Beschlagnahme des juedischen Kunstbesitzes eine Verbergerung des franzoesischen Volkes und eine Beeintraechtigung der ruecksichtsvollen und milden Durchführung der Aufgaben der deutschen Besatzungsarmee erfolgen koennte. Wenn die franzoesische Regierung sich der Tragweite der grossen politischen Neugestaltung Europas bewusst ist, so muss sie sich verpflichtet fuehlen, dem franzoesischen Volke klarzumachen, dass der Krieg mit Deutschland, so bedauerlich er auch gewesen ist, dennoch die Grundlage fuer den kommenden dauernden Frieden zwischen den beiden Voelkern darstellt, weil das Grossdeutsche Reich nicht den gesamten Besitz der Juden fuer sich beschlagnahmt hat, so muss dieses ausserordentlich grosse Entgegenkommen dem franzoesischen Volk als solche klargemacht werden. Dank der deutschen Ehrlichkeit ist das franzoesische Volk wieder Herr ueber den grossen Grund- und Hausbesitz der Juden geworden, die z.T. Staetten aeltester franzoesischer Tradition umfassen. Erst heute stehen diese einst durch Boersenspekulationen und Betrug auch an der franzoesischen Nation erschlichenen Guetor Frankreich zur Verfuegung, das bis dahin nicht imstande gewesen ist, sich in ihren Besitz zu setzen.

Utikal

Berlin, den 3. November 1941 - U/Sz

File Copy
Rec'd. Feb. 6, 1946
Hand.

H-5078

LIVRE DE DOCUMENTS
PILLAGE DES OEUVRES D'ART
SECTION ECONOMIQUE No.

1

Pillage-of-objects-of-art-1

H5078-0145